

ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 16 – 17 novembre 2025



ADRESSES À (RE)VISITER

CLIQUER SUR LES COUVERTURES



Pour nous écrire :

Adresses.la.revue@gmail.com

ABONNEZ-VOUS, C'EST GRATUIT

SYLLEPSE

Directeur de publication : Michel Lanson

ISSN : 3038-9798

Téléchargement sur Entre les lignes entre les mots, www.syllepse.net et Réseau Bastille

Éditions Syllepse, 69 rue des Rigoles, 75020 Paris

Images : Collections particulières

LISTE DES ADRESSES

ADRESSES : INTERNATIONALISME ET DÉMOCRATIE

Les multiples occurrences de Z ou comment la dernière lettre de l'alphabet pourrait devenir une lettre d'espoir 5

ADRESSE N° 15/176

Ne parlez pas de rébellion de la génération Z 7

Will Shoki

ADRESSE N° 16/177

Sept thèses sur les insurrections de la génération Z dans le Sud global 10

Vijay Prashad

ADRESSE N° 16/178

Génération Z : troubles mondiaux et révolutions 14

Tim Casement

ADRESSE N° 16/179

La GenZ du Maroc et le volcan régional 17

Gilbert Achcar

ADRESSE N° 16/180

Nous avons besoin d'une alternative humaniste au capitaliste 19

Entretien avec Frieda Afary

ADRESSE N° 16/181

Face au déni du réel, comment redonner sens à l'expérience comme à la réflexion collective ? 27

Michèle Riot-Sarcey, en collaboration avec Antoine Duwa

ADRESSE N° 16/182

La langue comme arme de guerre 33

Oleksandr Kyselov

ADRESSE N° 16/183

L'Ukraine comme « berceau » civilisationnel russe 37

Hanna Perekhoda

<u>ADRESSE N° 16/184</u>	
La promesse de Zohran <u>Nikhil Pal Singh</u>	40
<u>ADRESSE N° 16/185</u>	
Résistance contre Trump : manifestations, rébellions locales et victoires électorales <u>Dan La Botz</u>	45
<u>ADRESSE N° 16/186</u>	
De la rue à la maison : le mouvement « Femme, vie, liberté » ? <u>Entretien avec Shima Tadrissi</u>	61
<u>ADRESSE N° 16/187</u>	
Masculinité toxique, antiféminisme et menaces sur la démocratie <u>Raphael Rashid</u>	65
<u>ADRESSE N° 16/188</u>	
Un spectre inquiétant hante le monde : peut-on le nommer sans le comprendre ? <u>Stéphanie Prezioso</u>	74
<u>ADRESSE N° 16/189</u>	
Les femmes africaines sont là, encore une fois ! <u>Groupe de femmes et de genre et partenaires africains</u>	81
<u>ADRESSE N° 16/190</u>	
Appel des trois peuples de Mindanao contre la corruption	84
<u>ADRESSE N° 16/191</u>	
La Chine sous pression : mobilisations populaires et fractures systémiques <u>Andrea Ferrario</u>	87
<u>ADRESSE N° 16/191</u>	
Chine : quand le système de sécurité se dévore lui-même <u>Andrea Ferrario</u>	96

Les multiples occurrences de Z ou comment la dernière lettre de l'alphabet pourrait devenir une lettre d'espoir

ZÉRO, ZAZOU, ZÈBRE, ZORRO, ZAD, ZOO, ZEUS, ZUT... GAZ, JAZZ...

Pour les adeptes du cinéma hollywoodien ou des séries télévisées, le premier Z fut probablement le **Z COMME ZORRO**. La révolte d'un aristocrate contre l'injustice. Les images d'un mythe, d'un masque et d'une lettre tracée « à la pointe de l'épée ».

Z : « IL EST VIVANT »

Un roman de Vassílis Vassilikós sur l'assassinat du député grec Grigóris Lambrákis et les conséquences de cet acte. Konstantínos Costa-Gravas en fit un [film](#). L'assassinat d'un député progressiste par la police aux ordres du pouvoir. Les assassinats contre la démocratie sont toujours d'actualité dans bien des pays du monde.

Z (EN RUSSE : ZET)

C'est le symbole peint sur les véhicules, les blindés et les hélicoptères russes engagés dans l'invasion de l'Ukraine. La justification des crimes par la construction d'un mythe.

Z DE « ZONES DE MORT »

Ce sont ces lieux du champ de bataille où les drones russes rôdent. Et pourtant, c'est un **Z** qui se retourne : le peuple ukrainien en armes ayant les ressources morales, intellectuelles, scientifiques, démocratiques et militaires est à même de neutraliser cette menace... avec de simples fusils de chasse.

Z AUJOURD'HUI, C'EST UNE GÉNÉRATION

Elle refuse la corruption, l'injustice et l'effondrement social à l'aide de technologies qu'elle maîtrise et avec lesquelles elles communiquent aussi bien dans son environnement proche qu'à travers l'Asie, l'Afrique...

Des soulèvements porteurs d'espoir, que nous illustrons par quatre textes : « Ne parlez pas de rébellion de la génération Z » (Will Shoki); « Sept thèses sur les insurrections de

la génération Z dans le Sud global » (Vijay Prashad); « Génération Z : troubles mondiaux et révolutions » (Tim Casement); « La GenZ du Maroc et le volcan régional » (Gilbert Achcar).

UN NOUVEAU Z EST SORTI DE L'OMBRE

Z comme le prénom du nouveau maire de New York : Zhoran, Zhoran Mamdani ! Nikhil Pal Singh évoque « La promesse de Zohran » et Dan La Botz nous plonge dans l'Amérique trumpienne avec un article titré « Résistance contre Trump : manifestations, rébellions locales et victoires électorales ».

Z, UNE LETTRE D'ESPOIR

Espoir de démocratie, d'autodétermination et de progrès social. Pourtant du [Soudan](#) au [Sahara-Occidental](#) et à la [Kanaky](#), c'est encore et toujours le refus, par les puissances régionales ou internationales, de la décolonisation et de l'autodétermination des peuples. Sans oublier la précarité du cessez-le-feu à Gaza et la poursuite des violences des colons et de l'armée israélienne en Cisjordanie. Sans oublier non plus les attaques délibérées contre la démocratie, en [Géorgie](#) et en [Tunisie](#).

Z COMME ZELENSKY

Courageux et lumineux combat du peuple ukrainien contre l'impérialisme russe en même temps que sombre alignement sur l'exploitation néolibérale et la corruption.

La recherche que poursuit Hanna Perekhoda – dont nous avons déjà publié plusieurs textes sur l'histoire et les mythes – nous aide aussi à dépasser la sidération et l'impuissance... « L'Ukraine comme "berceau" civilisationnel russe ».

Z COMME ZIGZAG

Pour ne pas rester prisonnier des lignes brisées et de la sidération provoquée par un spectre inquiétant qui hante le monde,

Stéfanie Prezioso, nous invite à analyser et à nommer (en dépassant la pesanteur des mots pour y voir clair) les nouvelles formes prises par l'extrême droite, à comprendre les similitudes et les différences avec celles des années 1930. Faut-il encore et toujours, hélas, citer Bertolt Brecht en 1941 : «Le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde»?

Les mots et la place des langues, leur torsion dans les processus de colonisation ou d'émancipation. Oleksandr Kyselov nous propose un exemple de combat autour de la langue : «La langue comme arme de guerre».

Contre la sidération toujours, il est important de faire connaître l'existence de toutes les formes de résistance : les soulèvements de la génération Z, évidemment, mais aussi la lutte «De la rue à la maison» que nous

dépeint le mouvement «Femmes, vie et liberté» dans son entretien avec Shima Tadrissi. Sans oublier les résistances des femmes africaines qui rappellent qu'«elles sont toujours là» et les peuples du Mindanao qui lancent un appel contre la corruption.

Des résistances, encore, aux multiples formes de violences imposées, par les colonisations, les apartheid (dont l'apartheid de genre en Afghanistan ou en Iran). Raphael Rashid décrit la réaction masculiniste en Corée du Sud dans son article «Masculinité toxique, antiféminisme et menaces sur la démocratie» en Corée du Sud.

Contre les quotidiens tressés entre les catastrophes, les dénis de réalité, le conspirationnisme, les simplismes, le sentiment d'impuissance ou les cultes de la marchandise, Michèle Riot-Sarcey nous interroge : «Comment redonner sens à l'expérience comme à la réflexion collective».

Après un [numéro 8](#)¹ spécialement consacré à la Chine, nous poursuivons l'éclairage du monde chinois avec deux articles d'Andrea Ferrario : «La Chine sous pression : mobilisations populaires et fractures systémiques» et «Chine : quand le système de sécurité se dévore lui-même».

Et, contrairement à une vision simpliste du monde qui construit une frontière étanche entre les perceptions des populations du Sud et du Nord, Frieda Afary nous rappelle que des femmes iraniennes soutiennent l'Ukraine contre l'invasion russe et nous propose sa vision d'une alternative mondiale au capitalisme : «Nous avons besoin d'une alternative humaniste au capitalisme»

Vous trouverez aussi, comme à chaque numéro, des liens avec quelques publications et brochures d'informations, de débats ou de mobilisations.

Bonne lecture !



1. Publié simultanément en anglais et en français.

Ne parlez pas de rébellion de la génération Z

Will Shoki

7

Sur tous les continents, une figure familière est revenue dans les rues. Au Népal, de jeunes manifestant·es ont renversé le gouvernement après des années de corruption et de stagnation. Au Maroc, le collectif sans leader «Gen Z 212» a rempli les places publiques de chants dénonçant les dépenses extravagantes de l'État et la négligence quotidienne. À Madagascar, des étudiant·es et des chômeurs/chômeuses confronté·es à des pénuries d'eau et à des coupures d'électricité répétées ont contraint le président à dissoudre son cabinet. Les médias du monde entier ont rapidement proposé un titre bien ficelé : la génération Z se soulève.

Pourtant, cette description, reprise par CNN et le *New York Times*, est à la fois vraie et profondément trompeuse. Il est vrai que les manifestant·es sont jeunes et que les outils numériques (serveurs Discord, flux TikTok et chaînes Telegram) ont accéléré leur coordination. Mais qualifier ces révoltes de «manifestations de la génération Z» revient à confondre le moyen de communication et le message. Cela transforme une crise structurelle en un état d'esprit générationnel, réduisant la politique à une question de démographie. Ce qui disparaît de la vue, c'est la réalité plus profonde : ces soulèvements expriment la réémergence d'un sujet politique mondial longtemps marginalisé, à savoir la jeunesse en tant que conscience d'un système mondial en déclin.

Les soulèvements de cette année s'inscrivent dans la même courbe historique que celle retracée dans notre récent numéro spécial, *Revolution Deferred*. Ce numéro retraçait une quinzaine d'années de protestations – du Printemps arabe à #FeesMustFall – au cours desquelles des mobilisations

de masse ont éclaté à travers le monde, mais ont rarement transformé les structures auxquelles elles s'opposaient. Ces mouvements ont révélé les limites de la démocratie néolibérale, mais ont finalement été contenus par celle-ci. La révolution différée n'a pas été éteinte, elle a été dispersée. Les événements de 2025 suggèrent que l'énergie de ce cycle revient, façonnée par des conditions économiques plus difficiles et dépouillée des illusions antérieures sur la réforme. Si les années 2010 ont été une décennie de révolte sans révolution, de soulèvements qui ont mis en évidence les échecs du système sans les transcender, alors les troubles actuels sont une politique de nécessité : pas encore révolutionnaires, mais nés de la prise de conscience que la simple survie exige désormais une confrontation avec le système lui-même.

La récurrence des révoltes de la jeunesse n'a rien de mystérieux

Sous le capitalisme, les jeunes sont toujours les premiers à subir les contradictions de l'accumulation. Elles et ils héritent du coût de crises qu'elles et ils n'ont pas provoquées, entrant dans l'âge adulte dans des économies qui n'ont plus besoin de leur main-d'œuvre et des systèmes politiques qui ne sollicitent plus leur consentement. Au Maroc, plus d'un tiers des moins de 24 ans sont au chômage, alors même que l'État construit des stades pour la Coupe du monde 2030. Au Népal, des générations entières ont été exportées comme main-d'œuvre migrante, soutenant une économie de transferts de fonds qui permet aux élites nationales de reporter toute transformation structurelle. Dans une grande partie du Sud, un surplus

permanent de jeunes est devenu une caractéristique fixe de la vie économique – une majorité démographique condamnée à la redondance sociale.

Considérer cela comme un drame générationnel – la génération Z contre ses aîné-es – revient à le dépolitiser. La catégorie «génération Z» appartient au lexique marketing du capitalisme tardif, et non au vocabulaire du changement historique. Elle suggère que ce qui unit ces jeunes, c'est la culture ou l'attitude plutôt que la situation matérielle. Mais leur situation commune n'est pas psychologique. Elle est structurelle. Les mêmes économies fondées sur l'endettement, les services sociaux privatisés et les programmes d'austérité imposés de l'extérieur qui ont défini l'ère néolibérale ont désormais atteint leur limite politique. Les jeunes se trouvent à la frontière de cet épuisement, où toutes les promesses de développement se sont effondrées dans une précarité permanente.

La forme de la contestation a changé, mais sa logique reste la même.

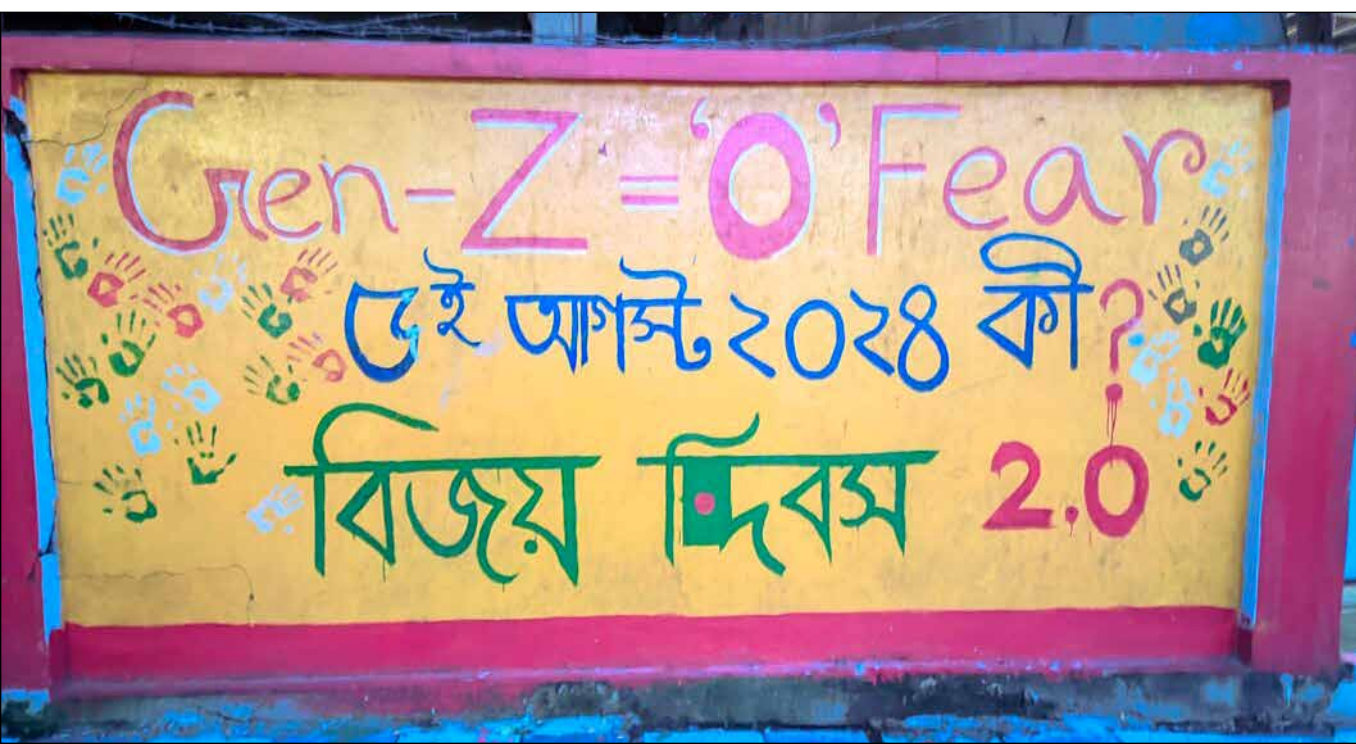
Au Maroc, la chaîne Discord «Gen Z 212» a rassemblé plus de 130 000 membres en quelques jours, une infrastructure numérique comblant le vide autrefois occupé par les partis politiques et les syndicats. À Madagascar, le réseau en ligne «Gen Z Mada» s'est coordonné avec les syndicats pour appeler à des grèves nationales. Au Népal, le mouvement qui a commencé contre l'interdiction des réseaux sociaux s'est transformé en un rejet massif de tout l'ordre post-maoïste,

discrédité par des décennies de libéralisation et de rotation des élites. Il ne s'agit pas seulement de rébellions numériques. Il s'agit de recompositions de classes menées par des moyens numériques, d'expériences d'organisation dans les ruines des véhicules traditionnels de la politique de masse.

Il convient de noter que bon nombre de ces mouvements adoptent consciemment l'étiquette même que les médias utilisent pour les banaliser. «Gen Z 212» au Maroc, «Gen Z Mada» à Madagascar et «Gen Z Nepal» ont adopté cette étiquette non pas pour s'identifier à une catégorie marketing mondiale, mais pour nommer leur communauté générationnelle en période de crise. Il s'agit d'un raccourci tactique, d'une auto-identification ironique dans le langage d'un monde qui les exclut (un langage qui coexiste avec une industrie artisanale du journalisme et de l'analyse culturelle qui traite la «génération Z» comme une attraction de zoo, spéculant sans cesse sur les habitudes étranges de cette espèce – son «regard vide», son aversion pour le travail, sa peur des boîtes de nuit – tout en négligeant souvent l'ordre social qui produit ces conditions).

Le contenu idéologique de ces mouvements est encore en train de se former

Beaucoup expriment leur colère en termes moraux: corruption, dignité, trahison. Mais derrière ce vocabulaire se cache une conscience structurelle: celle que les élites nationales agissent comme des médiateurs pour un système mondial qui a cessé



de fonctionner. Comme l'a déclaré un·e manifestant·e à Nairobi lors des soulèvements au Kenya l'année dernière: «Nous sommes gouverné·es par les banques, pas par le Parlement.» D'Antananarivo à Katmandou, l'accusation est la même. L'État a été vendu, l'avenir est hypothéqué.

Cette conscience n'est pas encore un programme, mais elle est plus radicale qu'il n'y paraît. Elle représente une résurgence de la conscience systémique mondiale venue d'en bas, le sentiment que les injustices de la vie quotidienne sont liées à l'architecture même du capitalisme mondial. Lors des précédentes manifestations de masse, la revendication était l'inclusion: être représenté·e, reconnu·e et pouvoir se construire. La revendication qui anime les soulèvements actuels est plus fondamentale: survivre à un système qui a épuisé les conditions nécessaires à la survie. C'est aussi pourquoi la Palestine est devenue une référence morale et politique si puissante. Le génocide en cours à Gaza et le courage de celles et ceux qui continuent à le défier – des campements d'étudiant·es à la flottille mondiale Sumud – ont clairement montré à toute une génération que l'empire n'est pas une abstraction (plusieurs militant·es de la flottille sont toujours détenue·es par Israël dans des conditions inhumaines, selon certaines informations, notamment la contributrice de l'AIAC et écrivaine sud-africaine Zukiswa Wanner, détenue avec des centaines d'autres personnes qui affirment avoir été battues, privées de leurs droits et confinées de force). C'est la logique organisationnelle du système auquel elles et ils sont confrontés. Ce qui lie les manifestations à Nairobi, Katmandou, Lima ou Casablanca à celles qui réclament une Palestine libre, c'est un refus commun d'un monde régi par la spoliation et la hiérarchie.

Le parcours de Greta Thunberg, militante suédoise de 22 ans, illustre parfaitement cette dynamique. Autrefois chouchoute de l'écologisme libéral – accueillie à Davos, embrassée par Obama et célébrée comme la preuve que «la génération Z se souciait» –, elle était adulée parce que sa critique semblait morale plutôt que systémique. Mais dès qu'elle a établi un lien entre la justice climatique et l'anti-impérialisme, qu'elle s'est rangée du côté des Palestinien·nes et qu'elle a qualifié l'apartheid israélien et la guerre en

cours contre Gaza de génocide, les invitations ont cessé (et Greta Thunberg ne s'est pas seulement concentrée sur la Palestine et la justice climatique, mais s'est également montrée cohérente sur toute une série de questions, notamment l'Ukraine, l'Arménie et le Sahara occidental). Les politicien·nes occidentaux qui l'applaudissaient autrefois ont soudainement découvert les limites de leur tolérance. Ce n'est pas son âge qui a changé, mais sa politique. L'establishment ne peut tolérer la dissidence des jeunes que lorsqu'elle flatte son image de soi; il recule dès que cette dissidence remet en cause ses fondements.

Lorsque les commentaires grand public qualifient cette vague de protestations de «rébellion de la génération Z», cela signifie en réalité: ne la prenez pas au sérieux. Cette étiquette domestique ce qui devrait être menaçant. Elle transforme la lutte politique en une tendance «mode de vie». Mais si l'on enlève ce vernis, on voit apparaître un schéma qui relie le présent à une longue histoire de révoltes de la jeunesse sous le capitalisme, de Paris en 1968 à Soweto en 1976, en passant par les mouvements #EndSARS et Fallist de la dernière décennie. Dans chaque cas, les jeunes n'étaient pas un groupe d'intérêt particulier, mais la couche sociale à travers laquelle l'histoire annonçait que l'ancien ordre avait fait son temps.

Cette annonce est à nouveau faite. Ce à quoi nous assistons, de Katmandou à Casablanca, n'est pas simplement l'impatience d'une nouvelle génération, mais la résurgence d'une contradiction mondiale qu'aucun gouvernement, aussi répressif soit-il, ne peut gérer indéfiniment. La révolution différée a refait surface, dépouillée de ses illusions et relayée par les écrans, mais reconnaissable dans son essence: une demande insistante pour un monde capable de soutenir la vie, la dignité et le sens au-delà du marché, et pour le bien des personnes, et non pour le pouvoir ou le profit.

Will Shoki, rédacteur en chef de *Africa Is a Country*

Source: *Africa Is a Country*.

Traduit par DE.

Sept thèses sur les insurrections de la génération Z dans le Sud global

Vijay Prashad

Les murs de Santiago, au Chili – la ville où je vis – sont marqués de graffitis effacés de l'*estallido social* (soulèvement social) de 2019. Des années plus tard, ces slogans continuent de se répandre sur les trottoirs, de «Ils nous ont tellement pris qu'ils nous ont même enlevé la peur» à «Ce ne sont pas 30 pesos, ce sont 30 ans». Les deux slogans font référence aux trente années d'austérité néolibérale imposées au peuple chilien, y compris une augmentation de 30 pesos du prix des billets de métro et des coupes profondes dans le système de salaire social du pays. Le soulèvement a été mené par des lycéens nés entre 2001 (18 ans) et 2005 (14 ans), qui font partie de la génération Z ou «Gen Z». Cependant, ce terme, imposé au monde par les médias grand public, efface souvent la complexité sociale et la spécificité nationale de telles révoltes. Néanmoins, ce terme, ainsi que le concept de «génération», méritent d'être explorés.

Les protestations au Chili – qui ont finalement attiré toutes les tranches d'âge et délégitimé le gouvernement de droite de Sebastián Piñera – n'étaient pas singulières. Les jeunes nés à cette époque ont mené des protestations à travers le monde, y compris des mobilisations de masse contre un viol collectif à Delhi, en Inde (2012); la campagne March for Our Lives contre la violence armée aux États-Unis (2018); et la campagne Fridays for Future contre la crise climatique (2018), initiée par l'activiste suédoise Greta Thunberg (née en 2003 et récemment torturée par le gouvernement israélien). Le soulèvement chilien a été suivi par la grève nationale en Colombie en 2021, l'*Aragalaya* (lutte) au Sri Lanka en 2022, et le soulèvement au Népal plus tôt cette année qui a

entraîné la démission du gouvernement de centre-droite. Dans chacun de ces cas, ce qui a commencé comme une indignation morale à propos d'une question singulière s'est transformé en une critique d'un système qui s'est avéré incapable de reproduire la vie pour les jeunes.

Le concept de génération a été développé il y a un siècle par le chercheur allemand Karl Mannheim dans son essai *Le problème sociologique des générations* (1928). Pour Mannheim, une génération n'est pas définie par l'époque où une cohorte est née mais par sa «situation sociale» (*soziale Lagerung*). En termes politiques, une génération se produit lorsqu'elle connaît des changements rapides et perturbateurs qui la font rencontrer à nouveau la tradition par le biais de nouveaux «porteurs de culture» (*Kulturträger*) – des individus et des institutions qui transmettent la culture – et devient une force active de changement social, bien loin de la manière dont les générations sont devenues une typologie de marketing après la Seconde Guerre mondiale (Baby Boomers, Génération X, Génération Y, etc.). Mannheim voyait les générations comme des forces de changement social, tandis que la culture néolibérale les a transformées en «segments» dans leurs stratégies de marque.

Le terme Gen Z a été utilisé dans les descriptions des protestations qui ont lieu des Andes à l'Asie du Sud, où les jeunes – frustrés par les possibilités limitées d'avancement social – sont descendus dans les rues pour rejeter un système défaillant. Certains éléments de la théorie de Mannheim sont à l'œuvre ici. Il est vrai que les forces impérialistes interviennent souvent pour instiguer et façonner ces protestations, mais il

serait inexact de considérer ces protestations comme étant simplement le produit d'une intervention extérieure. Il existe d'importants facteurs sociologiques internes qui nécessitent une analyse afin de comprendre ces «protestations de la génération Z». Beaucoup d'entre eux sont motivés par une série de processus qui se chevauchent et qui émergent du contexte national tout en étant conditionnés par la conjoncture internationale. Dans cette *newsletter*, nous proposons sept thèses pour commencer à comprendre ces évolutions et peut-être les canaliser dans une direction progressiste.

Thèse 1

Il y a une poussée démographique de la jeunesse à travers le Sud Global, où l'âge médian est de 25 ans, et les gens dans ces jeunes sociétés se retrouvent victimes de politiques d'austérité et de dette sévères, de catastrophes climatiques et de guerres permanentes. En Afrique, l'âge médian est de 19 ans – plus bas que sur n'importe quel autre continent. Au Niger, l'âge médian est de 15,3 ans; au Mali, de 15,5 ans; en Ouganda et en Angola, de 16,5 ans; et en Zambie, de 17,5 ans.

Thèse 2

Les jeunes du Sud sont frustrés par le chômage. Le néolibéralisme a affaibli la capacité de l'État, ne laissant que très peu d'outils pour résoudre ce problème (ce qui a conduit à des demandes telles que l'ouverture d'opportunités d'emploi étatiques, dans le cas du mouvement de réforme des quotas au Bangladesh). Les jeunes éduqués ayant des aspirations de classe moyenne sont incapables de trouver un travail convenable, ce qui entraîne un chômage structurel ou un décalage des compétences. En Algérie, il existe un terme pour désigner les chômeurs qui emprunte à l'arabe et au français: ceux qui «s'appuient contre le mur» pour le soutenir (*hittiste*, de l'arabe *hayt*, qui signifie «vie»). Dans les années 1990, le système universitaire a été élargi et privatisé, ce qui a ouvert les portes – moyennant finance – à une grande partie de ce qui allait devenir la génération Z. Il s'agit d'enfants issus des classes moyennes et moyennes inférieures, mais aussi de la classe ouvrière et de petits agriculteurs qui ont réussi à gravir les échelles

sociales. La génération Z est la plus instruite de l'histoire, mais c'est aussi la plus endettée et la plus sous-employée. Cette contradiction entre aspiration et précarité engendre un profond ressentiment.

Thèse 3

Les jeunes ne veulent pas avoir à migrer pour avoir une vie digne. Au Népal, de jeunes manifestants ont scandé contre la contrainte à la migration économique. Nous voulons des emplois au Népal. Nous ne voulons pas avoir à migrer pour travailler. Cette obligation de migrer provoque une honte de sa propre culture et une déconnexion de l'histoire des luttes qui ont façonné sa société. Il y a près de 168 millions de travailleurs migrants dans le monde – s'ils formaient un pays, il serait le neuvième plus grand du monde, après le Bangladesh (169 millions) et devant la Russie (144 millions). Parmi eux, des ouvriers du bâtiment népalais dans les États du Golfe et des travailleurs agricoles andins et marocains en Espagne. Ils envoient des sommes qui soutiennent la consommation des ménages dans leurs pays; dans de nombreux cas, le total des sommes (qui s'élevait à 857 milliards de dollars en 2023) est supérieur à l'investissement direct étranger (comme au Mexique). La dislocation sociale, la ligne de couleur internationale du travail et le mauvais traitement des migrants y compris le mépris de leurs qualifications éducatives – rendent l'attrait de la migration presque nul.

Thèse 4

Les grandes entreprises agroalimentaires et les sociétés minières ont intensifié leur assaut contre les petits agriculteurs et les travailleurs agricoles (l'incitation à la révolte des agriculteurs en Inde). Les jeunes de ces classes, fatigués de la détresse rurale et radicalisés par les protestations souvent ratées de leurs parents, se déplacent vers les villes puis à l'étranger pour trouver du travail. Ils apportent leur expérience de la campagne aux villes et sont souvent la principale phalange de ces mouvements de protestation.

Thèse 5

Pour la génération Z, la question du changement climatique et de la détresse environnementale n'est pas une abstraction, mais



une cause imminente de prolétarianisation par le déplacement et les chocs de prix. Les habitants des zones rurales voient que la fonte des glaciers, les sécheresses et les inondations frappent précisément là où les chaînes d'approvisionnement «vertes» impérialistes cherchent des ressources comme le lithium, le cobalt et l'hydroélectricité. Ils comprennent que la catastrophe climatique est directement liée à leur incapacité à construire un présent, encore moins un avenir.

Thèse 6

La politique établie est incapable de répondre aux frustrations de la génération Z. Les constitutions ne reflètent pas la réalité, et les pouvoirs judiciaires irresponsables semblent vivre sur une autre planète. Les principales interactions de cette génération avec l'État se font par le biais de bureaucrates insensibles et de policiers militarisés. Les partis politiques sont paralysés par le consensus de Washington sur l'austérité et la dette, et les organisations non gouvernementales se concentrent étroitement sur des questions individuelles plutôt que sur l'ensemble du système. Les anciens partis de libération nationale ont largement épuisé leur programme ou l'ont vu détruit par l'austérité et la dette, laissant un vide politique dans le Sud global. «Débarrassons-nous de tous» est une politique qui se termine par un tournant vers les influenceurs des réseaux sociaux (comme le maire de Katmandou, Balen Shah) qui n'ont pas participé à la politique des partis mais qui utilisent souvent leurs plateformes pour prêcher un évangile d'antipolitique et de ressentiment de la classe moyenne.

Thèse 7

L'essor du travail informel a créé une société désorganisée, sans espoir de camaraderie entre les travailleurs ou d'adhésion à des organisations de masse comme les syndicats. L'ubérisation des conditions de travail a créé une informalité de la vie elle-même, où le travailleur est aliéné de toute forme de relation. L'importance des médias sociaux augmente avec l'accroissement de l'informalité, car Internet devient le principal moyen de transmission des idées, supplantant les anciens modes d'organisation politique. Il est tentant mais inexact de suggérer

que les médias sociaux sont eux-mêmes une force motrice derrière cette vague de protestations. Les médias sociaux sont un outil de communication qui a permis une diffusion des sentiments et des tactiques, mais ils ne sont pas la condition de ces sentiments. Il est également important de noter que l'internet est un outil d'extraction de surplus – les travailleurs de plateforme, ou travailleurs à la tâche, sont disciplinés par des algorithmes qui les poussent à travailler de plus en plus dur pour de moins en moins de rémunération.

Les sept thèses ci-dessus tentent de définir les conditions qui ont produit les soulèvements de la génération Z dans le Sud global. Ces soulèvements ont été largement urbains, avec peu d'indications qu'ils aient attiré la paysannerie et les travailleurs ruraux. De plus, les agendas de ces protestations abordent rarement les crises structurelles à long terme dans les pays sous-développés. En réalité, la politique typique des soulèvements de la génération Z mène à l'explosion du ressentiment de la classe moyenne. Ces protestations sont souvent – comme au Bangladesh et au Népal – récupérées par des forces sociales bien établies qui exacerbent les protestations dans les rues et développent un programme qui profite aux financiers occidentaux. Néanmoins, ces soulèvements ne peuvent être ignorés : leur fréquence ne fera qu'augmenter en raison des facteurs que nous avons décrits. Le défi pour les forces socialistes est d'articuler les véritables griefs de la génération Z en un programme qui exige une part plus élevée du surplus social et utilise ce surplus pour améliorer l'investissement fixe net et transformer les relations sociales.

Vijay Prashad est un historien indien. Directeur du *Tricontinental: Institute for Social Research*, il a notamment publié *The Darker Nations: A People's History of the Third World* (New York, The New Press, 2008).

Source : *Tricontinental*, 13 octobre 2025.

Traduction : Gilles Lemaire.



Génération Z: troubles mondiaux et révolutions

Tim Casement

Les grandes spéculations des médias libéraux au cours de l'année écoulée, à la suite de la deuxième victoire électorale de Donald Trump, semblent inévitablement reposer sur une hypothèse : la «génération Z», les jeunes, se tourne vers la droite. L'agence de presse [Reuters](#) et le [Guardian](#) se concentrent tous deux sur le fossé entre les jeunes hommes et les jeunes femmes en Europe, en Amérique et en Asie (les jeunes hommes étant les plus mécontents). Les chroniqueurs du capital mondial au [Financial Times](#) attribuent le supposé grand succès de la droite à la mode et à son énergie intellectuelle, avec des figures comme Curtis Yarvin qui apparaissent comme les ennemis de leur seule alternative supposée dans la politique libérale habituelle. Et en effet, si l'analyse est généralement déconcertante (le [Financial Times](#), pour sa part, recommande une «nouvelle façon de penser» tiède), elle n'en est pas moins pertinente : on assiste à une ascension de la droite réactionnaire et à un déclin des institutions néolibérales qui l'ont historiquement maintenue sous contrôle. Pourtant, alors que ces mêmes journalistes institutionnels s'interrogent sur l'incapacité de la politique libérale modérée à convaincre la jeunesse frustrée (et blanchissent des néonazis dérangés comme Nick Fuentes avec des profils flatteurs dans GQ pour faire bonne mesure)¹, la jeunesse a pris la révolution sociale en main de manière sérieuse. Alors que les médias se réjouissent des gains et de la popularité supposée de l'aile réactionnaire de cette génération, pays après pays – principalement dans le sud de la planète – on a

assisté ces deux dernières années à de profonds troubles parmi la jeunesse, dans une direction tout à fait différente.

Ce qui suit sera un tour d'horizon d'une vague tumultueuse de mouvements de jeunesse à travers le monde. Le Kenya est en ébullition depuis 2024 avec les manifestations de la génération Z. Les manifestations ont commencé à propos d'un projet de loi fiscale très contraignant, qui proposait, entre autres, une taxe de 16 % sur le pain². Cependant, l'indignation contre cette politique fiscale régressive s'est rapidement transformée en colère face à la brutalité répétée et soutenue de la police kenyane. En 2024, soixante-trois manifestant-es ont été tué-es et plus de 80 ont été enlevé-es ; en juin 2025, «au moins» 16 personnes ont été tuées et des centaines ont été blessées, selon [Human Rights Watch](#)³. Le gouvernement a jusqu'à présent tenu bon, mais malgré la brutalité effrénée de la police, les manifestants sont déterminés. S'adressant à la chaîne d'information Al Jazeera à la suite de nouvelles violences sanglantes, le manifestant kényan Osman Mohamed a déclaré : «Le gouvernement se moque de nous. Il ne veut pas nous écouter... il ne nous écoute pas en tant que citoyen·nes. Nous sommes le peuple, et ils sont censés nous écouter en raison du pouvoir du peuple⁴.» Pendant ce temps, en Indonésie et aux Philippines, les tensions montent alors que le Parlement

1. Katherine Dee, «Is Nick Fuentes Winning Over Women on the Left?» [GQ](#), 13 octobre 2025.

2. [Kenya Finance Bill 2024 Passes Second Reading amid Public Outcry](#), 21 juin 2024.

3. [Kenya : Hold Authorities Accountable for Protesters' Deaths](#) | [Human Rights Watch](#). 26 June 2025,

4. Lawal Shola, «At Least Eight Killed in Deadly Kenya Protests : What We Know», [Al Jazeera](#).

indonésien s'octroie des indemnités de vacances énormes et imméritées «dix fois supérieures au salaire minimum à Jakarta⁵» et que le gouvernement philippin s'inquiète de la découverte d'un détournement de près de «13 milliards de livres sterling» dans le cadre de «faux projets d'aide aux victimes des inondations⁶». Au Maroc, les manifestant·es ont été galvanisé·es par la mort de huit femmes lors d'accouchements en septembre dernier, alors que la monarchie gaspille des milliards pour la Coupe du monde de la FIFA⁷. Le mouvement est mené par un collectif appelé Gen Z 212 et a été confronté à une répression tout aussi brutale, bien qu'il ait gagné beaucoup de terrain⁸. Les jeunes Marocain·es se sont uni·es sous des slogans critiquant la monarchie et les inégalités économiques qui étouffent depuis longtemps le pays, affirmant: «Nous avons besoin d'emplois, mais nous avons un stade⁹».

Si bon nombre de ces mouvements mondiaux de protestation des jeunes ont dû faire face à des répressions extrêmement violentes et que d'autres en sont encore à leurs balbutiements, certains ont remporté des victoires significatives contre leurs États répressifs et exploiters. Notre revue a déjà commenté le succès spectaculaire des mouvements de jeunesse au Népal, qui ont renversé un gouvernement néostalinien manifestement corrompu et exploiteur¹⁰. Cependant, il ne s'agissait pas d'un incident isolé dans la région, ni du premier. Au Bengale-Occidental, une constellation de problèmes sociaux a été mise en lumière l'année dernière après le viol et le meurtre brutaux d'une interne en médecine de 31 ans¹¹. De son côté, le Pre-

mier ministre réactionnaire de droite Modi n'a pas réussi à endiguer une vague de manifestations anti-misogynes «Take Back the Night» (Reprenez possession de la nuit); ces protestations se sont rapidement mêlées aux manifestations massives d'enseignant·es et ont été encore amplifiées par celles-ci, prenant le gouvernement du Bengale au dépourvu¹². Et au moment où cet article était rédigé, le 14 octobre, le gouvernement de Madagascar s'est effondré sous le poids des manifestations massives de jeunes. Madagascar, l'un des pays les plus pauvres, pourtant un des plus riches en ressources naturelles au monde, a vu éclater le mécontentement des jeunes, d'abord à cause des coupures d'électricité et d'eau, puis contre les conditions économiques générales qui ont laissé 75 % de la population sous le seuil de pauvreté et un tiers de la population sans accès à l'électricité¹³. Après plusieurs jours de manifestations violentes, qui ont fait 22 mort·es et des centaines de blessé·es, le gouvernement d'Andry Rajoelina a été contraint de se cacher par le mouvement Gen-Z Mada¹⁴, soutenu par l'armée. Rajoelina, pour sa part, affirme avoir été victime d'un coup d'État.

Ainsi, malgré ce que les expert·es libéraux ont à dire sur la génération Z, la réalité à travers le monde est très différente. Partout, en particulier dans les pays du Sud, les jeunes prennent les armes contre des gouvernements sclérosés, peu importe ce qu'ils prétendent représenter. Les conséquences à long terme de ces mouvements sont, bien sûr, encore incertaines. Il est impossible de prédire où chacun de ces mouvements mènera son pays respectif, mais une chose devrait être claire: qu'ils en soient conscients ou non, les anciens gouvernements et les anciennes classes politiques, qui ont si longtemps aidé la classe capitaliste à exploiter le monde, sont gravement menacés. Leur contrôle, si longtemps consolidé, s'effrite visiblement alors qu'ils tentent de réprimer ces

5. «Indonesian MPs Get Extra Allowance Weeks after Angry Protests over Perks», *BBC*, 14 octobre 2025.

6. Ratcliffe, Rebecca, «Protesters Flood Streets of Philippines over State Corruption», *The Guardian*, 21 septembre 2025.

7. «After Nepal and the Philippines, Why Have Youth-Led Protests Rocked Morocco and Madagascar?» *The Indian Express*, 12 octobre 2025.

8. *Ibid.*

9. Matthew Campbell, «Morocco's Gen Z Rebellion: "We Need Jobs but We Got a Stadium"», *The Times*, 11 octobre 2025.

10. «"Gen-Z" Revolutionaries and the Future of Leftist Politics in Nepal», *IMHO Journal*, 14 octobre 2025.

11. «"Reclaim the Night": Massive Protests in India after Doctor's Rape, Murder», *Al Jazeera*, 14 octobre 2025.

12. Chatterjee, Shrabana, «West Bengal Schools Recruitment: Aspiring Teachers Protest Outside Assembly; Clash with Police», *The Hindu*, 12 septembre 2025.

13. «Andry Rajoelina: Madagascar President Hiding in "safe Place" as He Warns of Coup Attempt», 13 octobre 2025, www.bbc.com/news/articles/cgkzyek0jxro.

14. *Ibid.*

mouvements populaires naissants par une violence maladroite. Il y a cependant trois choses qui sont évidentes, même pour l'observateur ou l'observatrice la plus occasionnelle, d'un point de vue marxiste-humaniste :

1. Tout comme au Népal, il incombe à la gauche occidentale, en particulier aux États-Unis et en Europe, où les mouvements de jeunesse ont joué un rôle crucial dans l'organisation de la solidarité avec la Palestine¹⁵, de voir au-delà de la propagande des médias et de reconnaître ces luttes particulières comme faisant partie d'un conflit mondial plus large. La politique de chacun de ces conflits est unique au niveau local, mais s'inscrit dans un contexte mondial de lutte contre l'exploitation, contre la misogynie institutionnelle et la culture du viol, et contre l'oppression des personnes queer et des minorités ethniques/nationales. Reconnaître l'universel dans ces situations particulières est la première étape vers, comme au Népal, un soutien organisé de la gauche aux coups déstabilisateurs portés à la droite réactionnaire mondiale.

2. De même, face à la répression croissante des gouvernements, la gauche occidentale doit tirer les leçons de ces luttes dans les pays du Sud et se préparer au pire. Nous devons regarder les choses en face : la droite réactionnaire a démontré une immense capacité de violence. Même aujourd'hui, des voyous masqués partisans de Trump et membres de l'ICE ont enlevé un nombre inconnu de personnes dans les rues des villes américaines. La résilience dont ont fait preuve les luttes populaires au Népal, au Kenya, au Maroc et à Madagascar devrait servir d'exemple à nos camarades du monde entier.

3. Ignorer l'intersectionnalité de ces mouvements aura un coût élevé pour la solidarité et la viabilité révolutionnaires. Ces manifestations sont clairement le résultat des injustices et des oppressions profondes auxquelles sont confrontés les groupes marginalisés. Les abus envers les femmes, en particulier, ont été un puissant cri de ralliement et un élément important de ces

luttes. Les personnes queer ont également été en première ligne de ces mouvements sociaux. Simplifier la lutte des jeunes pour se libérer de l'exploitation, du racisme, de l'oppression sexiste, des abus misogynes et de la queerphobie sabotera sans aucun doute toute analyse de ces mouvements qui se prétend marxiste.

Tim Casement enseigne la littérature et est membre aux États-Unis de l'International Marxist-Humanist Organization.

Source : [The International Marxist Humanist](#)

Traduit par DE.



15. Danielle Kurtzleben, «President Trump's War on Higher Education», [NPR](#), 30 mai 2025.

La GenZ du Maroc et le volcan régional

Gilbert Achcar

17

Toutes les quelques années des événements réaffirment la thèse selon laquelle ce qui a commencé en Tunisie le 17 décembre 2010 et a culminé l'année suivante dans une vague massive de soulèvements populaires qui s'est étendue à six pays de la région et a inclus diverses formes de mobilisation de masse dans d'autres pays – vague connue sous le nom de « printemps arabe » – n'était pas un événement isolé ou accidentel. Au contraire, ce fut le début de ce que j'ai décrit comme un « processus révolutionnaire à long terme » (dans *Le peuple veut : une exploration radicale du soulèvement arabe*, Arles, Actes Sud, 2013).

Ce diagnostic se fondait sur une analyse selon laquelle l'explosion sociopolitique dans l'espace arabophone était la manifestation d'une crise structurelle profondément enracinée. Cette crise a résulté du démantèlement des politiques économiques développementales et leur remplacement par des politiques néolibérales au cours du dernier quart du siècle dernier dans le contexte d'un système d'États régionaux qui étaient fondamentalement en contradiction avec les exigences de l'idéal du capitalisme de marché sur lequel se fonde le dogme néolibéral.

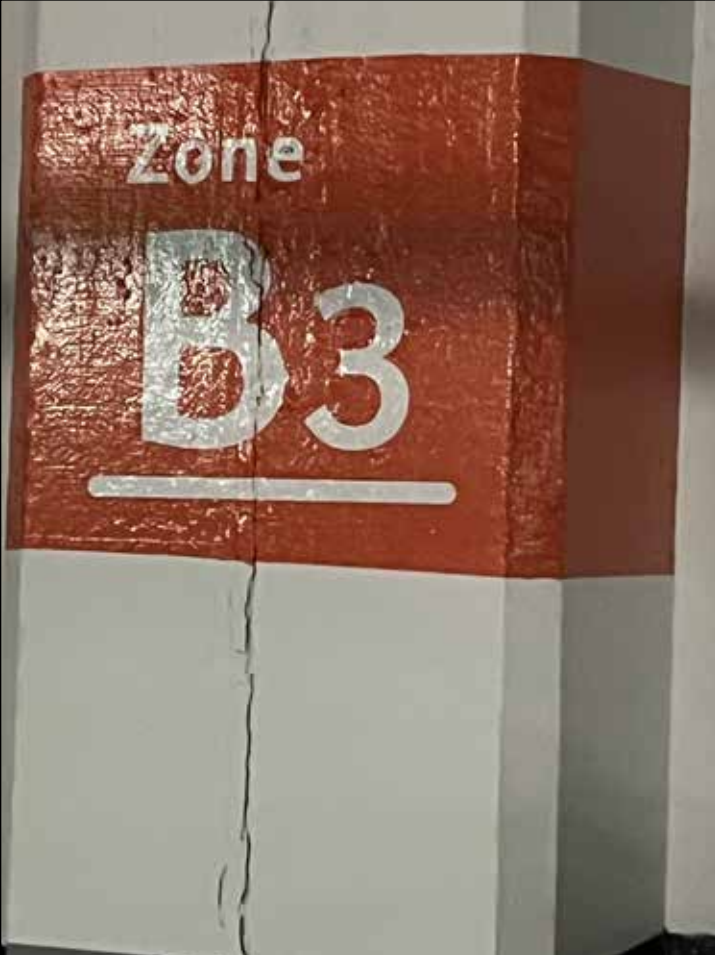
En conséquence, la région a souffert d'une croissance économique particulièrement faible par rapport à d'autres parties du Sud mondial, faiblesse marquée par un taux de chômage élevé, en particulier chez les jeunes. Les taux de chômage des jeunes ont, en effet, atteint dans la région des niveaux records, en particulier chez les diplômés universitaires. Ces réalités sociales ont alimenté les révoltes régionales, qui, bien que variées dans leurs causes politiques locales, partageaient un fondement socio-économique

commun. L'implication de cette analyse était claire : tant que la crise structurelle ne serait pas résolue, les troubles sociopolitiques se poursuivraient, et d'autres soulèvements et mouvements populaires s'ensuivraient inévitablement.

Effectivement, malgré la défaite de l'onde de choc révolutionnaire de 2011 – en raison de la répression menée par les monarchies du Golfe à Bahreïn, du coup d'État militaire en Égypte et de la descente de la Syrie, de la Libye et du Yémen dans la guerre civile – une deuxième vague de soulèvements commença le 19 décembre 2018 au Soudan, s'étendant à l'Algérie, à l'Irak et au Liban l'année suivante. Cette deuxième vague a finalement été étouffée par une combinaison de répression et de pandémie de Covid-19. Cependant, elle a persisté au Soudan même après le coup d'État militaire du 25 octobre 2021, jusqu'à ce que le pays sombre à son tour dans la guerre civile le 15 avril 2023, à la suite d'un conflit entre deux factions des forces armées.

Entre-temps, le système démocratique tunisien, dernier acquis des soulèvements de 2011, a été démantelé par un coup d'État mené par le président Kaïs Saïed, qui, avec le soutien des services de sécurité, a suspendu la constitution le 25 juillet 2021. Avec l'éclatement de la guerre entre les factions militaires au Soudan, ainsi que, six mois plus tard, la guerre sioniste génocidaire à Gaza qui a refroidi davantage les espoirs régionaux, il semblait que l'éruption sociale des soulèvements arabes s'était éteinte.

Cependant, de telles impressions ne sont pas fiables lorsqu'il s'agit d'évaluer l'état réel des tensions sociales dans une région. Pour cela, il faut s'appuyer sur des données



sociales et économiques concrètes, notamment le chômage des jeunes, un indicateur clé. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont toujours le taux de chômage des jeunes le plus élevé au monde, avec près d'un quart de la population jeune (âgée de 15 à 24 ans) sans emploi.

Le mouvement massif des jeunes qui a commencé au Maroc le 27 septembre, et qui n'est pas encore terminé malgré une pause récente, confirme que le volcan social régional reste actif. Compte tenu des chiffres alarmants du chômage dans le pays, il n'est pas surprenant que la jeunesse marocaine soit descendue dans la rue. Selon le Haut-Commissariat marocain au plan, le taux de chômage des 15-24 ans (groupe auquel appartient la majorité de la génération Z) a atteint près de 36 % cette année, avec près de la moitié de cette tranche d'âge (47 %) au chômage dans les zones urbaines. Chez les 25-34 ans, le taux s'élève à 22 %, et à 27,5 % en milieu urbain. Ce sont des taux très élevés, qui se combinent avec le chômage des diplômés, affectant près de 20 % de tous les diplômés. En outre, près d'un cinquième des femmes actives sont au chômage. Ces chiffres expliquent en partie la forte participation des étudiantes et des jeunes femmes au mouvement GenZ au Maroc.

Cette nouvelle génération d'activistes inaugure également de nouvelles formes d'organisation, notamment grâce à l'évolution de la technologie des médias sociaux. Les jeunes éduqués, habiles à naviguer sur les plateformes numériques, sont devenus essentiels à ces mouvements. Alors que les deux premières vagues de soulèvements régionaux reposaient fortement sur Facebook, le mouvement GenZ marocain a adopté Discord, une plateforme qui permet une prise de décision démocratique plus rapide et plus décentralisée. Plus de 200 000 utilisateurs de Discord ont voté pour décider s'il fallait poursuivre les manifestations, ce qui reflète un niveau plus avancé d'organisation populaire, même par rapport aux Comités de résistance soudanais qui représentaient un pas en avant significatif dans l'auto-organisation démocratique du mouvement révolutionnaire de la jeunesse.

Cependant, ce qui manque à toutes ces expériences, c'est un mouvement politique radical, à l'échelle du pays, capable d'unir ses forces avec le mouvement démocratique de la jeunesse populaire pour offrir une alternative crédible au statu quo. Ce mouvement devrait incarner les aspirations à la liberté, à la démocratie et à la justice sociale, et posséder la capacité politique de remplacer les régimes existants. Sans l'émergence d'une telle alternative, le succès de tout soulèvement futur dans la région restera incertain. Alors que le processus révolutionnaire régional est appelé à se poursuivre, l'absence d'une alternative viable pourrait conduire à de nouvelles impasses dangereuses – où les régimes existants s'accrochent au pouvoir par la force brute, tandis que d'autres s'effondrent dans le chaos de la guerre civile.

Gilbert Achcar est professeur à la School of Oriental and African Studies de l'Université de Londres. Il a notamment publié : *Les Arabes et la Shoah : la guerre israélo-arabe des récits* (Arles, Actes Sud, 2007) ; *Marxisme, orientalisme, cosmopolitisme* (Arles, Actes Sud, 2015). Dernier ouvrage paru : *Gaza, génocide annoncé : un tournant dans l'histoire mondiale* (Paris, La Dispute, 2025).

Source : traduit de la chronique hebdomadaire de Gilbert Achcar dans le quotidien de langue arabe, *Al-Quds al-Arabi* (Londres). Traduction française parue sur *Mediapart*, le 21 octobre 2025.

Nous avons besoin d'une alternative humaniste au capitaliste

Entretien avec Frieda Afary

Pourquoi certaines féministes iraniennes soutiennent-elles l'Ukraine ? Que pouvons-nous apprendre des féministes iraniennes ? La féministe socialiste irano-américaine Frieda Afary réfléchit à l'opposition iranienne en exil et expose sa vision d'une alternative mondiale au capitalisme.

19

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a plongé de nombreuses et nombreux militants de gauche à travers le monde dans une crise identitaire, certain·es tolérant voire soutenant ouvertement le prétexte avancé par Poutine : résister à l'expansion de l'OTAN vers l'est. Pourquoi certain·es membres de l'opposition iranienne – et vous-même – n'avez eu aucune difficulté à vous ranger du côté de l'indépendance de l'Ukraine ?

L'opposition progressiste iranienne dans son ensemble s'oppose à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, car les Iranien·nes ont souffert des relations étroites et du soutien de la Russie à la République islamique. La Russie fournit à la République islamique des centrales nucléaires et des armes. Elle achète des drones et des missiles iraniens et les utilise pour attaquer les infrastructures civiles ukrainiennes. La Russie vote également en faveur de l'Iran à l'ONU.

Le 2 mars 2022, la leadeuse féministe et militante des droits humains iranienne Nasrin Sotoudeh a publié une déclaration condamnant l'invasion russe et défendant l'Ukraine. Appelant le secrétaire général de l'ONU à utiliser « tous les moyens internationaux pour mettre fin à cette agression flagrante », elle a écrit :

En solidarité avec le peuple ukrainien, et en le soutenant, je dis que la paix mondiale n'est pas possible sans s'opposer à l'invasion de l'Ukraine par la Russie et sans soutenir l'Ukraine.

Malheureusement, une grande partie de la gauche iranienne, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Iran, continue de répéter le discours de désinformation russe selon lequel il s'agit d'une guerre par procuration fomentée par l'OTAN. Elle adhère à la perspective stalinienne, qui ne voit que l'impérialisme américain et occidental comme source des problèmes mondiaux et qui continue de justifier les actions de la Russie aujourd'hui, même si celle-ci ne peut plus se revendiquer du socialisme.

Ma position est ancrée dans mon histoire d'opposition au soi-disant anti-impérialisme stalinien, qui a conduit une grande partie de la gauche iranienne à soutenir les fondamentalistes islamiques après la révolution de 1979 contre le shah soutenu par les États-Unis. Je suis issue d'une branche du marxisme appelée marxisme-humanisme, fondée par la philosophe et féministe d'origine ukrainienne [Raya Dunayevskaya](#). Dunayevskaya a développé une théorie du capitalisme d'État pour s'opposer au totalitarisme en Union soviétique en 1941, puis a approfondi cette théorie en relation avec le capitalisme d'État totalitaire dans la Chine maoïste. J'ai également beaucoup appris des dialogues avec des féministes socialistes ukrainiennes et d'autres socialistes indépendant·es ukrainien·ne, notamment [Oksana Douthak](#), [Yuliya Yurchenko](#), [Hanna Perekhoda](#), [Artem Chapeye](#) et [Vlodyslav Starodubtsev](#). Elles et ils remettent fortement en question l'opinion



défendue par la gauche occidentale selon laquelle la guerre en Ukraine est une « guerre par procuration ». Elles et ils sont profondément enracinés dans l'histoire ukrainienne, s'opposant à l'impérialisme russe tout en luttant pour les droits des travailleurs/travailleuses, des femmes et pour l'émancipation des genres en Ukraine. Elles et ils s'opposent au capitalisme d'un point de vue humaniste, se préoccupant sincèrement des luttes nationales et internationales, du Moyen-Orient à l'Afrique, en passant par l'Asie et l'Amérique latine, et elles et ils travaillent en solidarité avec elles. J'ai également beaucoup appris d'Alla Solod et de l'[Atelier féministe](#) de Lviv lors de la production d'un court-métrage sur la solidarité féministe avec l'Ukraine. Malgré toutes les difficultés de la vie sous les bombardements russes, elles ont patiemment recherché et édité des enregistrements de déclarations de féministes ukrainiennes et ont accueilli les contributions de féministes noires américaines et iraniennes [en solidarité avec l'Ukraine](#).

J'aimerais que vous partagiez votre expérience avec l'opposition iranienne en exil, car les persécutions et la législation répressive en Russie ont contraint la plupart des dissident·es à quitter le pays. Aujourd'hui, nous recevons de moins en moins d'informations provenant de journalistes et de chercheur·es russes indépendant·es ; la plupart des infor-

mations sont simplement réinterprétées par les médias d'opposition à partir des sources officielles du gouvernement. Pensez-vous que l'opposition soit capable de représenter fidèlement l'évolution de la situation sur le terrain ? Comment l'opposition iranienne a-t-elle tenté de pallier le manque d'informations fiables ?

Entre la fin des années 1990 et la guerre entre Israël/les États-Unis et l'Iran en juin 2025, Internet a créé des opportunités de communication en ligne avec les dissident·es iranien·nes. Cependant, depuis lors, le gouvernement iranien a encore plus réprimé les dissident·es et a fermé de nombreux moyens de communication. Et de plus en plus de progressistes ont été arrêté·es et certain·es ont été exécuté·es.

Zamaneh, un média persan indépendant très progressiste basé aux Pays-Bas, compte parmi ses rédacteurs et rédactrices de jeunes écrivain·es iranien·nes récemment exilé·es qui continuent de recevoir des contributions provenant d'Iran. Il existe également d'autres sites web progressistes et des journalistes en exil qui communiquent avec des personnes à l'intérieur de l'Iran.

Les opposant·es libérales et libéraux russes en exil ont de plus en plus tendance à se considérer comme les représentant·es légitimes des Russes opposé·es à la guerre. Elles et ils ont tenté de former des « gouver-

nements en exil» et comme on pouvait s'y attendre, ces tentatives ont échoué. À mesure que les contacts avec les personnes à l'intérieur du pays diminuent, certain·es semblent espérer que le régime sera renversé par l'Occident plutôt que par les Russes elles et eux-mêmes. Les récentes attaques américaines et israéliennes contre l'Iran semblent avoir suscité des sentiments similaires parmi l'opposition iranienne. Dans quelle mesure cette attitude est-elle viable ? Pensez-vous qu'elle soit inévitable ? Votre expérience de la politique d'opposition iranienne pourrait-elle révéler davantage d'aspects que ces tendances simplistes et autoritaires parmi les forces «pro-démocratiques» ?

L'aspect le plus révélateur des bombardements israéliens et américains sur l'Iran pendant la guerre de juin 2025 a été le bombardement de la [prison d'Evin](#). La prison d'Evin est un symbole pour les dissident·es progressistes et le lieu où étaient détenu·es certain·es des futur·es dirigeant·es les plus prometteuses et prometteurs de l'Iran. Divers prisonnier·es, visiteur·es familiaux et membres du personnel [ont été tué·es et mutilé·es](#) lors du bombardement. Les prisonnier·es survivant·es ont ensuite été transféré·es vers des prisons aux conditions bien pires encore.

Ce bombardement a démontré que ni Israël ni les États-Unis ne souhaitent voir des dirigeant·es progressistes accéder au pouvoir en Iran.

Israël comme les EU espèrent soit promouvoir les monarchistes iraniens, soit conclure un accord avec une faction du régime actuel, voire les deux solutions.

La guerre de juin 2025 a fait plus de 1 000 mort·es et 5 000 blessé·es en Iran. Elle a causé des dégâts considérables aux infrastructures et rendu l'air iranien, déjà pollué, encore plus toxique. Elle a également [brisé les illusions](#) de nombreuses et nombreux Iraniens qui croyaient qu'une invasion par Israël et les États-Unis pourrait les sauver. Cependant, cela ne signifie pas que l'opposition monarchiste ait perdu toute sa base.

Quant à l'opposition russe, je ne vois pas comment elle peut penser que l'administration Trump, qui est alliée à Poutine tant sur le plan idéologique que politique, renversera le régime russe.

Le féminisme est-il associé à l'Occident en Iran ? Pensez-vous qu'il puisse exister un féminisme non occidental et non laïc ? En vous appuyant sur l'expérience du récent mouvement «Femme, vie, liberté» de 2022-2023, pensez-vous que le programme féministe pourrait bénéficier d'un large soutien dans la société iranienne ?

Le féminisme a des racines indigènes en Iran, qui remontent à la révolution constitutionnelle de 1906-1911 et aux efforts de diverses femmes leadeuses pour promouvoir l'éducation des filles et des femmes. Au cours des trente dernières années, les féministes iraniennes ont traduit en persan certaines œuvres des féministes occidentales. Il existe déjà des féministes iraniennes indépendantes en Iran. Cependant, je ne pense pas qu'il soit possible d'avoir un féminisme non laïc. À tout le moins, le féminisme exige l'égalité des sexes et les droits reproductifs, y compris le droit à l'avortement. Il nécessite aussi des lois exemptes de dogmes religieux. De plus, après avoir connu plus de quatre décennies de République islamique, la société iranienne souhaite aujourd'hui majoritairement la séparation de la religion et de l'État.

Ce qui a été appelé le «mouvement [Femme, Vie, Liberté](#)» à la fin de 2022 et au début de 2023 n'était pas une révolution féministe à part entière, mais il présentait certaines caractéristiques féministes distinctes. Par exemple, les étudiant·es ont fait des efforts pour mettre fin à la ségrégation entre les sexes dans les cafétérias et les salles de classe des universités. Le mouvement a également bénéficié de la participation massive de femmes issues de la classe ouvrière, notamment des femmes kurdes du nord, des femmes arabes du sud et des femmes baloutches du sud-est de l'Iran, la province la plus défavorisée économiquement et la plus misogyne du pays.

Au cours des sept mois qu'ont duré les manifestations, la police et l'armée iraniennes ont arrêté plus de 20 000 manifestant·es. Plus de 500 personnes ont été tuées pendant les

manifestations. Quatre jeunes ont été pendus à l'époque pour avoir participé aux manifestations, et d'autres jeunes participant·es arrêté·es ont été exécuté·es au cours des trois dernières années. De nombreuses et nombreux manifestants, en particulier des femmes, ont été touchés aux yeux ou aux parties génitales par des tireurs d'élite. Beaucoup ont été violé·es par la police, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la prison. Certaines manifestantes qui ont été violées et torturées à mort ont été déclarées comme s'étant suicidées. Des milliers d'écolières ont été empoisonnées.

Divers groupes féministes et syndicaux en Iran ont publié des déclarations exprimant leurs revendications pour un Iran démocratique à l'avenir. Ces [déclarations](#) réclamaient les choses suivantes :

- une éducation gratuite et de qualité égale pour les femmes et les hommes à tous les niveaux, sans ségrégation entre les sexes ;
- la participation égale des femmes dans les sphères sociale, politique et économique les droits reproductifs et le droit à l'avortement ;
- les droits au divorce et à la garde des enfants
- l'interdiction des mutilations génitales féminines, des mariages d'enfants et de la polygamie ;
- * la criminalisation de la violence sexiste et du harcèlement sexuel ;
- la classification du travail domestique comme travail pénible, nécessitant une meilleure rémunération ;
- des services juridiques et de santé pour les femmes incarcérées.

Certaines féministes ont fait valoir que ces revendications devaient aller au-delà du niveau minimum de la société civile pour inclure aussi les droits humains des minorités nationales, religieuses et sexuelles opprimées, ainsi que ceux des migrant·es (principalement afghan·es), et plaider en faveur de la justice sociale et de la discrimination positive, que nous appelons aux États-Unis « affirmative action » (action positive).

Hélas, trois ans plus tard, plusieurs féministes iraniennes emprisonnées sont condamnées à mort. En septembre 2023, le gouvernement iranien a adopté la loi sur

le hijab et la chasteté, qui impose une application plus stricte du code vestimentaire islamique et prévoit des sanctions allant de l'amende à l'expropriation et à l'emprisonnement. Les taux déclarés de féminicides, de violences sexistes et de suicides chez les femmes ont augmenté. Le taux d'exécution des prisonnier·es en général, et des femmes prisonnières en particulier, a augmenté. Depuis janvier 2025, le gouvernement iranien a également expulsé 1,8 million de migrant·es afghan·es d'Iran. Il encourage également la haine contre la population migrante afghane en Iran afin de détourner l'attention de son histoire et de ses politiques destructrices.

La contradiction entre le soutien massif reçu par le mouvement « Femme, vie, liberté » et les développements rétrogrades actuels ne peut que s'expliquer par le régime. Les pressions économiques, politiques, sociales et environnementales qui pèsent sur la société, combinées à la dernière guerre ouverte entre la coalition israélo-américaine et l'Iran, ainsi qu'aux dommages massifs causés aux infrastructures et au moral des Iraniennes, ne laissent aucune place à un développement progressiste.

Lorsque vous avez condamné l'invasion de Poutine, vous avez expliqué que l'État russe recourt fréquemment à une rhétorique misogyne. De plus, l'État russe est obsédé par le contrôle du corps des femmes et l'imposition à tous ce qu'il appelle les valeurs familiales. Ironiquement, ces valeurs sont basées sur des indicateurs démographiques plutôt que sur la spiritualité ou la Bible. Pensez-vous que les droits des femmes sont plus importants que les « valeurs familiales » ? Ou les « valeurs familiales » servent-elles simplement à justifier des politiques misogynes qui mettent la vie en danger ?

La droite a défini les « valeurs familiales » comme le patriarcat, l'homophobie, les rôles familiaux traditionnels et les structures qui oppriment les femmes et les enfants. Ces valeurs ne permettent pas la création de relations familiales aimantes et attentionnées. Parmi les exemples de ces « valeurs », on peut citer les politiques de Poutine en Russie et en Ukraine, la mise en œuvre du projet 2025 par l'administration Trump et l'imposition de la charia par le régime iranien. Certaines féministes socialistes ont critiqué la famille

traditionnelle et ont cherché à redéfinir les valeurs familiales. Elles envisagent les valeurs familiales libérées comme des relations humaines non oppressives et non exploitantes, dans lesquelles les gens ne s'utilisent pas les un-es les autres comme de simples moyens pour atteindre une autre fin, mais se soucient sincèrement de la croissance, du développement et du bien-être de chacun.

Cet effort inclut les droits reproductifs et le droit à l'avortement, ainsi que le rejet des normes qui encouragent l'agressivité et la domination chez les hommes et l'obéissance chez les femmes.

Cependant, il ne suffit pas de transcender les normes de genre oppressives capitalistes et précapitalistes.

Compte tenu du programme «traditionnaliste» commun à l'extrême droite mondiale, pensez-vous que le féminisme offre une réponse unificatrice, au moins pour la gauche ?

Le féminisme peut offrir une réponse unificatrice à l'extrême droite mondiale s'il cherche à dépasser les limites du capitalisme, qu'il soit privé ou d'État.

L'un des principaux obstacles à la solidarité féministe aujourd'hui est le carriérisme, qui réduit le féminisme à la promotion étroite de son propre programme.

Qu'il défende le capitalisme libéral occidental ou l'impérialisme postcolonial et antiaméricain, le féminisme a réduit la libération à l'obtention du pouvoir et de la domination. Certaines féministes anti-impérialistes sont également des apologistes de l'autoritarisme russe, chinois, vénézuélien et cubain.

Le féminisme socialiste que je défends remet en question la marchandisation et la déshumanisation des femmes et des personnes non binaires, ainsi que les relations humaines aliénées sous le capitalisme. Dans mon livre *Socialist Feminism: A New*

Approach (Pluto Press, 2022), j'aborde l'évolution des relations entre les sexes et de l'autoritarisme au 21^e siècle, j'évalue de manière critique les théories féministes socialistes sur l'oppression des genres et j'explore les alternatives socialistes-humanistes et féministes au capitalisme et à la domination.

Pour que le féminisme puisse offrir une réponse unificatrice à la montée de l'autoritarisme et du fascisme, il doit développer une alternative humaniste.

Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur votre livre ? Quelles penseuses féministes trouvez-vous utiles aujourd'hui ? Qu'est-ce qui manque et comment combler cette lacune ?

Je soutiens que, au 21^e siècle, nous avons besoin d'une alternative humaniste au capitalisme qui remette en question toutes les formes de domination et transcende les modèles oppressifs de l'ancienne URSS et de la Chine maoïste, ainsi que les revendications socialistes plus récentes, comme au Venezuela.

Mon effort pour repenser le féminisme socialiste est une tentative d'aller au cœur du problème auquel nous sommes confrontés : transcender le capitalisme, le racisme, le sexisme et l'hétérosexisme aux niveaux structurel et personnel, transformer les relations humaines et développer des relations réfléchies entre les humains, entre l'esprit et le corps, et entre l'humanité et la nature. Les cadres conceptuels féministes socialistes abordés dans cet ouvrage – reproduction sociale, aliénation, féminisme noir et théories queer – ont tous été des moyens de poser des questions sur le développement d'une alternative humaniste.

Des penseuses écoféministes telles que [Maria Mies](#) et [Ariel Salleh](#), ainsi que d'autres féministes autonomistes telles que [Silvia Federici](#) et [Kathi Weeks](#), ont fait des propositions importantes, telles que la récupération des biens communs, la création de coopératives et l'établissement d'un revenu de base universel. Cependant, elles n'abordent toujours pas la question de savoir comment surmonter le travail aliéné.



Je soutiens que, si l'on doit distinguer les idées de Marx des formes totalitaires de gouvernement qui se sont réclamées de son nom, sa philosophie humaniste dans son ensemble prône une révolution des relations humaines, y compris ce qu'Ann Ferguson a appelé en 2018 les «pratiques affectives». La conception du capitalisme par Marx ne se limite pas à un système fondé sur les inégalités économiques. Il l'identifie plutôt comme un système fondé sur le travail aliéné qui pousse à l'extrême la division entre le travail intellectuel et le travail manuel, ainsi que la séparation entre l'esprit et le corps. Pour lui, la dégradation et la violence subies par les femmes sont des manifestations évidentes de cette séparation.

L'alternative affirmative de Marx ne se limite pas à la récupération des biens communs et à la collectivisation du travail, ni à l'abolition du travail et au recours exclusif aux machines et à la technologie pour effectuer le travail.

24

Il prône l'émancipation des êtres humains du travail aliéné et de «l'aliénation humaine» au profit d'une existence consciente et d'une relation bidirectionnelle entre l'esprit et le corps comme clé de la libération humaine.

La penseuse féministe noire Audre Lorde pose la question du travail et de la vie dans *The Uses of the Erotic*, offrant un aperçu d'une existence non aliénée. Pour Lorde, l'élément clé de l'émancipation est une existence consciente où l'esprit, le corps et le «cœur» communiquent entre eux et sont en harmonie avec soi-même et les autres, que ces autres soient des personnes ou du travail. Pour elle, l'émancipation est une existence dans laquelle nous ne sommes pas fragmentés, mais où nous avons plutôt la possibilité de développer tous nos talents naturels et acquis.

Aujourd'hui, il semble y avoir un fossé entre ceux qui s'intéressent aux questions du féminisme et du genre et ceux qui s'intéressent à la «grande politique». On le voit très clairement avec l'opposition russe. Alors que les hommes discutent principale-

ment de manœuvres militaires, de politique internationale et d'économie, les féministes discutent de l'interdiction de l'avortement. L'inverse est rarement le cas. Pourquoi pensez-vous que cela se produit ? Cette division aide-t-elle à résoudre les problèmes ou en crée-t-elle davantage ?

S'il n'est pas nouveau que celles et ceux qui s'intéressent à la grande politique ignorent l'oppression liée au genre, nous devons également nous demander pourquoi tant de féministes se concentrent uniquement sur leurs luttes particulières en tant que femmes ou personnes non binaires, sans développer une vision globale démontrant une maîtrise de la politique et de la socio-économie mondiales. C'est peut-être parce que c'est un défi incroyablement difficile à relever. Il est plus facile de se concentrer sur un sujet particulier sans toujours avoir une vision globale.

Développer une alternative au capitalisme nécessite une vision globale qui transcende les divisions entre l'individualité, les luttes spécifiques au genre, les luttes universelles et les idées d'émancipation humaine.

La structure de mon livre vise à aider les féministes à briser ces divisions. Il se termine également par des idées pour une organisation révolutionnaire féministe socialiste mondiale, y compris la solidarité avec les féministes ukrainiennes et russes.

Le monde a désespérément besoin de féministes socialistes éthiques et internationalistes qui se soucient véritablement de l'avenir de l'humanité et reconnaissent l'urgence du moment présent, alors que le fascisme est en hausse et que nos acquis s'érodent rapidement.

Frieda Afary est une irano-américaine. Elle est l'auteure de *Socialist Feminism: A New Approach* (New York, Pluto Press, 2022). Elle publie *Iranian Progressives in Translation* (<https://iranianprogressives.org/>) et *Socialistfeminism.org*. Elle est membre du comité éditorial de *New Politics* (New York).

Source : Entretien publié par *Posle*.

Traduction Didier Epszajn et Michel Lanson.

Des textes de Frieda Afary en français sur

Entre les lignes entre les mots

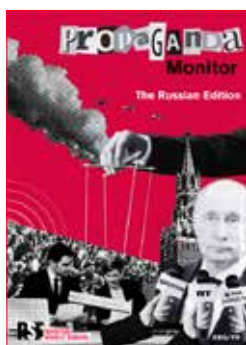
- « Qu'est-ce que le féminisme marxiste ? »
- « Tirer les leçons des manifestations à Los Angeles »
- « Le régime iranien a été affaibli par la guerre, mais la répression s'est intensifiée après le cessez-le-feu. » (Avec Farooq Sulehria)
- « Qu'est-ce que le fascisme et comment pouvons-nous y résister aux États-Unis ? »
- « Donner un sens à la victoire de Trump et à la résistance nécessaire »
- « L'opposition iranienne face au conflit entre Téhéran et Tel-Aviv. Entretien avec Frieda Afary »
- « Stop au militarisme israélien et iranien »
- « Iran entretien avec Frieda Afary »
- « Les syndicats iraniens dans les mobilisations »
- « L'Iran manifeste contre le hijab obligatoire et la violence d'État »
- « Femme, vie, liberté : les origines du soulèvement en Iran » (avec Kevin Anderson)

ADRESSES À VISITER

CLIQUER SUR LES IMAGES

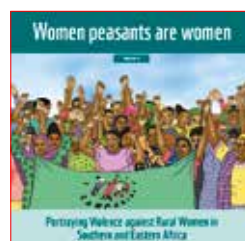
La géopolitique de la propagande du Kremlin

Reporters sans frontières (RSF) publie un nouveau rapport compilant exposant les mécanismes de la propagande et de la désinformation mis en œuvre par la Russie.



La violence à l'égard des femmes rurales en Afrique australe

Ce rapport s'inscrit dans le cadre de la campagne de La Via Campesina pour mettre fin à la violence contre les femmes et de l'engagement du mouvement à promouvoir le féminisme paysan et populaire. Cette publication est disponible dans 4 langues en anglais, français, portugais, et swahili.



Rompre avec les géants de la tech

Le rapport publié par Amnesty International qui appelle les gouvernements à limiter le pouvoir des géants de la technologie afin de protéger les droits humains.



Travail, climat: même combat

Le livre d'Attac avance une idée simple : une alliance de l'écologie et du travail est nécessaire pour rendre possible et désirable une véritable bifurcation écologique. Celle-ci doit être l'occasion de rompre avec les logiques financières, managériales et productivistes qui régissent le monde du travail. Mais aussi de conquérir de nouveaux droits, de nouvelles protections pour toutes et tous et une véritable démocratisation du travail.



Face au déni du réel, comment redonner sens à l'expérience comme à la réflexion collective ?

Michèle Riot-Sarcey, en collaboration avec Antoine Duwa

27

Depuis plusieurs mois, les informations se succèdent, révélant une croissance inquiétante des inégalités. Pire ! en France, la valeur du patrimoine des fortunes françaises se consolide au point de restituer à l'héritage la place acquise... au 19^e siècle. Le travail a décidément perdu de sa valeur. À côté, bien ancrés dans leur réalité, les marchés financiers affichent une santé insolente.

Le sentiment d'impuissance était en train de l'emporter chez nos contemporains quand, « soudain », le mouvement Bloquons tout est apparu sur les réseaux sociaux révélant, une nouvelle fois, la lassitude générale en même temps que le malentendu abyssal entre le monde politique institutionnalisé et la population, lasse de subir les inégalités croissantes... Inquiets, les représentants se préparent, chacun à sa manière, mais tous se mobilisent en pensant exclusivement aux prochaines élections.

La gravité de ce qui se passe à Gaza, la guerre en Ukraine, les violences guerrières au Soudan... comme les incendies spectaculaires de cet été ont disparu des discours avec les premières pluies. L'ensemble des regards, fixés sur l'action du moment, laissent nécessairement à distance le questionnement de « comment en est-on arrivés là ? » Face à l'impuissance politique, faire circuler les informations, les analyser, mobiliser chacun d'entre nous pour réfléchir ensemble à des solutions alternatives, n'est aucunement la priorité de la plupart de nos représentants.

On comprend, dans de telles conditions, que des citoyens cherchent à se faire entendre en agissant en marge des institutions traditionnelles. Répondre, au moins en partie, aux attentes pressantes, tant sociales qu'écologiques de nombre d'habitants de ce

pays, tout en introduisant une brèche dans l'indifférence apparente des autres – toutes générations confondues –, ne semble pas la préoccupation du moment. Vouloir devenir calife à la place du calife détermine manifestement le comportement politique.

La situation, partout dans le monde, présente des caractères à la fois inédits, désastreux voire tragiques. Les massacres quotidiens font partie de l'environnement d'une humanité aux prises avec les forces politiques en armes, avant tout préoccupées de perpétuer leur pouvoir. La catastrophe n'est plus seulement une menace, elle participe de l'instant présent. C'est pourquoi, la tentation de se détourner du réel correspond à un mouvement presque instinctif.

Édifié en modèle par la presque totalité des dirigeants de la planète, le détournement des esprits des réalités insoutenables est aujourd'hui la seule réponse proposée aux populations, désorientées par ce qui advient. Ainsi, les autorités laissent-elles entendre qu'elles épousent le désir commun ; celui du repli sur soi. Il faudrait se comporter comme avant, ne rien changer, vaquer à ses activités, oublier que la Méditerranée est aussi un cimetière et que, pour un temps, il est possible d'oublier Gaza, les otages israéliens du Hamas, l'Ukraine, les populations du Soudan, celles du Cachemire, celles de Birmanie, du Congo, et bien d'autres habitants de la planète voués à l'horreur...

Alors que la dégradation climatique entraîne inmanquablement la destruction d'une partie des espèces, la conscience de cette détérioration du monde vivant devrait nous contraindre à des réductions drastiques de la consommation comme de la production. En d'autres termes, nous devrions nous

préparer à changer en profondeur notre mode de vie. Les gouvernants, comme l'ensemble des aspirants au pouvoir, cherchent au contraire à conserver la plus grosse part des ressources disponibles et préfèrent engager des guerres désastreuses plutôt que d'affronter la réalité d'une humanité menacée. Ne rien voir, ne rien entendre, c'est le choix d'un monde politique largement aidé par la sphère publicitaire, laquelle envahit l'ensemble des réseaux d'informations. Présente dans le moindre recoin des écrans, la publicité promeut sans compter la production marchande destinée, pour l'essentiel, à la destruction... à très court terme. En dépit des avertissements des scientifiques, de la mise au jour quotidienne des massacres comme de la dénonciation croissante des inégalités, ici et ailleurs dans le monde, l'imminence du désastre est un horizon que les autorités économiques et politiques rejettent volontiers en facilitant l'aveuglement général.

Plutôt que d'affronter le réel, les gouvernements des pays, la majorité des politiques, les moyens d'information préfèrent reconstruire une réalité correspondant à leurs attentes, en fonction de leur propre stratégie, toujours pensée à très court terme. L'envahisseur devient l'agressé, le destructeur des espèces vivantes n'est plus qu'une victime économique. Et l'immigré, contraint d'échapper à la misère, voire à la mort, est désigné comme parasite, prédateur et corrupteur de civilisation. Face à ce mouvement généralisé de dénégaration, on comprend les détours et les refuges dont usent et mésusent nombre d'individus, laissés seuls face à un monde qui vacille avant de s'effondrer.

L'indifférence aux événements dramatiques est favorisée par l'individualisation et la solitude devenue le destin d'un grand nombre de nos contemporains. Dans ce désarroi d'un monde profondément déstabilisé, les théologiens, toutes religions confondues, cherchent à imposer les dogmes religieux auprès d'un public en quête de règles et de certitude. Ils sont d'autant plus offensifs qu'ils savent que Dieu ne se mêlera ni de leurs doctrines, ni de leurs prédications. Désormais, Dieu ne vous aime plus, il faut aimer Dieu (première homélie à Rome du pape Léon XIV) et si, par malheur, une bombe, qu'elle vous soit destinée ou non,

vous tue, tant mieux : vous devenez un martyr, expression bien pratique aux yeux des autorités des pays du Golfe en particulier, et des gouvernants ou pouvoir et religion se confondent. Ce sont eux aussi qui ont laissé s'enliser la situation des Palestiniens parqués dans des camps et périodiquement assassinés depuis 1947, aujourd'hui abandonnés par la communauté internationale, incapable de prendre les mesures nécessaires pour arrêter l'horreur à laquelle nous assistons tous les jours en direct.

De même le sont les otages du Hamas, dont les attaques sanglantes du 7 octobre sont à l'origine du massacre sans précédent perpétré par Israël. Entre les discours officiels de paix et la réalité, rien ne semble arrêter le bras armé de Netanyahu préoccupé de sa seule survie politique. L'arrivée au pouvoir aux États-Unis d'un prédateur affairiste arrange l'ensemble de ses pareils, de plus en plus nombreux à la tête des États que l'on dit souverains. Ils sont prêts à détruire, dans leur propre pays, la protection sociale, acquise par les déshérités, en poussant la production à outrance, celle des armes, en particulier, quel qu'en soit le prix humain.

Devant le fossé qui sépare les dirigeants des dirigés, on comprend que les personnes, sans repères, cherchent, par tous les moyens, un dérivatif. Là, l'influence des plateformes règne en maîtresse et impose sa propre dynamique, les initiatives les plus louables elles-mêmes se font piéger. Pour atteindre leur but, elles doivent être visibles ; pour cela, rien de tel que de prendre part au grand théâtre des *trends* et de se limiter « à ce qui marche ». Les luttes sociales et environnementales ne sont pas épargnées. On ne sort plus nécessairement dans la rue par sentiment de révolte, mais aussi parce que notre influenceur préféré nous encourage à le faire. Le sens du collectif a laissé place au culte de la tendance.

La lecture se réduit au plus petit format ; le livre d'histoire se transforme en bande dessinée, tandis que le roman gothique trouve un public en quête de héros ; la vague de la *new romance* s'impose à une clientèle dépossédée de sa raison et de plus en plus infantilisée. Le moi en majesté autorise tout et n'importe quoi, du refus des vaccins à l'affichage de propos les plus irrationnels, de la terre plate à la négation de la catastrophe subie

par les tours jumelles au cœur de Manhattan en 2001...

La fin de l'histoire, proclamée par Fukuyama en 1989, après la chute du mur de Berlin, a atteint son but. Le communisme est devenu un totalitarisme parfaitement compatible avec l'économie capitaliste selon le modèle de la deuxième puissance économique, la Chine. Sous la direction des dictatures, le passé est reconstruit à la mesure des besoins nationalistes, et les camps d'extermination peu à peu effacés des mémoires vivantes. L'histoire se transforme en « narratif » à la carte. Les héros mythiques sont magnifiés, à condition qu'ils servent la cause nationaliste. Les temporalités se confondent, le virtuel permet l'entremêlement du vrai et du faux, de l'événement reconstruit à la réalité revue et corrigée. Le prêt-à-penser est particulièrement recherché, l'usage de l'ainsi-nommée intelligence artificielle accentue considérablement cette impulsion générale.

Comment en est-on arrivé là ?

Ce qui nous arrive est, de fait, lentement advenu. Le récit du passé, avec la complexité des antagonismes qui, ponctuellement se font face, de la Révolution russe, à l'indépendance des États-Unis, disparaît des manuels scolaires au profit du document ou de l'analyse des totalitarismes ou des libéralismes. L'absence de repères chronologique accentue la confusion dans l'esprit des élèves. On parle plus volontiers d'exemplarité, de narratif, que d'exactitude ou de rigueur historique, comme si le présent seul pouvait faire advenir un passé méconnu, lequel s'estompe au fur et à mesure des discours de substitution aux événements et aux conflits d'hier. La quête d'historicité n'a plus lieu d'être. Pourquoi une telle régression ?

La faculté d'échanger nos expériences, comme le constatait déjà Walter Benjamin dans les années 1930, nous fait cruellement défaut. Les mensonges officiels se sont répandus massivement dans tous les pays belligérants pendant la première guerre mondiale où il était devenu impossible de relater le cauchemar vécu par les soldats victimes de l'incurie des dirigeants et des chefs militaires. Après coup, tandis que les progrès chimiques étaient largement réinvestis dans l'autodestruction de l'humanité, la dynamique guerrière fut transformée en

épopée et les soldats érigés en héros - les monuments aux morts témoignent des mensonges d'État - Trente ans plus tard, le silence s'est amplifié. Le refus d'entendre le récit des survivants, comme en 1919, s'est renouvelé. L'effroi des camps de la mort servit de prétexte à promouvoir la nécessité de tourner la page. Les discours de substitution permirent au mutisme officiel de s'appliquer à l'ensemble des événements où l'État était lui-même engagé.

Ce n'est qu'en 1995 avec le discours de Jacques Chirac, que la responsabilité du gouvernement de Vichy dans les rafles et l'envoi des Juifs dans les camps d'extermination est enfin reconnue. Si les premières fissures apparaissent dans la représentation d'une résistance presque unanime de la population française, à la fin des années 1960, grâce notamment au film de Marcel Ophüls, *Le chagrin et la pitié*, il faut attendre le film de Claude Lanzmann (1985) pour découvrir, en France, la réalité de la Shoah.

Pendant ce temps, les non-dits se perpétuent sur la question coloniale, y compris après la colonisation. Dans ces mêmes années, les exactions coloniales sont très largement tues. Elles suivent le rythme des décalages entre les interprétations sur le vif, au service des vainqueurs et le travail historique attentif à mettre au jour une réalité longtemps laissée dans l'ombre des interprétations dominantes. Mais là encore, on tarde à intégrer les nouvelles recherches et les différentes mises au point, toujours plus difficiles à faire voir. À titre d'exemple, ce n'est que tout récemment que les violences faites aux Kényans sont admises par la Grande Bretagne, et la France officielle vient tout juste de rendre publique la réalité de ses actions et de ses crimes pendant la décolonisation du Cameroun.

Au cours du 20^e siècle, les propagandes idéologiques ont trop souvent recouvert des réalités événementielles toujours plus complexes. La violence révolutionnaire fut longtemps légitimée par les exactions des dictatures militaires ; les mensonges et les formes de violence d'État, (les pays dits démocratiques ne font pas exception), suffisent à faire valoir la nécessité des prises d'armes et des massacres de masse, de l'Amérique latine à la Chine maoïste. On oublie que des populations entières, engagées dans le combat



libérateur, n'étaient ni consultées, ni incitées à s'organiser elles-mêmes. Au contraire, très tôt, la répression s'est abattue contre les opposants, de l'Indochine à l'Algérie. Ainsi, s'installe le despotisme dans l'autre camp également; en ce sens, la référence, récurrente à gauche, à Carl Schmitt, théoricien nazi, brouille souvent les cartes des adeptes du populisme dont une certaine gauche se réclame, de l'Italie à la France. Mais surtout la connaissance de l'événement est de plus en plus biaisée par le discours interprétatif, empêchant la quête de compréhension de l'individu, très souvent privé de l'échange collectif. L'exercice de la raison critique fait cruellement défaut. La mémoire compartimentée s'oppose à l'histoire, quand la transmission des expériences concrètes s'interrompt et que la quête de connaissance est remplacée par le pré-pensé: la réflexion est entravée par les interprétations officielles associées à la propagande consumériste. De plus, le recours accéléré à la mal nommée intelligence artificielle accentue l'information préfabriquée. Il n'est plus question d'organiser des rencontres où chacun discute de ce qui se passe, encore moins de ce qui s'est passé. Les commentaires sont livrés prêts à servir. La fragmentation de la société, les mesures prises contre toute initiative collective, l'isolement organisé des employés dans les

bureaux, celui des ouvriers dans les ateliers, le rôle central du numérique intensifie la solitude de chacun face à son écran, seul face à sa hiérarchie et proie privilégiée du harcèlement publicitaire.

La tradition libérale d'éclatement des sociétés, la division des intérêts, la valorisation du particularisme, ont largement contribué à désapprendre à penser à plusieurs. Au sein des régimes démocratiques, le long apprentissage de la délégation de pouvoir, renforce et facilite l'expression du ressentiment, plus qu'elle n'autorise l'action collective.

Aussi, face à une situation impossible, en France, un malentendu durable semble s'être installé parmi les observateurs, notamment chez certains intellectuels de gauche. Ceux-ci, sincèrement, cherchent à mettre fin au sentiment d'impuissance qui empêche durablement l'élaboration d'une alternative, à la fois écologique et sociale.

Le constat général de faillite des partis politiques traditionnels, la perte de confiance envers les représentants, l'attente, plus ou moins revendiquée, de démocratie réelle, ne sont pas pris en compte. On cherche l'efficacité, on loue l'audience de certains partis auprès d'une fraction de la jeunesse décidée à en découdre, souvent engagée dans les collectifs à la base et qui cherche une organisation capable de regrouper l'ensemble des

mécontents, une organisation non sclérosée par des pratiques anciennes où la réunionite l'emporte sur l'action. Il était en effet loisible de constater, au moment des mouvements des places, l'élan spontané d'une partie de la population prompt à l'action immédiate au détriment de la recherche d'une explication ou d'une élaboration collective. Rien d'étonnant à cela, compte tenu de la perte de pratique du raisonnement et de l'échange.

Depuis des décennies, toute une population a été formée à l'apprentissage de la soumission et de la servitude volontaire. Aujourd'hui, plus qu'hier, on apprend aux enfants à reconnaître les puissants, à valoriser, *the winner*, à louer celui qui réussit dans les affaires. Le gagnant fait l'objet de toutes les attentions – le succès des influenceurs est le résultat d'une éducation du chacun pour soi. L'école en France, depuis François Guizot, fondateur de l'école primaire, a été conçue pour apprendre aux enfants comme aux adolescents à reconnaître les gens capables, et par conséquent à leur déléguer le pouvoir souverain du citoyen. À force de dégradation et de réformes insensées, la profession d'enseignant, bien trop mal payée, est désormais totalement dévalorisée. Qu'on ne s'étonne pas que l'École ait perdu son titre de référence du savoir pour la génération des 15-25 ans.

Bien qu'inscrit dans les constitutions, le souverain pouvoir s'est transformé en délégation permanente à des professionnels de l'exercice du pouvoir. Au cours du temps, les traces des ancêtres inventant l'auto-organisation, l'association, l'aspiration à une autre société, furent doublement effacées, par l'ordre libéral, et par ceux qui prétendirent parler au nom du peuple. L'aspiration à une société plus égalitaire portée par toute une population de travailleurs, de déshérités et d'asservis, est désormais totalement mécon-

Or, précisément puisque cette connaissance historique manque, on comprend dans ses conditions que la quête d'un leader, si possible charismatique, se soit substituée à l'idée même d'une démocratie, laquelle est à refonder nécessairement à la base, afin de retrouver la faculté de penser et d'agir par soi-même, avec les autres.

Tout un apprentissage de la pensée critique est à réinventer. Certes, la tâche est

immense car elle oblige à diffuser largement les connaissances historiques manquantes, à lever les impensés, de dénoncer les mensonges d'État, preuves et arguments à l'appui. La référence à la réussite du Parti bolchevik en octobre 1917, faisant fi de la démocratie, sans prendre en compte le devenir catastrophique de l'URSS, ne suffit pas à justifier l'efficacité de LFI par exemple.

Aller dans le sens de la demande d'une idéologie exempte de nuances, c'est favoriser l'ignorance ambiante, laquelle se répand en critique de l'universalisme assimilé parfois à l'esprit de conquête de la population blanche. Cette simplification de l'engagement est bien la pire des solutions, d'autant qu'à gauche, en France, les partis politiques se désintéressent de la mise en œuvre des collectifs capables de raviver une tradition démocratique et d'émancipation du 19^e siècle, largement négligée.

On ignore désormais que l'association auto-organisée – reposant sur l'idée que la souveraineté populaire pouvait devenir concrète – fut mise en œuvre à la faveur de la révolution de 1848. L'héritage, à savoir la transmission automatique du patrimoine mobilier et immobilier, quelle que soit l'origine de la fortune, aujourd'hui contesté, était déjà, en ce temps, mis en cause, au profit d'une valorisation du travail. Il est vrai, cela ne dura qu'un temps, un temps court : celui d'une révolution violemment réprimée.

Si audience de LFI il y a, auprès d'une fraction de la jeunesse, ne pas s'interroger sur l'objectif de cette organisation qui ignore la démocratie interne, c'est accepter l'impasse d'une stratégie qui se limite à la prise de pouvoir, ou plutôt à l'aspiration à la gestion d'un gouvernement dans un système politique qui se délite, à force d'aveuglement. C'est se satisfaire de la réduction de la démocratie à l'électoratisme, c'est approuver les orientations dichotomiques qui tendent à remplacer l'électorat ouvrier par l'électorat immigré, négligeant le besoin d'émancipation et d'auto-organisation d'une population plurielle délaissée, face aux emprises idéologiques, sexistes et religieuses ; c'est négliger la nécessité d'une prise de conscience collective sur l'obligation de changer radicalement de société, non par idéal, mais tout simplement par nécessité. En effet, la solution qui se profile dans tous les pays capitalistes ou

assimilés est l'extension d'une privatisation conduisant inmanquablement à l'illibéralisme.

En conséquence, se contenter d'une orientation consistant à gérer un pays sans l'appui concret de structures préalables, organisées en amont dans l'ensemble des lieux de vie et de travail, c'est tout simplement croire et faire croire, à la réussite d'un front populaire bis. Au moins, Léon Blum, sans doute plus conscient, en déclarant qu'il gèrerait «loyalement les intérêts du capitalisme», expliquait à ses interlocuteurs que l'on ne pouvait confondre prise de pouvoir et gestion d'un État.

Aujourd'hui, impossible d'imaginer la moindre inversion d'un système économique, pas même une inflexion, en l'absence d'une refonte complète de la démocratie. Non qu'il faille se satisfaire d'une organisation gazeuse, où le pouvoir en dernière instance appartient à ses chefs, ni privilégier la délégation de pouvoir mais organiser la mise en œuvre de collectifs, sans exclusive, dans tous les lieux de vie et de travail.

Comment croire possible une résistance à l'offensive illibérale sans la participation active des tous ceux et celles qui travaillent dans les entreprises, bureaux, grandes surfaces, écoles, universités, hôpitaux? Comment laisser croire à l'efficacité des institutions pour faire face au dérèglement climatique, sans l'assentiment actif et réfléchi de la population, quand les émanations de CO2 continuent à augmenter, en dépit des engagements internationaux? Une partie de la population a bien saisi l'incurie des autorités, et s'est déjà organisée à des niveaux différents, des Soulèvements de la terre au RESES (réseau étudiant pour une société écologique et solidaire).

Or, aujourd'hui, la montée de l'extrême droite représente un danger réel dans tous les pays européens. Elle est, déjà, aux commandes aux États-Unis. Les empires sont en cours de reconstitution de l'URSS à la Chine. Il importe donc, plus que jamais, de prévoir, dès maintenant, une renaissance de la démocratie afin de multiplier les lieux de discussions, d'informations et de débats comme d'organisation concrète, à tous les échelons de la société. Une partie de la population se mobilise dans ce sens. Il suffit d'observer les mobilisations écologiques, dans la pratique

quotidienne des APAP à la constitution de coopératives, les initiatives à la base se développent. Désormais, la ZAD de Notre-Dame-des-Landes n'est plus une exception et le Chiapas au Mexique, loin d'être le seul modèle en Amérique, a fait des émules parmi les communautés indigènes en particulier. Partout, des collectifs se constituent, la plupart du temps en marge des institutions. L'urgence est de reconstituer les réseaux pluriels, sans hiérarchie, à l'intérieur du système économique, dans l'ensemble des lieux où le travail s'effectue et où les gens vivent. Or, cette perspective n'est aucunement inscrite dans les programmes des partis, pas plus qu'elle n'est l'horizon d'un syndicalisme traditionnel dont la faible audience est, en partie, à l'origine de mouvements comme Bloquons tout. Cela n'empêche en rien l'organisation d'associations à différentes échelles, ce qui se fait très largement. La grande presse s'en fait désormais l'écho (voir *Libération* du 2 septembre 2025).

Plus que jamais la fondation de la démocratie réelle est notre actualité, même si elle doit prendre du temps. Pour éviter la venue d'un pouvoir autoritaire et le chaos écologique, nous n'avons plus le choix.

Michèle Riot-Sarcey est professeure émérite d'histoire contemporaine et d'histoire du genre à l'université Paris-8-Saint-Denis. Elle a notamment publié *L'émancipation entravée, l'idéal au risque des idéologies du 20^e siècle* (Paris, La Découverte, 2023).

Antoine Duwa est vice-président chargé de la coordination nationale de la Fédération nationale des associations représentatives des étudiants en sciences sociales.

Source : version corrigée transmise par l'auteure (11 septembre 2025), <https://blogs.mediapart.fr/michele-riot-sarcey/blog/070925/face-au-deni-du-reel>

La langue comme arme de guerre

Oleksandr Kyselov

33

Les Ukrainiens russophones comptent parmi les principales victimes de l'invasion de Vladimir Poutine, et nombre d'entre eux ont servi dans l'armée ukrainienne. L'appel à «décoloniser» l'Ukraine en bannissant le russe ignore cette réalité, imposant une vision d'homogénéité culturelle étroite.

Le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, continue d'insister sur le fait que sans reconnaissance complète des droits des Russes et des russophones en Ukraine, aucune paix n'est possible. «Notre objectif était, et demeure, de protéger le peuple russe qui vit sur cette terre depuis des siècles», a-t-il déclaré le 19 août. Pendant ce temps, la Russie bombarde les villes où vivent la plupart de ces russophones, détruisant leurs foyers et dispersant leurs familles. C'est une protection par annihilation.

La nature impériale de l'agression russe ne fait aucun doute. Pourtant, certains en Ukraine tombent encore dans le piège des prétextes formels de l'occupant et fournissent une version inversée de son scénario – traitant la langue comme un marqueur de loyauté envers l'Ukraine et contrôlant l'identité culturelle. Ainsi, l'activiste Sviatoslav Litynskyi soutient que la barrière linguistique «correspond à la ligne de front», aidant à maintenir les défenses de l'Ukraine autant que l'armée. Quant à Serhii Prytula, un autre célèbre bénévole, il a déclaré que parler le russe dans la rue est «un outil d'expansion de la Russie» et que ceux qui l'utilisent deviennent eux-mêmes des outils.

La manœuvre consiste à transformer la langue de moyen de communication en une question de «sécurité»: le russe devient une arme, l'ukrainien un bouclier. Une fois présentées ainsi, les différences quotidiennes

entre gens ordinaires semblent dangereuses. Pour une société déjà épuisée par la guerre, l'austérité et des décennies de négligence institutionnelle, cette conception étroite de l'appartenance est une forme d'automutilation. Au lieu de construire la solidarité et de combler les divisions, le discours politique insiste de plus en plus sur le fait que la véritable unité exige l'homogénéité culturelle.

Une histoire de répression

L'ukrainien a effectivement été réprimé pendant des siècles. Sous l'Empire des tsars, la circulaire Valuev (1863) niait son existence et interdisait son usage pour les textes religieux et éducatifs. Le décret d'Ems (1876) alla plus loin en l'effaçant de toute représentation publique, notamment imprimée. À l'époque soviétique, après une brève politique de *korenizatsiia* («indigénisation», une politique destinée sur le papier à redonner une certaine autonomie aux nations non-russes et à regagner leur confiance), le renouveau culturel ukrainien fut qualifié de «nationalisme bourgeois» et la langue se retrouva confinée à une niche étroite.

Le russe fut quant à lui promu comme langue de communication interethnique à travers l'Union soviétique, dominant dans la production de connaissances, la politique et la culture.

Après l'indépendance en 1991, le statut de la langue ukrainienne ne s'améliora guère en dehors de ses bastions dans l'ouest du pays. Les fonctionnaires avaient souvent du mal à l'utiliser – et la plaisanterie voulait que le moyen le plus sûr d'éviter une amende était de parler ukrainien, car la police ne saurait pas comment répondre. L'ukrainien survécut comme marqueur symbolique dans la

culture alternative et les cercles de la société civile, tandis que dans la vie quotidienne, il pouvait être ridiculisé comme la langue des « paysans incultes ».

Fait intéressant, mon premier vrai travail après l'obtention de mon diplôme fut chez la compagnie aérienne Lufthansa en République tchèque. Après Euromaïdan, ils décidèrent soudain d'embaucher des opérateurs téléphoniques parlant ukrainien ; avant cela, les passagers d'Ukraine n'avaient que des options en russe ou en anglais. Cela en dit long sur la « visibilité » de l'ukrainien jusque très récemment.

L'histoire explique la colère et la sensibilité. Elle explique aussi pourquoi la politique linguistique est devenue pour certains un marqueur important de souveraineté. Mais elle ne peut justifier la reproduction de la logique d'exclusion en sens inverse.

Des changements spectaculaires

Dans une ironie frappante, la « protection » du russe par le Kremlin s'est retournée contre lui. Entre 2015 et 2024, la part d'Ukrainiens qui soutenaient le retrait du russe de la communication officielle tripla pour atteindre deux tiers. Le changement s'accéléra après 2022 : maintenant près des deux tiers nomment l'ukrainien comme leur langue principale à la maison aussi ; le russe chuta à 13 %. La part de ceux qui pensent que le russe ne devrait pas du tout être étudié bondit de 8 % à 58 %. Si Moscou réussissait jamais à imposer la reconnaissance officielle du russe, la réaction probable pourrait être encore plus dure. Pourtant, la rhétorique alarmiste continue comme si l'ukrainien était au bord de l'extinction.

Ce traitement de la langue comme question de sécurité n'est plus seulement une humeur culturelle. C'est la loi. Bien que la constitution garantisse le développement libre et l'usage du russe et d'autres langues associées aux minorités nationales, et interdise la discrimination linguistique, en 2021, la Cour constitutionnelle déclara l'ukrainien « le code de la nation », statuant que les russophones – parce qu'ils comprennent et peuvent utiliser l'ukrainien – ne constituent pas un groupe sociodémographique distinct. Ils furent définis plutôt comme une construction politique, produite par des décennies de russification, et manquant donc de base

pour des protections collectives, comme celles qui pourraient s'appliquer à d'autres minorités comme les locuteurs hongrois.

La législation renforça ce cadre. La Loi sur la langue d'État restreint l'éducation en langue minoritaire aux langues de l'Union européenne. La Loi sur les minorités nationales exclut explicitement le droit d'utiliser une langue minoritaire si c'est la langue d'État d'un agresseur ou d'un occupant. Le président de la Verkhovna Rada, Ruslan Stefanchuk, expliqua que « si un peuple commet une agression, ses droits doivent être restreints ». Le ministre de l'éducation acquiesça : les opportunités de développement égal ne s'appliquent « catégoriquement » pas à la langue « utilisée comme arme ».

Les fonctionnaires rivalisent presque pour pousser les choses plus loin. Un ancien médiateur linguistique rappela des soldats « tirant en entendant du russe » au front et décrivit l'ukrainien comme notre « identification ami-ennemi ». Son successeur exigea d'interdire les chansons russes parce qu'« en temps de guerre, les scènes et les rues sont des espaces de sens » réservés à « la langue de la force spirituelle du peuple ukrainien ». Une médiatrice de l'éducation suggéra carrément que les enseignants devraient refuser de comprendre les élèves qui parlent russe.

Les personnalités culturelles amplifient le message. Un acteur connu proposa de fouetter les enfants pour avoir utilisé le russe. Un écrivain établi appela à surveiller les terrains de jeu et réprimander les parents d'enfants russifiés. Une blogueuse populaire se vanta d'instiller une attitude si négative envers le russe chez sa progéniture qu'elle pourrait battre ses pairs qui le parlent.

Une étude du réseau civique OPORA montre comment cette rhétorique imprègne les écosystèmes médiatiques. Dans les principales chaînes Telegram, les Ukrainiens russophones sont fréquemment dépeints comme une cause de l'invasion, comme porteurs de culture étrangère, comme collaborateurs potentiels, comme vestiges du passé soviétique. La diabolisation est le nouveau bon sens. Ce n'est plus marginal. C'est une nouvelle orthodoxie.

Qui paie le prix ?

Qui sont ces gens qui continuent d'utiliser le russe – ce qu'un segment d'ISLND TV



appelait «la langue de la sous-classe», «un signe de faible intelligence»?

Les coups tombent le plus lourdement sur ceux déjà rendus vulnérables par la guerre. Le russe était le plus largement parlé dans le Sud et l'Est, c'est-à-dire exactement les régions dévastées par l'invasion et l'occupation. Des millions de déplacés de ces zones font face à de graves difficultés économiques et sociales. Les enquêtes de l'Organisation internationale pour les migrations indiquent que les ménages déplacés sont disproportionnellement âgés, féminins, et s'occupent de personnes avec des maladies chroniques ou des handicaps.

Pourtant, au lieu de solidarité, ces russophones rencontrent la suspicion. Les familles déplacées à l'intérieur du pays sont accusées d'«apporter la langue de l'occupant» avec elles; des appels surgissent pour créer des «inspections linguistiques».

Traiter la langue comme un proxy pour la loyauté identifie mal la vraie menace. Cela n'aide guère à mobiliser les citoyens pour un large projet national quand leurs croyances et pratiques quotidiennes sont écrites hors du «corps de la nation». Cela favorise le désengagement ou le sabotage silencieux – et offre à Moscou un cadeau de propagande.

Sur les chaînes Telegram en langue russe circulent déjà des récits de harcèlement et de trahison, présentant les Ukrainiens russophones comme un groupe persécuté forcé d'abandonner son identité et accumulant la haine envers les activistes linguistiques «déséquilibrés». En ligne, on lit souvent des appels à exempter les russophones du service militaire – «Si nous ne sommes pas ukrainiens, pourquoi devrions-nous nous battre

ou rester ici sous les bombes?» Pourtant le devoir semble plus universel que le respect.

Cela crée aussi des obstacles à toute réconciliation future. Comme l'a noté le groupe ukrainien de gauche *Sotsialnyi Rukh*¹ dans un post de 2022, le russe reste une langue de millions d'Ukrainiens, y compris ceux qui combattent l'impérialisme russe, et nier aux gens le droit à leur langue maternelle ne fait qu'aliéner une grande partie de la société. Et s'il n'y a pas de moyen légitime pour eux de s'exprimer, pourquoi ne voteraient-ils pas pour un entrepreneur politique qui promet de le faire pour eux – approfondissant la polarisation? Toute minorité insatisfaite et exclue est un handicap non seulement en guerre mais aussi quand vient le temps de reconstruire.

Je me souviens de Sloviansk, où j'ai travaillé avant de partir pour mes études à l'étranger, la ville dont la capture par les milices pro-russes marqua le début du conflit armé en 2014. Les «guerriers de la décolonisation» locaux – souvent avec plus de capital culturel, certains fans avides de bannières sang-et-sol – ne manquaient pas une occasion de seriner que tout le monde devait parler ukrainien en leur présence et que chaque nom de rue devait être «décommunisé» dès que possible.

Dans une ville avec une industrie qui s'effritait, une population vieillissante et un chômage élevé, cela ne gagna pas de soutien mais durcit plutôt le ressentiment. La majorité silencieuse haussa les épaules et continua de voter pour quelque fragment de l'ancien

1. Voir notamment *Sotsialnyi Rukh, une organisation socialiste ukrainienne*, Paris, RESU/Syllepse, 2025.

Parti des régions², la force dominante dans l'Est russophone de l'Ukraine avant Euromaïdan, qui était sur le bulletin. Ce qui était présenté comme libération apparut comme imposition moralisatrice.

La logique ne s'arrête pas à la langue ; elle est expansive. Une des Églises orthodoxes est dénoncée comme «subordonnée à Moscou» malgré ses statuts. La politique de mémoire suit le même schéma : en juillet, les autorités de Lviv démontèrent un mémorial soviétique de la Seconde Guerre mondiale, exhumèrent les restes de 355 soldats, et offrirent de les échanger contre des prisonniers de guerre ukrainiens. Le purisme passe facilement des mots aux tombes.

Le pire de tout, c'est qu'il est improbable que cela soit d'aucune aide. Si Vladimir Poutine décidait demain de se couronner tsar orthodoxe et protecteur, même une conversion prompte en masse au catholicisme ne l'arrêterait pas. Il pourrait simplement appeler cela un autre complot des marionnettistes occidentaux pour laver le cerveau de ce qu'il appelle encore une «nation sœur».

Décolonisation ou essentialisme ?

La justification de cet état de fait est une demande de «décolonisation». Corriger les inégalités, garantir le développement de la langue ukrainienne, et autonomiser ses locuteurs – ce sont des objectifs légitimes. Mais est-ce ce qui se passe ?

La préoccupation pour les récits historiques aux dépens des expériences vécues de vraies personnes fait que ces «décolonisateurs» ressemblent à la logique impériale qu'ils opposent.

La culture n'est pas une essence entermée attendant d'être déterrée. Elle est plurielle, vivante, désordonnée. Cependant, la vogue contemporaine de «décolonisation» la traite autrement : quelque chose à purifier, nettoyer des traces impériales, et rétrécir en un seul moule – une excuse pour enseigner aux ignorants «la vérité», pour exiger repentance, confession et rééducation. En pratique, cette rhétorique réajuste simplement les revendications ethno-nationalistes dans un langage progressiste pour les audiences occidentales.

La préoccupation pour les récits historiques aux dépens des expériences vécues de vraies personnes fait que ces «décolonisateurs» ressemblent à la logique impériale qu'ils opposent. Le fait que les locuteurs ukrainiens se soient une fois sentis marginalisés ne leur donne pas le droit – ou à ceux agissant en leur nom – de harceler les autres aujourd'hui. Aucun Ukrainien ne gagne à remplacer une exclusion par une autre.

Survivre pour quoi ?

Nous voici donc : les Ukrainiens russophones bombardés par la Russie, méfiés et repoussés chez eux, pris entre le marteau et l'enclume. L'un envahit, l'autre exclut. Mais un projet qui rétrécit son peuple pour survivre ne peut pas le libérer ; il ne peut que redistribuer la peur. Nous devons donc demander : si la survie exige cela, pour quoi survivons-nous ?

L'alternative n'est ni l'assimilation impériale ni l'essentialisme nationaliste. C'est un projet politique ancré dans la démocratie et le pluralisme – non comme décoration mais comme la seule façon dont la solidarité peut être réelle. Sinon, plus nous nous «purifions», moins il restera de nous-mêmes à défendre.

Oleksandr Kyselov, originaire de Donetsk, est assistant de recherche à l'Université d'Uppsala (Suède).

Source : [Jacobin](#). Traduit par Adam Novak pour [Europe solidaires sans frontières](#) ; également dans [Soutien à l'Ukraine résistante](#), n° 43, 17 octobre 2025.

2. Parti politique ukrainien pro-russe qui dominait l'Est russophone avant l'Euromaïdan.

L'Ukraine comme « berceau » civilisationnel russe

Hanna Perekhoda

37

Une province sacrée, mais aussi un cœur national et religieux imaginaire : que signifie l'Ukraine pour la Russie, et comment comprendre la vassalisation de l'Ukraine par la Russie ? Lorsque les mythes fondateurs sont placés au cœur de la légitimité politique, il est presque impossible de s'en défaire. Une analyse comparative l'Ukraine au regard du Kosovo, de l'Irlande, de la Palestine et de Taïwan.

Pour comprendre l'attitude de la Russie envers l'Ukraine, il faut également tenir compte de ce que l'on pourrait appeler les « territoires berceaux », des espaces que les élites politiques considèrent comme le lieu de naissance d'une nation, l'espace symbolique d'où découlent leur légitimité et leur identité.

Dans l'imaginaire national russe, Kyiv n'est pas une capitale étrangère : c'est « la mère des villes russes » (les villes de la Rus, pas de la Russie !), le lieu où leur histoire d'État et leur identité religieuse auraient commencé. C'est pourquoi le « séparatisme » de l'Ukraine a été un choc existentiel pour les nationalistes russes, tant en 1917 qu'en 1991.

C'était comme si le « berceau » de la nation avait glissé hors de ses frontières. Les élites russes ont tenté de gérer cette rupture en présentant le passé soviétique et impérial commun comme une preuve d'unité et en traitant l'indépendance de l'Ukraine comme temporaire ou artificielle.

Mais à mesure que l'Ukraine approfondissait son propre projet de construction nationale et étatique, en particulier après 2004 et 2014, elles ont commencé à interpréter cela non seulement comme un voisin suivant sa propre voie, mais comme le vol du passé et de l'« identité » de la Russie. Le ressentiment

prend alors sa forme la plus pure : un sentiment d'humiliation nationale et impériale, où la récupération de la « pièce perdue » devient une obsession.

Il est important de noter que l'Ukraine n'est pas considérée comme une province ou un fragment de l'empire, mais comme le cœur de la nation, un cœur qui aurait été corrompu par des ennemis extérieurs.

Le parallèle le plus proche semble être celui du Kosovo pour la Serbie. Le Kosovo est intimement lié à l'histoire nationale serbe à travers ses sites religieux et la bataille du Kosovo au Moyen Âge. Au 20^e siècle, cependant, la population était majoritairement albanaise, et la déclaration d'indépendance du Kosovo a suscité un profond ressentiment en Serbie. Il existe toutefois une différence. Pour la Russie, perdre l'Ukraine revient à perdre non seulement une province sacrée, mais aussi un cœur national et religieux imaginaire.

Une deuxième comparaison peut être faite entre l'Irlande et la Grande-Bretagne. Les élites anglaises considéraient l'Irlande comme une partie naturelle du domaine de la couronne, mais la plupart des Irlandais ont développé leur propre identité religieuse, puis nationale. L'indépendance et la question de l'Irlande du Nord ont laissé la Grande-Bretagne face au traumatisme de la perte.

Ici aussi, on observe un sentiment de ressentiment (mais moins intense que dans le cas de la Russie, en partie parce que les décideurs ne sont pas des dictateurs séniles qui restent au pouvoir pendant des décennies). Mais l'Irlande n'a jamais été le « berceau » de la Grande-Bretagne. Dublin n'était pas considéré comme la source de l'État anglais.

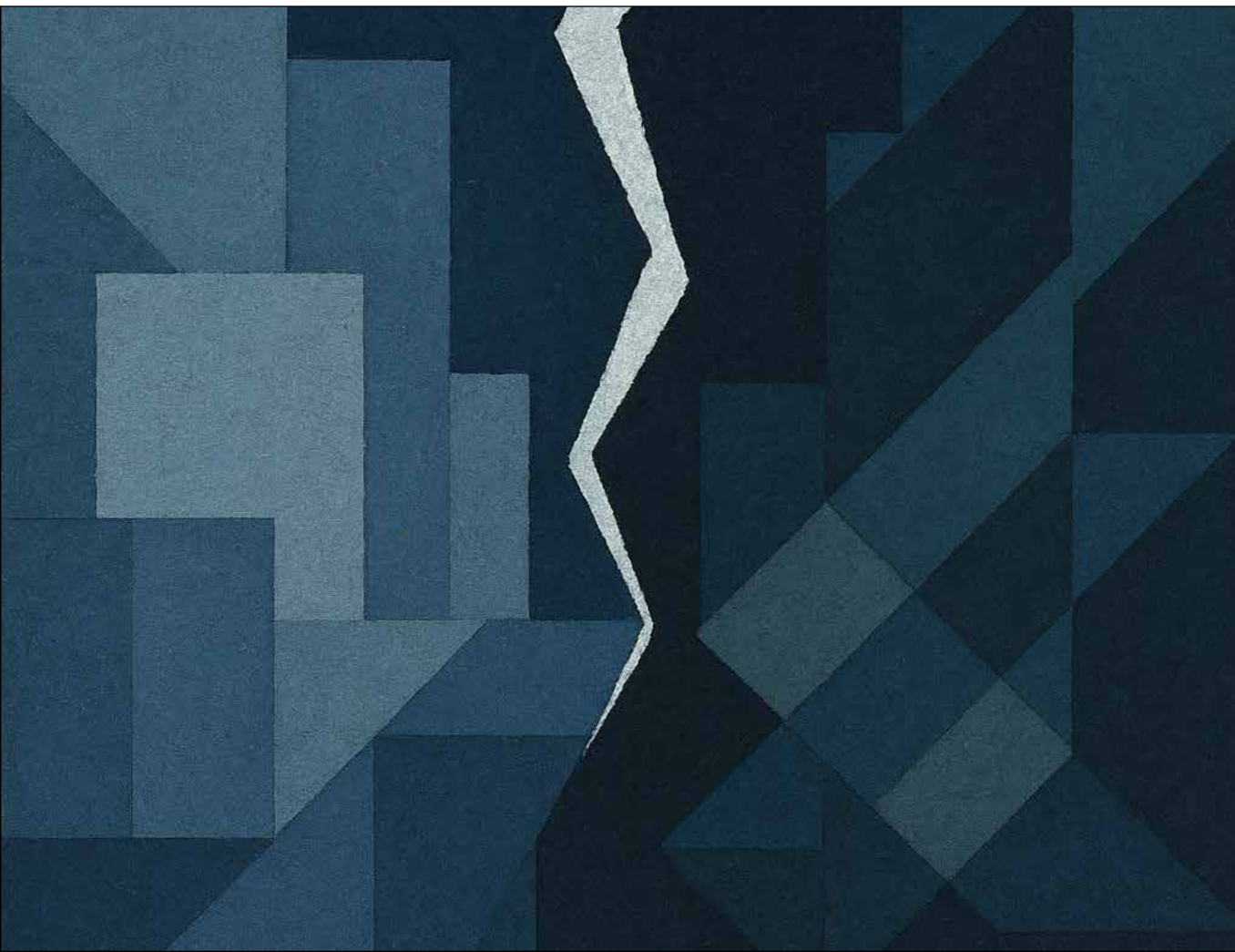
Le conflit israélo-palestinien est un autre cas. Jérusalem est sacrée pour les deux peuples, un berceau que chacun revendique comme essentiel à son identité. L'intensité symbolique ressemble à celle du conflit russo-ukrainien. Cependant, les Palestiniens et les Israéliens se disputent le même espace, tandis que l'Ukraine construit une histoire distincte qui s'éloigne de la Russie plutôt que de la défier.

Taïwan et la Chine constituent une autre analogie. Les élites chinoises considèrent Taïwan comme une partie indissociable de l'État et interprètent tout mouvement vers l'indépendance comme une menace existentielle. L'intensité de l'irrédentisme chinois est forte, mais la dimension mythique est plus faible : Taïwan n'est pas le berceau de la civilisation chinoise, mais plutôt une question d'intégrité territoriale et de prestige.

L'Érythrée et l'Éthiopie constituent un autre cas. Lorsque l'Érythrée a fait sécession, l'Éthiopie a également subi une atteinte à son sentiment d'intégrité. Mais ici, la logique est plus stratégique et économique, moins mythique. À ma connaissance, l'Érythrée n'est pas considérée comme le berceau de la civilisation éthiopienne.

Que se passe-t-il lorsque le droit international s'affaiblit et que des gouvernements autocratiques d'extrême droite se multiplient partout ? Les conflits gelés qui étaient contenus par les institutions et la médiation extérieure s'enflamment. Et l'irrédentisme est un langage naturel de la droite populiste, car appeler à la récupération des patries perdues confère une légitimité immédiate.

Certains cas semblent particulièrement risqués. Le Kosovo reste au cœur du nationalisme serbe, et sans structures européennes solides, la tentation d'une annexion grandit. Taïwan, qui est peut-être le cas le plus dangereux, présente d'énormes enjeux internationaux, stratégiques et technologiques. Le conflit israélo-palestinien est déjà une catastrophe, et une nouvelle érosion des contraintes extérieures ne ferait que conduire à l'anéantissement total des Palestiniens. Dans le Caucase, les multiples guerres ont déjà montré à quel point les conflits « gelés » peuvent facilement s'enflammer à tout moment. La Moldavie est une autre zone où l'influence russe et la faiblesse des institutions internationales pourraient dégénérer en une violence généralisée.



Il y a aussi l'Asie du Sud-Est (que je connais assez superficiellement). Par exemple, il y a la mer de Chine méridionale/mer des Philippines occidentale/mer de Natuna septentrionale, où les revendications de «droits historiques» de la Chine entrent en conflit avec celles de plusieurs voisins. Ces questions ne sont bien sûr pas présentées comme des berceaux de l'identité nationale, mais comme des frontières existentielles qui définissent «l'intégrité», l'autonomie stratégique et le statut de la nation.

Mais je pense que le conflit russo-ukrainien se démarque clairement. Le Kosovo serbe est sacré, mais plus petit. L'Irlande était importante, mais n'a jamais été le berceau. Taïwan est considéré comme politiquement existentiel pour la Chine, mais pas mythique, etc. Dans le cas de la Russie, l'«histoire des origines» imaginaire de la «nation» (une nation qui a une forte composante messianique et impériale) se trouve de l'autre côté de la frontière d'un autre État qui insiste pour raconter sa propre histoire et imaginer son propre avenir différemment.

Lorsque les mythes fondateurs sont placés au cœur de la légitimité politique, il est presque impossible de s'en défaire. Pourtant, je pense qu'il y a lieu d'espérer. Ce mythe particulier est surtout entretenu par un cercle restreint d'élites politiques – en particulier celles qui ont leurs racines dans les services de sécurité et l'armée – et par une partie de la société encline à les suivre. Pour la plupart des gens, cependant, l'Ukraine n'est pas l'axe identitaire que le Kremlin insiste pour lui attribuer. Leur axe identitaire, c'est l'argent. C'est cela, bien plus que n'importe quel fantasme d'un berceau sacré, qui motive leur volonté de tuer.

Une fois que les fanatiques obsédés par l'histoire, la mission et le statut auront perdu le pouvoir, nous découvrirons peut-être à quel point leur véritable électorat était en réalité restreint.

Anna Perekhoda est historienne, chercheuse à l'Université de Lausanne et membre de l'ENSU.

Article publié sur [Mediapart](#) et sur [Soutien à l'Ukraine résistante](#), n° 43, 17 octobre 2025.

La promesse de Zohran

Nikhil Pal Singh

La campagne de Mamdani a élargi le champ de la participation politique à des personnes ordinaires et invisibles, de tous horizons et de toutes origines. Le défi à relever à l'avenir sera de maintenir la foi dans l'idée que la ville est à nous et que nous pouvons la façonner.

Zohran Mamdani s'est fait connaître de moi et de beaucoup d'autres il y a près d'un an, lorsqu'il a publié une vidéo dans laquelle il s'adressait à des New-Yorkais de la classe ouvrière du Bronx et du Queens pour leur demander pourquoi certains d'entre eux avaient voté pour Donald Trump. Dans cette vidéo, qui est ensuite devenue virale, Mamdani a balayé l'argument superficiel selon lequel le soutien à Trump était motivé par des sentiments racistes et xénophobes ou par des inquiétudes économiques. Il a simplement interrogé les gens et écouté ce qu'ils avaient à dire. Depuis lors, il a fait valoir sa candidature à la mairie sur la base de quelques propositions claires présentées ce jour-là. Les gens ordinaires s'inquiètent de leur situation matérielle et sociale alors qu'ils tentent de construire leur vie dans l'une des villes les plus inégalitaires et les plus chères du monde. Depuis lors, l'«accessibilité financière» est le mot d'ordre de Mamdani; il l'a utilisé pour mener une campagne victorieuse. L'essence de cette campagne, cependant, est née d'une vision démocratique plus fondamentale: la politique commence par aller à la rencontre des gens là où ils se trouvent, les convaincre que vous les écoutez et instaurer la confiance que vous les défendrez et les mènerez vers un avenir meilleur.

On a beaucoup parlé des qualités exceptionnelles de Mamdani en tant que

communicateur et militant, de son utilisation de la vidéo et des réseaux sociaux, et de sa capacité à désarmer ses adversaires idéologiques avec humour, convivialité et, si nécessaire, une réplique cinglante, prononcée avec le sourire. Il a été décrit comme un talent politique générationnel, doté d'une perspicacité et d'une habileté uniques à combiner populisme, pragmatisme et principes. De nombreux acteurs de tous bords politiques étudient sa campagne pour tenter de percer les secrets de son succès. Si certains à gauche voient dans l'ascension de Mamdani la confirmation évidente de l'attrait des questions quotidiennes et de la politique axée sur les classes sociales, d'autres, généralement partisans du centrisme du Parti démocrate, minimisent son importance, soulignant les particularités du progressisme new-yorkais, le charisme du messenger et la faiblesse de ses adversaires.

Ces deux points de vue ignorent ce qui pourrait être la contribution la plus importante de Mamdani à l'heure actuelle: *il a ressuscité une politique universaliste, redistributive et civique-égalitaire qui avait pratiquement disparu de la scène nationale et internationale.*

Inspirant la plus forte participation à une élection municipale depuis les années 1960, Mamdani a remporté hier la majorité des voix et un mandat convaincant. Lors des primaires démocrates, il a été aidé par le vote préférentiel. Tant lors des primaires que lors des élections générales, il a bénéficié du financement public des élections de la ville de New York, qui uniformise les règles du jeu en atténuant le pouvoir des grands donateurs. Pourtant, il y a un an, la victoire de Mamdani, jeune outsider relativement inexpérimenté,

socialiste se situant à gauche de la plupart des candidats, immigrant et musulman de surcroît, semblait très improbable. Sa victoire témoigne de ses compétences politiques évidentes. Mais elle démontre également un point plus important : comment le fait de résister à la démagogie testée par les sondages peut attirer l'attention, susciter un intérêt plus large pour la politique et surmonter des attentes chroniquement faibles. Plutôt que de se lancer dans une compétition stérile pour un nombre limité d'électeurs moyens et des marges étroites, Mamdani propose ainsi un test local, certes limité, d'une idée qui doit être au centre de toute stratégie électorale de gauche : les allégeances partisans existantes sont faibles, les non-votants peuvent être mobilisés, aucun vote ne peut être considéré comme acquis et tous les votes sont à prendre.

Mamdani montre comment de nouvelles conquêtes électorales naissent de la prise de risques politiques et se constituent grâce à des enquêtes approfondies et à des interactions performatives. C'est peut-être cela, savoir lire la salle. Mamdani, par exemple, a dû naviguer avec prudence entre certaines de ses déclarations antérieures, hostiles à la police, en réponse à un environnement politique axé sur la sécurité publique. Il l'a fait tout en conservant des propositions substantielles, notamment celle de déléguer les réponses aux crises de santé mentale et au sans-abrisme à un nouveau département de la sécurité communautaire plutôt qu'à la police. Il a distillé son programme d'accessibilité financière en une série de propositions mémorables et modestes visant à geler les augmentations de loyer pour un nombre limité d'appartements à loyer stabilisé, à fournir des bus gratuits et à tester quelques épiceries municipales à bas prix, mais il les a inscrites dans un programme beaucoup plus ambitieux visant à financer la garde d'enfants universelle grâce à une augmentation de l'impôt sur les sociétés et à un nouvel impôt sur la fortune des millionnaires, une politique transformatrice qui nécessitera un large levier politique et des compétences pour aboutir. Enfin, il a récupéré le langage de l'efficacité et des résultats concrets du département de l'«efficacité gouvernementale», connu pour son austérité punitive et son image de marque de droite. Tout en



s'opposant à la tendance néolibérale qui veut soumettre chaque proposition visant à améliorer le bien-être public à un examen des ressources et finalement à la brouiller.

Si un ensemble de politiques bien articulées a servi de système d'exploitation à la campagne, celle-ci s'est appuyée sur des relations solides avec la jeune gauche pro-palestinienne de la section new-yorkaise des Socialistes démocrates d'Amérique et d'organisations telles que Jewish Voice for Peace (qui l'a soutenu dès le début), ainsi qu'avec les communautés sud-asiatiques et musulmanes de la ville.

Parmi ses idées les plus importantes, Mamdani a reconnu que dans un monde post-11 septembre marqué par des craintes sécuritaires sectaires, aggravées par l'animosité de MAGA envers les immigrants, des décennies d'organisation locale parmi les New-Yorkais de première et deuxième génération originaires du Moyen-Orient et d'Asie du Sud, longtemps négligés, en avaient fait un électorat puissant. Accusé d'antisémitisme et confronté à des attaques incessantes pour son opposition de longue date à l'apartheid, à l'occupation et à la guerre israéliennes, Mamdani a noué des alliances avec des progressistes juifs (notamment un concurrent des primaires Brad Lander), tout en prévoyant que les orthodoxies dépassées de la loyauté pro-israélienne au sein du Parti démocrate ne résisteraient probablement pas dans un monde marqué par un nouveau génocide. Contre le mépris nativiste, il a montré comment la succession ethnique dans les villes américaines découle d'un pluralisme sain attaché à des rêves et des plaisirs communs (comme son insistance sur la richesse culinaire de New York). Fidèle à son soutien de longue date à la justice pour la Palestine, il a démontré, contre l'abdication morale du Parti démocrate national, qu'un leadership fondé sur des principes dans une cause apparemment impopulaire peut inspirer une action bénévole engagée et engendrer la confiance et le respect au sein d'une base de soutien de plus en plus large.

Mamdani a clairement réussi en donnant la priorité aux luttes contre les injustices et les inégalités qui, selon lui, touchent le plus grand nombre de personnes et transcendent nos différences. Un aspect sous-estimé de son succès réside toutefois dans la manière

dont il a également recadré les divergences controversées en une cause commune, élargissant ainsi l'attrait du projet de la gauche. Ces dernières années, la gauche s'est enlisée dans un débat stérile et fratricide, où une faction suppose avec optimisme que différents types d'oppression dite identitaires – exprimée sur la base de l'«expérience vécue» et au nom de l'«équité», s'alignent et se rejoignent, tandis qu'une autre faction soutient, souvent en termes très abstraits, que ce n'est qu'en donnant la priorité à un ensemble commun d'«intérêts de la classe ouvrière» que nous pouvons créer la solidarité nécessaire pour remporter les élections. Ironiquement, ces deux tendances fondent la politique sur des appels à ce qui est considéré comme des intérêts donnés et des conditions sociales statiques, et ce faisant, elles réduisent la vision politique nécessaire pour construire de nouvelles majorités dans un monde marqué par des antagonismes pluriels.

Mamdani a adopté une approche différente. Il comprend clairement que les coalitions sont le moteur de la politique et qu'elles sont nécessairement composées de groupes ayant des intérêts et des préoccupations particuliers, qui ne sont pas toujours entièrement compatibles. Pourtant, il a relevé à plusieurs reprises le défi d'unifier et d'universaliser ces préoccupations, non seulement en les ramenant à la question centrale de l'accessibilité financière, mais aussi en articulant efficacement leur importance générale et leurs implications pour un public plus large. C'est là que la question du soutien à Israël et les attaques contre l'ethnicité et la religion de Mamdani ont été les plus virulentes pendant la campagne. Qu'est-ce que l'accusation d'antisémitisme dans la défense d'Israël, si ce n'est l'affirmation que l'histoire d'oppression d'un groupe doit l'emporter sur tous les intérêts politiques concurrents et les délibérations démocratiques? Pressé à plusieurs reprises de dire s'il pense qu'Israël a «le droit d'exister», Mamdani a répondu que oui, en tant qu'«État jouissant de droits égaux», et qu'il «ne reconnaîtrait le droit d'exister à aucun État doté d'un système hiérarchique fondé sur la race et la religion». Lorsqu'il a été attaqué pour sa propre foi et son appartenance ethnique, Mamdani est revenu de la même manière à un prédicat universaliste: «Le rêve de tout musulman est simplement

d'être traité comme n'importe quel autre New-Yorkais.» Par ces simples tournures de phrases, il fait preuve de fidélité à un réflexe esthétique et politique – une atteinte à l'un est une atteinte à tous – qui résonne dans l'histoire des grandes victoires de la gauche.

Lorsque Mamdani a lancé sa campagne, l'opinion générale au sein du Parti démocrate suggérait que son long passé de soutien aux droits des Palestiniens constituait un handicap politique, voire un motif de disqualification. Il est donc instructif d'examiner comment cela s'est réellement passé. Un génocide israélien financé par une administration présidentielle démocrate sclérosée, qui a accepté de sanctionner publiquement les manifestations pro-palestiniennes indisciplinées dans les rues et sur les campus, a créé un environnement propice à la résurgence du MAGA, y compris le spectacle des audiences publiques sous la coupe des milliardaires. «Israël d'abord» et «l'Amérique d'abord» semblaient aller de pair. Les principaux rivaux de Mamdani se sont pliés à ce consensus fictif et imposé. Lorsqu'on leur a demandé où ils se rendraient pour leur première visite à l'étranger en tant que maire de New York, la plupart d'entre eux se sont inclinés, y compris la progressiste convaincue Adrienne Adams, qui a donné le ton en annonçant qu'elle se rendrait en «Terre Sainte». Mamdani est arrivé presque dernier. «Je resterais à New York», a-t-il déclaré, pour faire le travail de maire. Appelez cela «donner la priorité à New York». Mamdani a depuis précisé qu'il n'y aurait pas de test antisioniste pour son administration. Ses questions au commissaire à l'assainissement ne porteront pas «sur Israël et la Palestine», mais «sur les déchets».

Zohran Mamdani sera le prochain maire de New York. Il est regrettable de ne pas avoir plus de temps pour savourer cet accomplissement. Les milliardaires qui craignent la menace qu'il représente pour leur influence et leur pouvoir, plus encore que pour leur richesse, continueront à faire tout leur possible pour le discréditer. Les menaces de l'administration Trump de suspendre son soutien financier et de lancer des raids chaotiques du DHS (département de sécurité intérieure) dans la ville seront graves et immédiates. La sécurité publique – telle qu'elle est perçue par rapport à ce qui se passe dans les rues et

les métros, et telle qu'elle est mise en balance avec la réforme de la justice pénale – restera un terrain d'essai majeur. Il existe déjà une inquiétude fondée quant au fait que Mamdani ait fait des compromis prématurés en acceptant de maintenir Jessica Tisch au poste de commissaire de police. Tisch s'est ouvertement opposée à des réformes telles que le relèvement de l'âge de la responsabilité pénale et la dissolution de la base de données sur les gangs. Si Tisch et Mamdani sont d'accord sur les questions de corruption policière, l'issue des conflits potentiels entre eux sur toute une série de questions, telles que la dissolution du Strategic Response Group (unité spéciale antiterroriste) et la création d'un département de la sécurité communautaire, sera l'un des premiers signes les plus importants des perspectives de sa mairie.

Le succès d'une future politique de gauche fondée sur l'élargissement de la base électorale, la promotion de la pré-distribution (parallèlement à la redistribution) financière, l'élimination de la corruption et la fourniture de services publics de meilleure qualité ne sera pas une mince affaire. Mais remporter une seule campagne politique, même pour un poste aussi important que celui de maire de New York, ne suffit pas à prouver la validité du concept. La question non négligeable de gouverner et de tenir des promesses plus importantes et plus durables nécessitera de remodeler le pouvoir politique dans l'État de New York et au-delà.

Les détracteurs de Mamdani affirment qu'il détruira la ville, mettra en danger les New-Yorkais juifs et incitera les riches à fuir. Après avoir négocié des discussions avec Mamdani à la suite de sa victoire aux primaires démocrates, Kathryn Wylde, doyenne respectée des promoteurs immobiliers et des financiers new-yorkais, a admis que l'ascension de Mamdani les avait tous rendus «un peu hystériques». Wylde sait également ce que tout contre-insurgé avisé sait : le pouvoir financier a tendance à l'emporter sur le pouvoir politique qui dépend de sa générosité, et la cooptation est le moyen le plus sûr de désamorcer les enthousiasmes égalitaires. Ma crainte est plus précise : face aux limites imposées par la dépendance de la ville à l'égard de l'autorité fiscale de l'État et du marché des obligations municipales, à une économie chancelante, à un sans-abrisme

et une pauvreté endémiques (qui touchent désormais plus d'un quart des enfants de la ville), le programme de Mamdani en matière d'accessibilité financière, aussi sincère soit-il, a peu de chances d'aboutir.

Nous avons déjà vu ce film : la désillusion s'installe lorsque les projets réformistes de la gauche sont broyés dans les rouages de l'austérité capitaliste et de son déclin social manifeste. Il y a néanmoins des raisons d'être optimiste. «Être vraiment radical, écrivait Raymond Williams, c'est rendre l'espoir possible plutôt que le désespoir convaincant.» C'est ce dont nous avons besoin aujourd'hui.

Si la démocratie doit exister aux États-Unis au 21^e siècle, elle sera très probablement le fruit d'une multitude d'initiatives locales qui rétabliront la confiance dans l'action politique en recréant des boucles de rétroaction vitales et fonctionnelles entre le public, ses problèmes et ses représentants politiques – boucles de rétroaction qui ont complètement disparu à l'échelle nationale et mondiale. Des bus gratuits, un meilleur accès à une alimentation de qualité, moins d'échafaudages, une pause dans

les augmentations de loyer, la réduction des processus d'approvisionnement coûteux des villes et la limitation des contacts de la police avec les personnes vulnérables sont des propositions réalisables, modestes et pratiques, qui témoignent d'une orientation que l'on pourrait appeler à juste titre «socialisme des égouts». Elles constituent une base sur laquelle nous pouvons nous appuyer.

Mamdani a clairement démontré qu'une gauche qui critique le pouvoir peut être une gauche qui tient ses promesses. Mais les inégalités criantes, la dégradation de nos médias, de notre politique par la richesse des milliardaires et le dérèglement persistant lié à l'isolement pandémique (Covid) ont endommagé notre société et nous ont laissé un besoin criant de renouveau civique. La droite a répondu à cela par une vision étroite de l'appartenance, imposée par les spectacles quotidiens de guerre civile dans nos quartiers; un centre inerte conseille de légères améliorations à un statu quo discrédité; et une gauche activiste lutte pour élargir la politique au-delà des déjà convaincus. Depuis ses débuts sur Fordham Road dans le Bronx jusqu'à ses derniers jours, en rendant visite aux travailleurs de nuit à l'aéroport La Guardia et à l'hôpital Elmhurst dans le Queens, la campagne Mamdani s'est construite sur une autre proposition : nous gagnons l'avenir en élargissant le champ de la participation et de l'engagement politiques aux personnes ordinaires et invisibles de tous les lieux et de toutes les activités. Le défi à relever, tout aussi important que la réalisation des promesses de campagne, sera de maintenir la confiance du public dans la promesse que la ville est à nous.

Nikhil Pal Singh est professeur d'histoire sociale et culturelle et d'histoire à l'université de New York. Il travaille actuellement à la rédaction d'un livre sur le crépuscule de l'empire libéral américain.

Source : *Dissent Magazine* (New York), 5 novembre 2025

Traduction M. L. avec Deepl, le Réseau Bastille.



Résistance contre Trump : manifestations, rébellions locales et victoires électorales

Dan La Botz

45

La résistance au président Donald Trump s'intensifie, prenant la forme de manifestations de masse pacifiques, de petites rébellions locales, de victoires électorales du Parti démocrate et d'un changement progressif de l'opinion publique.

On pourrait même parler d'une prise de conscience croissante des classes sociales. La montée de la résistance est une réaction aux attaques de Trump contre les services publics, l'enseignement supérieur, la liberté d'expression, les fonctionnaires et leurs syndicats, ainsi qu'à la cruauté des violentes attaques contre les immigrants.

On observe un dégoût croissant à l'égard de Trump, de son mouvement Make America Great Again et du Parti républicain. La résistance se développe en réponse à la férocité, à la dépravation et à la cruauté des politiques de Trump qui touchent des millions de personnes. Je vais donc décrire ces politiques avant de me tourner vers la résistance. En d'autres termes, il est nécessaire de savoir contre quoi nous nous battons afin de lutter plus efficacement.

La contre-révolution autoritaire

Nous sommes en pleine contre-révolution : Donald Trump crée un État autoritaire qui vise à enrichir davantage l'oligarchie milliardaire en supprimant la réglementation gouvernementale et en retirant les programmes sociaux destinés aux travailleur·euses et aux pauvres.

Trump utilise le pouvoir de la présidence pour renverser les programmes libéraux mis en place par le président démocrate Franklin D. Roosevelt dans les années 1930 et par le démocrate Lyndon B. Johnson dans les années 1960, à l'époque du keynésianisme

économique. Dans le même temps, il tente de remplacer l'ordre capitaliste néolibéral mondial, qui a vu le jour dans les années 1980 et est entré en crise dans les années 2000, par un système nationaliste et protectionniste.

Donald Trump est au sommet de son pouvoir. Il contrôle la présidence, les deux chambres du Congrès et dispose d'une Cour suprême servile qui, jusqu'à présent, n'a pas contesté sa prétention à être le chef de la société américaine. Milliardaire, il bénéficie du soutien d'au moins une douzaine de milliardaires qui ont fait chacun don de centaines de milliers de dollars à ses campagnes politiques ([open secrets](#)). D'autres entreprises et des particuliers fortunés lui ont donné des centaines de milliers de dollars destinés à ses projets personnels, tels que la salle de bal de la Maison Blanche qu'il est en train de construire ([CNN Politics](#)).

Trump a également récemment organisé deux réunions sur les cryptomonnaies à la Maison Blanche : un sommet sur les actifs numériques en mars 2025 et un dîner privé pour les acheteurs de cryptomonnaies en mai 2025 ([New York Times](#)), qui a permis de lever des dizaines de millions de dollars auprès d'investisseurs. Trump croule sous l'argent, et c'est cela qui le booste, lui et son mouvement «Make America Great Again» (MAGA). Bon nombre de ces milliardaires occupent désormais des postes au sein de l'administration Trump.

Pourtant, comme le rappelle la revue [Jacobin](#), on ne peut pas dire que Trump et les républicains représentent à eux seuls la classe capitaliste. Les grandes entreprises de la tech, ainsi que Hollywood et l'industrie du divertissement restent pour l'essentiel

des contributeurs démocrates. Ainsi, les entreprises de la Silicon Valley versent environ 80 % de leurs fonds politiques aux démocrates. Ces secteurs de la bourgeoisie estiment que le Parti démocrate représente mieux leurs intérêts, leur vision de l'avenir et ce qu'ils considèrent comme leur programme pour le pays ; même si certaines entreprises de la tech se sont ralliées à Trump afin de protéger leurs affaires.

Pour être couronnée de succès, la résistance à Trump doit également s'opposer au pouvoir de ces entreprises et des partis qu'elles financent.

L'idéologie du MAGA et ses quatre doctrines

Trump, MAGA et les républicains ont progressivement construit une idéologie, un système de pensée basé sur des idées tirées

d'anciennes croyances conservatrices, tant dans sur le plan politique qu'économique.

Tout d'abord, Trump et son cabinet se sont fait de plus en plus les défenseurs du nationalisme blanc et chrétien. Pour eux, ce sont les personnes de race et de culture blanches, qui ont fondé le pays et qui doivent donc rester le groupe dominant. Tant pis pour les Noir·es, les Latino·nas, les Asiatiques et les Amérindien·nes, qui représentent 40 % de la population.

Ces idéologues d'extrême droite affirment que les États-Unis ont été fondés comme nation chrétienne – bien que la liberté religieuse soit inscrite dans l'article 1 de la Constitution – et que la question chrétienne est fondamentale pour le pays. Et le christianisme exige le patriarcat, qu'un homme soit à la tête de chaque famille et que chaque famille est composée d'un homme, d'une femme et de leurs enfants : les femmes doivent donc être subordonnées aux hommes. Quant aux personnes LGBTQ, elles sont considérées comme une malédiction.

Ce nationalisme a besoin d'idéaliser les États-Unis, fondés par des conquérants et des colons ayant exterminé et exproprié les peuples autochtones, une nation qui s'est ensuite étendue grâce à des guerres avec le Mexique et l'Espagne.

Les trumpistes manifestent leur admiration pour le maccarthysme et la croisade anticommuniste des années 1950, mais ils veulent à l'avenir aller plus loin.

Trump et ses conseillers ont développé une série de doctrines juridiques sur lesquelles ils fondent leurs actions et qu'ils utilisent pour construire un État autoritaire.

- La première de ces doctrines est celle de l'«originalisme» [textualisme], qui affirme que la Constitution doit être interprétée telle qu'elle était initialement prévue lors de sa publication en 1786. Dans la pratique, cela sert à justifier les interprétations les plus conservatrices de la loi, une couverture pour la soumission de la Cour suprême à Trump.
- La deuxième doctrine soutient l'idée de l'«exécutif unitaire», à savoir que le Président a le contrôle absolu sur l'ensemble du pouvoir exécutif, sur chaque ministère et sur chaque agence fédérale. Dans le passé, les divers ministères étaient censés



avoir une certaine indépendance. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Sur la base de la théorie de l'«exécutif unitaire», plutôt que de proposer des projets de loi au Congrès, Trump gouverne par décrets.

- La troisième doctrine est celle de la «retenue», qui affirme que le Président peut saisir et retenir les fonds votés par le Congrès – lequel est censé contrôler le budget national – afin de décider où et comment dépenser l'argent. Trump s'arroge donc désormais ce pouvoir qui appartient au pouvoir législatif.

- Enfin, la quatrième doctrine est celle des «questions importantes»: les agences gouvernementales ne peuvent pas s'engager dans des activités qui ne sont pas explicitement énoncées dans les lois qui les ont créées. Ainsi, par exemple, la Cour suprême a interdit à l'Agence de protection de l'environnement de mettre en œuvre un plan visant à réduire les émissions de dioxyde de carbone en passant de la production d'électricité à partir du charbon à des sources plus propres comme le gaz naturel, l'éolien et le solaire (ce qu'on appelle le «changement de production»).

Mises ensemble ces doctrines juridiques confèrent à Trump un pouvoir énorme, un pouvoir dictatorial. À cela s'ajoute la décision de la Cour suprême du 1^{er} juillet 2024 selon laquelle les présidents bénéficient d'une immunité absolue pour les actes commis en tant que Président dans le cadre de leurs compétences constitutionnelles fondamentales, d'une immunité présumée pour les actes officiels relevant de leurs responsabilités et d'aucune immunité pour les actes non officiels.

Nous vivons donc désormais sous un régime dictatorial, et c'est contre ce régime que la résistance est engagée.

Avant la réélection de Trump, un groupe d'organisations et d'individus de droite a élaboré un plan détaillé pour son second mandat. Titré *Projet 2025*, il a été publié par la Heritage Foundation, un groupe de réflexion de la droite conservatrice. Plusieurs de ses auteurs – comme Russell Vought, aujourd'hui directeur du Bureau de la gestion et du budget –, occupent des postes clés au sein du gouvernement et mettent ce plan en œuvre.

Six de ses auteurs sont désormais secrétaires d'État et une vingtaine d'autres occupent des postes administratifs élevés.

Si certaines des initiatives prises par Trump découlent des opinions personnelles qu'il a forgées en tant que magnat de l'immobilier et de la construction à la mentalité et aux instincts réactionnaires, le *Projet 2025* lui a permis d'avancer rapidement et avec force dans la mise en œuvre de leur plan.

Trump a réduit les impôts des entreprises et des riches de 4500 milliards de dollars (prévisions pour 2017-2030), ce qui l'a conduit à réduire également les programmes d'aides sociales. Il a ainsi réduit le budget des agences chargées de la santé, du logement et de l'éducation, ainsi que celles des domaines de la science et de l'environnement.

Trump et le Congrès dominé par les républicains ont proposé de supprimer les fonds alloués à l'Affordable Care Act, la police d'assurance maladie publique qui couvre 44 millions d'Américains, ce qui aboutirait à doubler, voire tripler, les coûts pour les bénéficiaires.

De nombreux programmes éducatifs, allant de l'aide à l'école primaire aux bourses et subventions pour les programmes universitaires et postuniversitaires, ont été réduits.

Trump a licencié 300 000 employé·es fédéraux, déchiré leurs conventions collectives et détruit *de facto* leurs syndicats.

Dans une attaque contre la liberté académique, il a tenté de prendre le contrôle de l'enseignement supérieur, y compris dans des universités privées telles que Columbia et Harvard, en suspendant des milliards de dollars de fonds de recherche, en réduisant le nombre d'étudiants étrangers (1,1 million) qui étudient dans les universités américaines (et qui paient généralement la totalité des frais de scolarité).

Alléguant que les universités américaines sont imprégnées d'antisémitisme, Trump a tenté de contrôler le recrutement et les programmes d'études, allant même jusqu'à exiger la suppression de certains départements et programmes. Il a offert des garanties de financement aux universités qui accéderaient à ses demandes, mais plusieurs d'entre elles ont refusé.

Son objectif est de transformer les universités – dont les professeur·es de lettres et de

sciences humaines sont souvent des «liberals», des progressistes ou de gauche - en institutions plus conservatrices.

Trump s'est également attaqué aux médias et au droit constitutionnel de la «liberté d'expression et de la presse». Il a qualifié les médias d'«ennemis du peuple» et a affirmé qu'ils produisaient des «fausses nouvelles».

Insultant les journalistes et leur témoignant de l'hostilité, Trump a interdit à plusieurs organes de presse d'assister aux points presse et aux rendez-vous de la Maison Blanche; parmi ceux-ci: l'Associated Press, Reuters et le *New York Times*. Il a également interdit à certaines occasions la présence de CNN, de *Politico*, du *Guardian*, de la BBC, de BuzzFeed et du *Washington Post*. Lui et son équipe de campagne électorale ont intenté des poursuites judiciaires contre de grands médias tels qu'ABC, CNN et le *Wall Street Journal*.

Il a également supprimé le financement fédéral des organismes publics de radio et de télévision comme National Public Radio et Public Broadcasting System.

De manière concomitante, il utilise son propre réseau social, Truth Social, pour communiquer et il promeut les chaînes de la droite conservatrice comme Fox News, Newsmax TV et One America News Network, qui font sa promotion et celle de sa politique.

La liberté d'expression et la liberté de la presse existent toujours aux États-Unis, mais elles sont soumises à de violentes attaques.

Racisme et sexisme

Toute la politique de Trump est imprégnée de racisme et de sexisme. Ce qu'il fait reflète l'idéologie nationaliste, chrétienne et blanche qui est désormais complètement la sienne. Depuis son entrée en fonction, il a publié plusieurs décrets mettant fin à tous les programmes de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI); ceux-ci étaient destinés à protéger les minorités raciales, les femmes et les personnes LGBT, à garantir l'équité dans le recrutement, la promotion et le traitement des fonctionnaires fédéraux.

Les programmes DEI ont été supprimés de toutes les agences fédérales, ce qui y entraînera un retour de la discrimination raciale et sexuelle. La quasi-totalité des responsables noirs ont été licenciés des postes de direction qu'ils et elles occupaient (y compris des chefs d'agences, des généraux et des

amiraux); l'administration gouvernementale est désormais pratiquement entièrement composée d'hommes blancs, à quelques exceptions près, comme la ministre de la justice Pam Bondi, anciennement avocate personnelle de Trump.

Les licenciements frappant les emplois fédéraux auront un effet très néfaste sur l'emploi des Afro-Américain·es, qui sont en effet surreprésenté·es parmi les employé·es fédéraux. Environ 18,7 % des employé·s fédéraux sont noirs, alors que les Noirs ne représentent que 11 % de la population.

Sous l'ancien président Joe Biden, les États-Unis acceptaient 125 000 réfugié·es par an provenant de pays tels que la République démocratique du Congo, l'Afghanistan, le Venezuela, la Syrie et le Myanmar, touchés par des guerres ou des problèmes sociaux majeurs. Désormais, les États-Unis n'en accepteront que 7 500 et donneront la priorité aux Afrikaners qui, selon de fausses allégations, seraient victimes d'une répression violente systématique. Il ne fait aucun doute que d'autres personnes blanches seront admises à entrer aux États-Unis, tandis que les personnes de couleur seront exclues.

Les raids de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE) ont été parmi les questions les plus controversées et les plus sensibles de cette administration. Les raids de l'ICE, menés par des hommes armés et masqués et ressemblant à des enlèvements, sont souvent violents et entraînent l'arrestation non seulement d'immigrant·es sans papiers, mais parfois aussi de citoyen·nes américain·es.

Beaucoup de ceux qui sont arrêtés vivent et travaillent aux États-Unis depuis des années, voire des décennies. Les agents de l'ICE arrêtent des personnes de tous âges. Par exemple, une adolescente de 13 ans a été arrêtée, une autre, plus âgée, a été arrêtée lors de la cérémonie de remise de son diplôme universitaire, et une enseignante colombienne a été arrêtée dans sa classe devant les parents et les élèves...

L'ICE a expulsé plus de deux millions de sans papiers, soit environ 8 000 par jour (y compris les auto-expulsions). Officiellement, le taux quotidien moyen d'expulsions est d'environ 729 à 759. Ceux qui cèdent à la pression et acceptent l'auto-expulsion

peuvent recevoir 1 000 dollars et un billet d'avion.

Les agents de l'ICE ne sont pas les seuls hommes en uniforme actuellement actifs dans nos rues. Trump a déclaré que les villes dirigées par des maires démocrates étaient gangrenées par la criminalité et la violence, et qu'il allait les nettoyer. Il a ainsi qualifié Chicago de «zone de guerre», d'«enfer» et de «piège mortel». Il a aussi affirmé, de façon mensongère, que Portland était «tout simplement en train de brûler».

Ces accusations ont été utilisées pour justifier la fédéralisation et la mobilisation de la Garde nationale, ainsi que l'envoi de troupes à Washington, Los Angeles, Chicago et Portland. Trump a aussi affirmé que les manifestations pacifiques contre l'ICE nécessitaient la mobilisation de la Garde nationale pour les protéger. En plus de celle-ci, il a parfois envoyé les Marines.

Une transformation de la politique étrangère

Enfin, il convient de noter que Trump a également transformé la politique étrangère américaine. Bien qu'il se présente comme le «président de la paix», nombre de ses déclarations et actions laissent présager une guerre, tandis que d'autres menacent de déstabiliser l'ordre mondial de manière imprévisible.

Avoir rebaptisé le ministère de la défense en «ministère de la guerre» est plus que symbolique. Trump, comme les anciens présidents américains, a continué à fournir des milliards de dollars d'aide militaire à Israël alors que ce dernier menait sa guerre génocidaire contre Gaza.

Trump a commencé son mandat présidentiel en menaçant de s'emparer du Groenland, du Canada et du canal de Panama. Avec son secrétaire à la guerre Pete Hegseth, il a ordonné la destruction de petits bateaux, principalement dans les Caraïbes, qu'ils accusent de transporter de la drogue, une allégation non fondée. À ce jour, ils ont envoyé par le fond 18 bateaux, causant la mort de 70 personnes. Rien ne justifie cela au regard du droit international ou du droit américain ; il s'agit purement et simplement de meurtres en haute mer.

Dans le même temps, en Europe, Trump n'a pas fourni les armes nécessaires à

l'Ukraine pour défendre sa souveraineté, espérant conclure un accord économique avec le dictateur russe Vladimir Poutine.

Sous Trump, le capitalisme néolibéral a commencé à céder la place à un capitalisme d'État, mettant fin au laissez-faire, à la déréglementation et à l'ouverture des marchés, pour se tourner vers l'intervention de l'État dans l'économie. Le signe le plus évident de cette évolution a été l'imposition par Trump de droits de douane sur les pays, grands et petits, afin de façonner les marchés mondiaux et d'augmenter les recettes de plusieurs milliards de dollars. Les États-Unis ont imposé des droits de douane de 32 % à la Chine et d'au moins 35 % au Canada, tandis que le taux général effectif des droits de douane est passé à 20 %.

Trump cherche à faire des États-Unis le leader mondial dans certains secteurs économiques et, pour des raisons de sécurité nationale, il a également commencé à modifier l'économie à l'image de la Russie et de la Chine : en prenant des parts dans plusieurs grandes entreprises américaine, l'État en est devenu pour ainsi dire copropriétaire. Les départements de l'énergie, du commerce et de la défense détiennent désormais des parts importantes dans plusieurs entreprises.

Parmi leurs investissements les plus importants, les États-Unis ont acquis une «action privilégiée» (*golden share*) dans la société sidérurgique US Steel en échange de l'autorisation de son acquisition par la société japonaise Nippon Steel. Trump a également conclu un accord avec Nvidia et Advanced Micro Devices, qui délivrent des licences d'exportation, en échange de 15 % des revenus des entreprises provenant des ventes de puces H20 à la Chine. En outre, les États-Unis détiennent désormais une participation de 10 % dans Intel. De son côté, le Pentagone détient une participation de 15 % dans MP Materials, une société d'extraction de terres rares.

Nous observons ici une tendance vers le capitalisme d'État qui accroît l'implication directe du gouvernement dans l'économie, lui conférant dans certains domaines un rôle de premier plan. Tout cela renforce le pouvoir économique du gouvernement et consolide le régime autoritaire de Trump.

Enfin, au cours des dernières semaines,

Trump a profité de la crise budgétaire et du *shut down* – qui dure depuis 38 jours (à la date de rédaction de cet article) – pour mettre fin au financement des programmes alimentaires qui touchent des dizaines de millions de personnes.

Un million de fonctionnaires fédéraux mis en congé n'ont toujours pas été payés, tandis que d'autres travaillent sans salaire et ne seront pas payés avant la fin de cette crise.

Trump a déclaré que le *shut down* lui offrait l'occasion de mettre fin aux «programmes démocrates que nous voulons supprimer ou que nous n'avons jamais voulu voir se réaliser». Par «programmes démocrates», il entend les programmes d'aide sociale qui fournissent de la nourriture et une éducation aux personnes à faibles revenus. Il a suspendu le financement du programme d'aide alimentaire supplémentaire (SNAP), également connu sous le nom de «coupons alimentaires», qui fournit de la nourriture à 42 millions de personnes à faibles revenus ou sans revenus, soit 12,5 % des Américain-es¹. La plupart des bénéficiaires sont des enfants, des personnes âgées ou des personnes handicapées.

Ainsi, face au racisme et au sexisme de Trump, à sa xénophobie et à son indifférence

face au changement climatique, mais surtout à la cruauté dont lui et son cabinet font preuve, des millions d'Américains se sont soulevés pour protester.

Jusqu'à présent, les manifestations ont pris trois formes principales: de grandes marches pacifiques, des actions militantes locales frôlant la rébellion et le virage à gauche des électeurs, qui votent pour les démocrates et, dans certains cas, pour les démocrates progressistes.

Les manifestations contre Trump

Trump a fait campagne sur la base d'un programme visant à résoudre les problèmes économiques de la majorité de la population, c'est-à-dire des classes moyennes et populaires américaines. Pourtant, des sondages récents révèlent que 75 % de la population estime que les prix augmentent. Les gens se plaignent principalement de la hausse des coûts du logement et de l'alimentation, et par conséquent, ils sont nombreux – y compris dans la base de la classe moyenne de Trump – à être déçus. Selon les derniers sondages, seuls 39 % approuvent Trump, 57 % le désapprouvent et 4 % se disent indécis. La désillusion générale, le sentiment que la vie est tout simplement devenue trop difficile, constituent le contexte et en partie la base de la montée de la résistance.

1. New York compte 100 000 enfants issus de familles sans abri.



On peut dire que la résistance a commencé le 21 janvier 2017 avec la Marche des femmes, aux lendemains de la première investiture de Trump.

Teresa Shook a été la première à suggérer cette manifestation sur Facebook. L'idée s'est rapidement répandue et des groupes organisateurs se sont rapidement développés : l'objectif était d'«envoyer un message fort à notre nouvelle administration dès son premier jour au pouvoir, et au monde entier, pour rappeler que les droits des femmes sont des droits humains». En réalité, la protestation était tournée non seulement contre le sexisme et la misogynie de Trump, mais aussi contre tout ce qu'il représentait.

Entre trois et cinq millions de personnes se sont alors rassemblées à Washington pour dénoncer l'élection de Trump. De nombreuses femmes avaient tricoté et portaient des *pussyhats* roses, un nom plutôt osé, comme réponse féministe à la déclaration de Trump où il avait affirmé que lorsqu'il était attiré par les femmes, il les «attrapait par la chatte (*pussy*)». Eh bien, maintenant, la chatte allait riposter.

Les journalistes avaient noté que, même si la foule était majoritairement blanche, des groupes importants de Noir·es et de Latino·nas y participaient également ; la presse avait également relevé que si la manifestation était principalement composée de femmes, il y avait environ 25 % d'hommes.

Ce fut à l'époque la plus grande manifestation en une seule journée de l'histoire des États-Unis. Il y a eu 400 autres manifestations de ce type à travers les États-Unis et davantage dans d'autres pays. La Marche des femmes est devenue une organisation permanente qui a organisé d'autres manifestations.

La deuxième grande manifestation a eu lieu au cours des premières années du premier mandat de Trump. Le 22 février 2017, alors qu'on célébrait le Presidents Day («La journée des Présidents»), des milliers d'opposant·es à Trump ont organisé le «Not My President Day» («La journée "Ce n'est pas mon président"») dans différentes villes pour proclamer que Trump ne représentait ni leur politique ni leurs valeurs.

D'autres manifestations du même type, ainsi que diverses initiatives, grandes et petites, se sont poursuivies tout au long du

premier mandat de Trump. L'espoir reposait alors sur l'élection de Joe Biden à la présidence et la fin du régime Trump. Le programme de Biden consistait en un retour partiel au keynésianisme et aux programmes gouvernementaux du passé, dans la continuité du néolibéralisme.

Malgré la mise en œuvre par Biden de certaines mesures rappelant les époques précédentes, la pandémie de Covid a entraîné une crise économique, suivie d'une inflation post-pandémique, et lui et les démocrates n'ont pas su reconnaître à quel point la gravité des problèmes économiques conduisait l'électorat à perdre confiance en eux. La déception à l'égard des démocrates s'est accrue et Trump s'est présenté à nouveau comme le sauveur, promettant de mettre fin aux guerres étrangères, de créer la plus grande économie du monde et de rassembler le pays derrière lui.

Depuis le début de son second mandat, les manifestations se succèdent tous les deux mois. Il y a des rassemblements dans des centaines de villes, villages et hameaux du pays, chaque manifestation étant plus importante que la précédente. Ce furent d'abord des centaines de milliers de personnes qui se rassemblaient puis ce furent des millions au cours de l'été.

Dans les métropoles comme New York, Chicago et Los Angeles, des centaines de milliers de personnes ont envahi les rues, formant un véritable fleuve humain. La première de ces manifestations a été la Marche du peuple, qui s'est tenue le 18 janvier 2025, deux jours avant la deuxième investiture de Trump. Elle a été organisée par des ONG traditionnelles qui défendent les femmes, les droits civils et l'environnement : la Marche des femmes, Abortion Rights Now, le Sierra Club, Planned Parenthood, l'American Civil Liberties Union (ACLU) et le National Women's Law Center.

La Marche du peuple n'était pas centrée sur Trump, elle mettait plutôt en avant les questions relatives aux droits des femmes et des LGBT, à la justice raciale et à l'immigration, au militarisme et au changement climatique. De telles marches ont eu lieu à Washington et dans plusieurs autres villes.

La grande manifestation suivante a eu lieu le 5 février 2025. L'organisation qui l'a mise sur pied et la manifestation elle-même ont pris le nom de «50501», un nombre qui

signifie «50 manifestations dans 50 États, en une seule journée». Contrairement à d'autres manifestations, il ne s'agissait pas d'une coalition d'ONG, mais d'une initiative souvent organisée et dirigée par des bénévoles et des réseaux locaux d'activistes. La plupart de ces manifestations se sont déroulées devant les bâtiments du Capitole des États. D'autres rassemblements ont également eu lieu dans d'autres villes.

Les manifestations visaient principalement le milliardaire Elon Musk, que Trump avait fait entrer au gouvernement pour diriger le Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE), lequel qui a semé le chaos en fermant des départements, en annulant des programmes et en licenciant des dizaines de milliers de travailleurs.

C'est en quelque sorte cette manifestation organisée par la base qui a déclenché les gigantesques manifestations qui ont suivi. Le mouvement 50501 a également été le principal organisateur de la manifestation «Not My President Day» (Ce n'est pas mon président) qui s'est tenue le jour férié national, le Presidents Day, le 17 février 2025.

Au printemps, la résistance exprimée par ces manifestations massives s'est rapidement intensifiée. Les dirigeants et les élus du Parti démocrate semblaient pathétiques, n'opposant aucune résistance à Trump. Et maintenant qu'il était au pouvoir depuis quatre mois, les gens commençaient à prendre la mesure de son administration et du décalage entre ses promesses de campagne et la réalité de ses politiques.

Le 15 avril 2025, les manifestations Hands Off («Bas les pattes») contre Trump et Musk ont eu lieu dans 1 300 lieux répartis dans les 50 États et ont marqué un tournant. Des millions de personnes y ont participé. Elles ont appelé le gouvernement à ne pas toucher «à notre démocratie, à nos droits, à notre environnement, à nos emplois et à nos revenus, à nos programmes de protection sociale, à nos corps, à nos immigrants, à nos syndicats». Des enfants portaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire: «Hands Off My Future» («Bas les pattes devant mon avenir»).

C'est Indivisible, une organisation du Parti démocrate qui a été la principale organisatrice de Hands Off, qui a rassemblé l'AFL-CIO, la plus grande confédération syndicale du pays, l'American Federation of Teachers

(AFT, Fédération américaine des enseignants) et 150 autres organisations.

Il ne fait guère de doute que les démocrates, l'AFL-CIO, l'AFT, la plupart des autres groupes organisateurs et les millions de personnes qui ont participé à ces défilés politiques avaient les yeux rivés sur les élections du 3 novembre 2026, dans l'espoir que les démocrates l'emporteraient, reprendraient la Chambre des représentants et prépareraient le terrain pour évincer Trump en 2028.

La plupart des participants à ces manifestations sont des démocrates et voteront pour les démocrates lors des prochaines élections. Pourtant, ces manifestations ont pris le caractère d'un mouvement social, et il n'est pas certain que des groupes comme Indivisible seront en mesure de déterminer le cours du mouvement, un mouvement de personnes qui, bien que démocrates, en ont assez de la direction du Parti démocrate.

La grande étape suivante a été le premier «No Kings Day» (Journée sans rois). Une banderole commune disait: «No Kings since 1776» («Pas de rois depuis 1776»); 1776 étant l'année du début de la révolution américaine contre les Britanniques. Quelque cinq millions de personnes ont participé aux manifestations du «No Kings Day» le 14 juin 2025, dans les grandes et petites villes des 50 États; c'est à ce jour la plus importante des manifestations nationales.

Dans une ambiance festive mais rebelle, accompagnés de fanfares et de tambours, les manifestants ont scandé des slogans, chanté des chansons et brandi des pancartes dénonçant les attaques du président Donald Trump contre la santé, les programmes alimentaires pour les enfants et les personnes âgées ou encore contre les attaques contre l'éducation et la science. Certaines banderoles proclamaient «Combattons l'oligarchie», d'autres «Non aux rois, non aux milliardaires». Plus nombreuses que lors des manifestations précédentes, les pancartes appelaient à «combattre le fascisme!». Toutes les manifestations étaient marquées par une forte présence de drapeaux américains et de slogans exprimant le désir d'une rédemption nationale. À New York, où j'ai participé à la manifestation, les gens scandaient: «À qui appartient ce pays? À nous!»

Le 18 octobre dernier, ce sont des millions de personnes qui ont participé à la

deuxième édition de «No Kings» dans 2 600 villes des 50 États. Comme la précédente manifestation No Kings, celle-ci a été organisée par une coalition de 200 groupes, dont les plus importants sont des groupes du Parti démocrate tels que Indivisible et MoveOn, des ONG telles que Public Citizen et l'American Civil Liberties Union, et le réseau militant 50501.

Peu avant cette manifestation, l'acteur Robert De Niro a réalisé une [vidéo](#) exhortant les gens à se joindre à l'action où il déclarait :

La première manifestation No Kings a eu lieu il y a 250 ans. Les Américains ont décidé qu'ils ne voulaient pas vivre sous le règne du roi George III. [...] Aujourd'hui, nous avons un aspirant roi qui veut nous priver de cette liberté: le roi Donald I^{er}. Allez vous faire foutre.

Au moins sept millions d'entre nous ont défilé et se sont rassemblés à travers les États-Unis, ce qui en fait la plus grande manifestation de notre histoire. Quant à moi, j'ai défilé à New York dans un cortège syndical de 100 000 personnes.

Contre quoi protestions-nous ?

D'après les pancartes, les slogans et les commentaires, les gens sont en colère contre les raids cruels et violents de l'ICE, contre le déploiement par Trump de la Garde nationale et d'unités militaires dans plusieurs villes, contre le licenciement de centaines de milliers de fonctionnaires fédéraux, contre les attaques contre les programmes de santé, d'éducation et de logement, contre la suppression de la liberté d'expression et de la liberté académique, et contre le racisme des politiques, telles que les changements apportés par Trump au programme d'accueil des réfugiés afin de favoriser les Blancs.

Hollywood fait partie du mouvement. L'acteur Jeff Bridges, invité de l'émission de Jimmy Kimmel, a déclaré : «Chassons l'ICE² de nos rues et mettons-la dans nos boissons.» L'actrice Glenn Close a partagé une photo d'elle-même sur [Instagram](#) avec une pancarte sur laquelle on pouvait lire : «Pas d'oligarques, pas de dictateurs, pas de despotes, pas d'autocrates, pas de rois!» Quant à l'acteur et producteur Gabriel Luna, il a déclaré

au journal *Variety*, spécialisé dans l'industrie cinématographique :

Abolissons-la. Abolissons l'ICE. C'est un terrible gaspillage de ressources. Ces ressources pourraient être canalisées vers des moyens plus efficaces de traiter cette question de l'immigration dont ils disent que nous sommes confrontés. Les quinze gars qui attendent un emploi à 5 heures du matin sur le parking de Home Depot ne sont pas ceux dont nous devons nous préoccuper, mais ce sont eux qui sont arrêtés.

Pendant des décennies, la gauche de notre pays a rejeté le drapeau américain, le considérant comme un symbole du racisme intérieur et des guerres menées par les États-Unis contre le Vietnam, l'Irak et l'Afghanistan. Mais aujourd'hui, de nombreux manifestants brandissent ce drapeau et revendiquent le retour de l'Amérique pour la démocratie et la justice sociale. Un manifestant portait une pancarte sur laquelle on pouvait lire «Make America America Again» (Que l'Amérique soit à nouveau l'Amérique) et une liste de ce qu'il considérait comme étant les valeurs américaines : la liberté d'expression, la science, la liberté de la presse, l'État de droit, la démocratie, le libre choix (c'est-à-dire le droit des femmes à choisir l'avortement), la régularité des procédures et la diversité.

Si les marches ont été formidables, elles n'ont pourtant pas reflété la diversité raciale et ethnique du pays. Les Noirs y ont été sous-représentés. En raison du racisme blanc, l'unité entre Noirs et Blancs a toujours été difficile. Mais désormais, dans leurs podcasts et leurs vidéos, des influenceurs noirs découragent la population noire de participer aux manifestations en suggérant que la population noire avait déjà fait sa part avec le mouvement des droits civiques des années 1950 et 1960 et, plus récemment, avec Black Lives Matter auxquelles 15 à 20 millions de personnes avaient participé. D'autres influenceurs suggèrent également que si elle participait à la protestation, la population noire serait la première victime de la répression. D'autres encore affirment que les manifestations ne servent à rien. On peut se demander qui, au sein du gouvernement ou de l'extrême droite, influence certains de ces experts.

2. NdT. ICE : glace.



La participation des Latino·nas a également été faible, peut-être parce que beaucoup d'entre eux ont désormais peur d'aller au travail, à l'école ou à l'épicerie, et encore plus de participer à une manifestation politique, car l'ICE est partout.

Quoi qu'il en soit, les progressistes doivent encourager les Noir·es et les Latino·nas à se joindre aux défilés et à faire valoir leurs propres revendications.

En dix mois, les manifestants ont clarifié ce qu'ils veulent et ce que nous voulons. Ils veulent reprendre leur pays à Trump, ils ne veulent ni dictateurs ni milliardaires. Ils savent aussi qu'ils luttent contre le fascisme, qui, s'il n'est pas encore là, pourrait bien être à nos portes. L'ampleur considérable des manifestations témoigne de l'énorme opposition à Trump, et défiler entourés d'autres personnes qui partagent nos sentiments est une expression de solidarité qui nous a donné du courage et de l'optimisme.

Des manifestations locales à la limite de la rébellion

À Portland, dans l'Oregon, où une petite douzaine de personnes défilait devant un centre de l'ICE, Trump a faussement déclaré que la ville «brûlait», qu'elle était «ravagée par la guerre» et attaquée par des «terroristes nationaux». Les Portlandais·es ont réagi de manière humoristique en enfilant des costumes gonflables d'animaux et en dansant dans les rues et devant les locaux de l'ICE. Les habitants d'autres villes ont eux aussi adopté les costumes gonflables et les ont portés lors des marches massives.

De son côté, l'État de l'Oregon et la ville de Portland ont saisi la justice et obtenu une injonction pour empêcher le déploiement de la Garde nationale dans la ville.

Alors que les manifestations pacifiques de masse se poursuivaient, ici et là certains se sont tournés vers un activisme frôlant parfois la rébellion.

En juin à Los Angeles et en septembre à Chicago, deux villes comptant d'importantes communautés latino-américaines, les manifestant·es ont commencé à affronter les agents de l'ICE engagés dans des raids contre les immigrant·es et à prendre des mesures pour tenter d'y mettre fin. Il s'agissait le plus souvent d'actions pacifiques, comme le fait de donner des coups de sifflet lorsque

les agents de l'ICE entraient dans une communauté où des sans-papiers pouvaient être en danger.

À d'autres moments, les manifestant·es ont bloqué les rues avec leurs corps ou leurs voitures. Il fallait faire attention à ne pas être accusés d'entrave aux agents de l'ICE, une accusation pouvant entraîner un an de prison ; et faire attention à ne pas les frapper, ce qui peut entraîner vingt ans de prison.

Dans les villes et les États où l'ICE était déployée, les gouvernements locaux ont demandé et souvent obtenu des injonctions temporaires qui ont ralenti les opérations de l'ICE.

À Los Angeles, une ville comptant neuf millions d'habitants, dont un tiers sont des immigrant·es et 800 000, soit 7,1 %, sont sans papiers, l'opposition aux raids de l'ICE est naturellement forte. Les Angelenos ont pu voir leurs familles, leurs amis, leurs collègues de travail et leurs voisins être kidnappés dans la rue par l'ICE. C'est une ville dont la population est largement progressiste et dont une grande partie soutient les immigrants. L'ICE étant devenue plus violente à Los Angeles que partout ailleurs – utilisant des grenades assourdissantes, des gaz lacrymogènes et des sprays au poivre, frappant les personnes placées en détention et tirant avec des armes à feu –, il n'est donc pas surprenant que les confrontations entre les agents de l'ICE et la communauté soient devenus plus tendues.

Lorsque l'ICE a mené des raids dans la région de Los Angeles, le 6 juin, des dizaines de personnes se sont rassemblées pour tenter de l'empêcher d'agir et de protéger les immigrants. Plus tard dans l'après-midi, des centaines de personnes se sont rassemblées devant le bâtiment fédéral de Los Angeles pour exiger la fin des raids dans la ville. Lorsque les manifestants ont hué la police, des agents en tenue antiémeute sont apparus et ont tiré des coups de fusil et lancé des gaz lacrymogènes sur la foule.

Le lendemain, dans la ville voisine de Paramount, où circulait la rumeur – fausse comme il s'est avéré – d'une descente dans un magasin de bricolage Home Depot, une foule s'est rassemblée et la police a de nouveau utilisé des gaz lacrymogènes. À Compton, où une descente a eu lieu, des manifestants ont vandalisé des bâtiments et incendié une voiture, lancé des pierres, des bouteilles

et tiré des feux d'artifice sur la police, qui a riposté avec des grenades assourdissantes, des gaz et des balles en caoutchouc.

Malgré les objections du gouverneur de Californie Gavin Newsome et de la maire de Los Angeles Karen Bass, tous deux démocrates, Trump a alors envoyé la Garde nationale, qui est arrivée le 8 juin. C'est la première fois depuis des décennies que la Garde nationale d'un État est mobilisée sans la demande de son gouverneur. Les gouverneurs démocrates de 22 États ont qualifié l'envoi de la Garde par Trump d'«abus de pouvoir alarmant». En réponse, les manifestants ont défilé dans les rues de Los Angeles et, face à la police et à la Garde nationale, ont bloqué l'autoroute 101. Certains ont jeté des objets lourds depuis les ponts sur les voitures de police.

Au total, Trump a déployé 4 000 gardes nationaux et 700 marines en affirmant qu'il avait dû agir ainsi en raison d'une rébellion à Los Angeles, ce que le gouverneur et la maire ont nié. Mais en réalité, il s'agissait d'une rébellion, certes mineure et très localisée.

Depuis lors, les manifestations contre l'ICE n'ont pas cessé et se sont poursuivies tout au long du printemps, de l'été et de l'automne. Le 4 novembre, 200 élèves du lycée de Venice (Californie) ont quitté leurs cours et organisé une marche de protestation contre la politique d'immigration de Trump.

Manifestations à Chicago

Les événements à Chicago ont commencé après que Trump ait annoncé qu'il envoyait l'ICE et la Garde nationale à Chicago, contre la volonté du gouverneur J.B. Pritzker, du maire Brandon Johnson et de la population de Chicago.

La marche pacifique a été interrompue lorsqu'une voiture rouge a foncé sur la manifestation, blessant une femme qui a dû être transportée à l'hôpital. D'autres manifestations ont eu lieu à proximité d'une base de la marine américaine à North Chicago, qui servait de zone de rassemblement pour l'ICE et la Garde nationale.

En septembre, à Chicago, l'ICE a mené l'opération «Midway Blitz»: Midway est le nom d'un aéroport local et «Blitz» est le terme nazi qui désigne une attaque éclair.

Les manifestations dans la région de Chicago se sont concentrées sur le centre de

détention de Broadview, où l'ICE emmène les immigrants arrêtés. L'ICE a déclaré que l'opération visait à rendre hommage à Kate Abrams, une femme tuée par un sans papiers qui conduisait en état d'ivresse. Tricia McLaughlin, la secrétaire adjointe a déclaré que Katie Abraham avait été tuée «par un criminel étranger en situation irrégulière qui n'aurait jamais dû se trouver dans notre pays. Cette opération ciblera les pires criminels étrangers en situation irrégulière à Chicago». L'ICE a affirmé qu'il s'agissait de traquer les meurtriers, les violeurs, «les pires des pires». Mais la plupart des personnes arrêtées étaient des travailleurs, dont presque aucun n'avait de casier judiciaire.

Si l'ICE a été déployé dans tout Chicago, elle l'a été en particulier dans les communautés latino-américaines. Elle a procédé à plus de 1 000 arrestations entre le 8 septembre et le 3 octobre. Dans le même temps, des centaines de manifestant·es se sont régulièrement rassemblé·es devant les locaux de l'ICE à Broadview.

Les affrontements à Chicago se sont poursuivis pendant des semaines, les agents de l'ICE se comportant comme des voyous, provoquant des violences, tirant des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc. Katrina Thompson, la maire de Broadview, a déclaré : «L'ICE fait la guerre à ma communauté.»

Dans d'autres quartiers de Chicago, des agents de l'ICE ont arrêté et menotté des citoyens américains sans mandat. Les militants ont utilisé leurs voitures pour tenter de bloquer les rues et les portes du centre afin d'empêcher les arrestations, et certains ont été arrêtés.

Si les manifestations de Los Angeles et Chicago ont été les plus militantes et pourraient être qualifiées de mini-rébellions contre les autorités fédérales, d'autres manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes (Chicago, New York, Los Angeles, Atlanta, Philadelphie, Seattle, Austin, Boston, Washington, San Antonio, etc.).

Certaines de ces manifestations ont éclaté spontanément lorsque des habitants se sont précipités hors de chez eux pour affronter l'ICE qui opérait dans leur quartier. D'autres ont été organisées par des organisations locales d'immigrants latino-américains, par des groupes de défense des droits civiques ou

par des Églises. À certains endroits, les manifestants ont installé des campements près des installations de l'ICE ou ont opéré à partir d'une église locale ou d'un centre communautaire. Les gouvernements des États et les autorités municipales ont souvent pris la défense des manifestants.

Au centre de détention de l'ICE d'Alvarado (Texas), les choses ont pris une tournure violente lorsque dix manifestants, vêtus de noir et portant prétendument des gilets pare-balles, ont été accusés d'avoir attiré des agents de l'ICE dans une embuscade, puis de les avoir attaqués avec des fusils, tirant plusieurs coups de feu et touchant un policier au cou. Ils ont été accusés d'être membres d'Antifa, qualifiés de terroristes nationaux et inculpés de tentative de meurtre, risquant une peine allant de dix ans à la perpétuité. Cet événement est cependant un cas isolé, une exception à la règle générale selon laquelle les manifestations ont été pacifiques, même si elles ont parfois été militantes et perturbatrices. À ce stade, rien n'indique que les attaques armées vont devenir une tendance. Y avait-il des *agents provocateurs* derrière cette action ?

Ce type d'affrontements est la raison pour laquelle certains historiens, politologues et journalistes parlent d'une guerre civile qui se profile aux États-Unis.

Outre ce type de résistance active dans les mouvements de masse et les soulèvements locaux, il y a aussi la résistance des présidents d'université qui refusent de se plier aux exigences de Trump, ainsi que celle des cabinets d'avocats et des avocats progressistes qui non seulement intentent des poursuites contre l'administration Trump, mais refusent également de se laisser réduire au silence. Jane Fonda a ainsi relancé l'organisation de son père, Henry Fonda, le [Comité pour le premier amendement](#), fondé à l'origine en 1947 pendant l'ère McCarthy pour défendre la liberté d'expression, résister à la censure et lutter pour les droits des artistes.

Sur le front électoral

La plupart des Américains qui s'opposent à Trump, ceux qui manifestent et ceux qui ne le font pas, placent leurs espoirs dans la fin de son régime par le biais des élections.

Aux États-Unis, les partis tiers peuvent remporter certains postes au niveau des États et au niveau local, mais ils ne jouent aucun rôle dans les élections nationales, même si certains sont élus en tant qu'indépendants sans affiliation partisane.

Lors des élections nationales du 4 novembre, les premières depuis le début du second mandat de Trump, le Parti républicain a subi une défaite cuisante, les démocrates remportant non seulement plusieurs scrutins importants, mais aussi certains scrutins mineurs. Les résultats suggèrent un rejet de Trump qui sera mis à l'épreuve lors des élections de mi-mandat de novembre 2026 et qui pourrait faire basculer le Congrès vers une majorité démocrate.

À New York, le jour des élections, le 4 novembre, Zohran Mamdani, un député de 34 ans d'origine indienne, immigrant musulman et socialiste démocrate, a remporté les élections municipales en battant l'ancien gouverneur de l'État de New York, Andrew Cuomo.

Il a remporté la moitié des 2 millions de voix exprimées. Il sera le premier musulman et le premier socialiste à gouverner la ville.

Mamdani est né en Ouganda de parents d'origine indienne et a été élevé dans la religion musulmane. Il a grandi à New York, où son père Mahmood Mamdani était

professeur d'études africaines à l'université Columbia et sa mère Mira Nair une célèbre cinéaste. Zohran est diplômé du lycée public Bronx High School of Science et a fréquenté le Bowdoin College, une université privée où il a été militant sur le campus. Il a obtenu un diplôme en études africaines.

Installé à New York, il a, en 2017, rejoint les Democratic Socialists of America (DSA), le plus grand groupe de gauche du pays, qui comptait alors environ 100 000 membres. Élu à l'Assemblée de New York en 2020, il a contribué au lancement d'un programme pilote de bus gratuits. Ayant appris que l'augmentation du prix des licences de taxi avait conduit certains chauffeurs de taxi new-yorkais à la faillite et que neuf d'entre eux s'étaient suicidés, il s'est alors joint à eux pour une grève de la faim de quinze jours. Cette protestation a conduit le conseil municipal de New York à accorder un allègement de la dette aux chauffeurs.

L'élection était une triangulaire. À New York, le Parti républicain est insignifiant, de sorte que la première étape de la compétition s'est déroulée lors des primaires démocrates, où Mamdani a dû battre l'ancien gouverneur. Le maire sortant, Eric Adams, avait été inculpé par la justice fédérale pour corruption et irrégularités dans le financement



de sa campagne. Trump avait ordonné au ministère de la justice de rejeter ces accusations, étant entendu qu'Adams coopérerait avec les raids de l'ICE à New York. Adams avait accepté l'accord, ce qui a provoqué le rejet des New-Yorkais et ne lui permettait pas de se présenter pour un second mandat avec un espoir de gagner.

Quant à Cuomo, il avait été contraint à la démission de son poste de gouverneur de l'État de New York après avoir été accusé de harcèlement sexuel et d'avoir dissimulé le décès de personnes âgées dans des établissements d'hébergement pour personnes âgées pendant la pandémie de Covid. Il pensait néanmoins pouvoir remporter l'élection grâce au soutien de l'élite financière et immobilière de New York. Mamdani l'a battu lors des primaires démocrates, avec 469 642 voix (43,82 %) contre 387 137 voix (36,12 %). Cuomo a alors décidé de se présenter comme indépendant.

Mamdani a mené une campagne axée sur le gel des loyers, la gratuité des transports publics et des services de garde d'enfants. Et bien que cela n'ait pas été un thème central de sa campagne, il a clairement indiqué qu'il soutenait les droits des Palestiniens, qu'il ne pouvait pas soutenir Israël en tant qu'État religieux et qu'il promettait d'arrêter Benjamin Netanyahu pour crimes de guerre s'il venait à New York.

Comme l'a écrit Peter Beinart dans *Jewish Currents*, la publication de Jewish Voice for Peace, «en rassemblant les antisionistes et les sionistes libéraux, Mamdani a forgé une coalition qui permet aux Américains qui ne partagent pas la même vision ultime pour la Palestine et Israël de travailler ensemble pour mettre fin au soutien inconditionnel des États-Unis à Israël». Bien que ses adversaires l'aient qualifié d'antisémite et suggéré qu'il était lié au Hamas, il a tout de même recueilli un tiers des voix juives, notamment parmi les jeunes qui voulaient mettre fin à la guerre à Gaza. Il a obtenu un large soutien de la part des jeunes électeurs, des locataires, des membres des syndicats et des électeurs noirs et latino-américains.

Avec l'aide du DSA, Mamdani a organisé une campagne massive mobilisant 100 000 partisans qui ont fait du porte-à-porte et passé des appels téléphoniques. Il a promis de rendre la ville plus abordable en gelant les

loyers, en rendant gratuit les bus et les services de garde d'enfants. Il s'est également présenté comme un maire qui défendrait les New-Yorkais contre Donald Trump. Il a recueilli un soutien massif parmi les jeunes, les locataires et les habitants des quartiers populaires et de la classe moyenne.

La victoire de Mamdani est une défaite pour Donald Trump et son Parti républicain, d'autant plus qu'elle s'ajoute à plusieurs autres victoires démocrates. En même temps, c'est une victoire de l'aile progressiste du Parti démocrate et une victoire pour les Democratic Socialists of America.

Dans son discours de victoire, Mamdani a déclaré qu'en tant que maire, il mettrait «fin à la culture de corruption qui a permis à des milliardaires comme Trump d'échapper aux impôts et de profiter des allègements fiscaux». S'adressant directement au président, il a déclaré :

New York restera une ville d'immigrants : une ville construite par des immigrants, animée par des immigrants et, à partir de ce soir, dirigée par un immigrant. Alors, écoutez-moi bien, président Trump, quand je vous dis ceci : pour nous atteindre, vous devrez passer par nous tous.

Le 4 novembre, les républicains ont essuyé des défaites dans tout le pays. En Virginie, l'ancienne représentante démocrate Abigail Spanberger a battu la lieutenant-gouverneure républicaine Winsome Earle-Sears avec 51,2 % des voix contre 42,6 %, devenant ainsi gouverneure. Dans le New Jersey, la représentante démocrate Mikie Sherrill a battu le candidat de Donald Trump, Jack Ciattarelli, ancien élu de l'État, remportant ainsi le poste de gouverneur.

Les vainqueurs démocrates sont connus comme des «démocrates de la sécurité nationale», c'est-à-dire qu'ils ne sont pas des «faucons», mais des partisans d'une armée forte et du recours au *soft power* et partisan de l'aide étrangère. Abigail Spanberger est une ancienne agente de renseignement de la CIA et Mikie Sherrill est une ancienne officière de la marine. Elles pourraient toutes les deux être qualifiées de démocrates modérées ou traditionnelles et ne sont certainement pas progressistes. Néanmoins, en tant que démocrates, elles s'opposent fermement à Donald Trump et aux républicains. En

ce sens, leur élection a été une victoire pour l'opposition.

En Californie, le gouverneur Gavin Newsom et les démocrates ont réussi à faire passer un référendum sur la proposition 50 qui leur permet de redessiner les circonscriptions électorales afin d'obtenir plus de sièges au Congrès. Ils ont remporté 64 % des voix contre 36 %, une victoire éclatante pour les démocrates. La proposition 50 était une réponse à une mesure prise au Texas visant à redessiner les circonscriptions électorales au profit des républicains. Newsom est désormais l'un des principaux candidats à la présidence contre Trump en 2028.

L'extrême gauche, ceux qui se définissent comme des « socialistes révolutionnaires », tels que les groupes Solidarity et Tempest, ont refusé de soutenir Mamdani parce qu'il est membre du Parti démocrate, un parti capitaliste. Ils ont plutôt appelé à la création de mouvements de masse pour contester Trump et les deux grands partis. Cependant, la plupart des progressistes américains comptent sur une combinaison de manifestations telles que les journées « No Kings » et l'élection des démocrates pour arrêter Trump.

La victoire de Mamdani est une victoire pour la résistance et lui donne un nouvel élan

Cette élection municipale a vu une augmentation impressionnante du taux de participation (84 %) par rapport à 2021. La ville, qui compte aujourd'hui 5,1 millions d'électeurs inscrits, n'avait pas vu 2 millions d'électeurs se déplacer depuis 1969. Un taux de participation énorme, mais toujours inférieur à la moitié des électeurs éligibles, ce qui est typique de la plupart des élections américaines.

Lorsqu'il deviendra maire le 1^{er} janvier 2026, Mamdani sera confronté à d'énormes défis. On ne peut ignorer que, ses adversaires l'ayant qualifié de dangereux antisémite, de partisan du Hamas et de terroriste, il pourrait devenir la cible de violences, voire d'un assassinat politique. L'année dernière, trois assassinats politiques ont eu lieu aux États-Unis et deux tentatives d'assassinat ont visé le président Trump.

New York est le centre du capitalisme américain et Mamdani devra faire face à une forte opposition de la part de l'élite financière

et immobilière de la ville. Pour financer son programme de plusieurs milliards de dollars prévoyant le gel des loyers, la gratuité des bus et la gratuité universelle des services de garde d'enfants, il devra persuader le gouverneur de l'État de soutenir ses objectifs et convaincre le législateur de fournir le budget nécessaire, ce qui représente un défi de taille.

De plus, Trump a laissé entendre qu'il empêcherait Mamdani de mener à bien son projet et qu'il punirait les New-Yorkais pour avoir élu un socialiste. Et il a le pouvoir de le faire. Il peut retenir les fonds destinés à la ville. Il peut envoyer l'ICE et la Garde nationale dans la ville.

Tout cela constitue un défi pour Mamdani et pour DSA. DSA compte environ 11 000 membres à New York, dont environ 10 % sont des membres actifs, même si davantage se sont mobilisés dans le cadre de la campagne de Mamdani. L'organisation s'est concentrée sur la politique électorale, mais elle compte également un groupe qui organise les locataires, certains membres travaillant sur la question de l'immigration, des femmes engagées dans la lutte pour le droit à l'avortement, et beaucoup sont actifs dans leurs syndicats. Les membres de DSA ont sans aucun doute participé aux marches, mais sans présence organisationnelle significative. Mamdani devra mobiliser les membres de DSA et beaucoup d'autres pour construire un mouvement qui lutte pour son programme. Nous devons essayer d'aider Mamdani à être aussi efficace que possible aussi longtemps que possible. Mais il sera d'autant plus efficace que le mouvement qui le soutient sera efficace.

L'avenir du Parti démocrate

Les démocrates auront du mal à remporter les prochaines élections, car les républicains continuent de radier des électeurs des listes électorales et de redécouper les circonscriptions électorales afin d'obtenir davantage de représentants à la Chambre. La stratégie des républicains consiste à multiplier les circonscriptions électorales qu'ils contrôlent, et les démocrates ont réagi de la même manière, mais ils ne contrôlent pas autant d'États et, jusqu'à présent, seule la Californie crée de nouvelles circonscriptions.

Peut-on s'attendre à ce que la victoire de Mamdani change l'orientation du Parti démocrate? Il ne fait aucun doute que son étonnante victoire suscite un énorme enthousiasme et qu'il y aura des tentatives pour changer l'orientation du Parti démocrate. Mais celui-ci semble désespérément déconnecté du peuple américain et il n'est pas certain qu'il puisse changer, car sa fonction principale est de représenter les intérêts de certaines sections de la classe capitaliste et non de parler au nom du peuple. Rappelons qu'en 2016, la campagne présidentielle de Bernie Sanders, dont le programme abordait les questions relatives à la classe travailleuse, a été écrasée par la direction du Parti démocrate, tandis qu'en 2020, il a estimé qu'il devait abandonner et soutenir Joe Biden.

Comment pourrait-on changer les démocrates? On entend parfois des militants de gauche dire que «le Parti démocrate est mort», mais c'est absurde. Les démocrates ont 23 gouverneurs d'État, contre 27 pour les républicains. Les démocrates ont 213 représentants à la Chambre, contre 219 pour les républicains. Les démocrates restent une organisation politique riche et puissante. Ce qui change, c'est le sentiment d'identification des gens à ces partis. Aujourd'hui, 28 % des électeurs inscrits sont républicains et 28 % sont démocrates, mais 43 % sont indépendants. Pourtant, ni les efforts courageux du Parti vert ni les initiatives de DSA n'ont réussi à organiser un parti politique de gauche susceptible d'offrir une alternative.

Le Parti démocrate (tout comme le Parti républicain) n'est pas un parti tel qu'on en trouve dans certains pays européens, avec des membres actifs dans une organisation démocratique. Les démocrates n'ont pas de membres et pratiquement aucune organisation au niveau populaire. Ils sont plutôt dirigés et contrôlés par des politiciens professionnels élus, par des donateurs qui les financent et administrés par des apparatchiks politiques. Ils collectent des milliards de dollars qui sont versés à des avocats, à des stratégies politiques et principalement à la publicité à la télévision, à la radio et sur les réseaux sociaux. Les citoyens ordinaires ne jouent aucun rôle dans la définition du programme, le recrutement du personnel, la fixation des objectifs ou quoi que ce soit d'autre.

Les groupes démocrates progressistes tels que Justice Democrats et Democratic Socialists of America se rendent compte qu'ils doivent adopter l'approche du parti qu'ils tentent de changer. Se présenter à une élection nationale coûte aujourd'hui plusieurs millions de dollars et les groupes réformateurs, progressistes et de gauche, soit abandonnent, soit adoptent l'approche des démocrates.

La résistance doit continuer à faire ce qu'elle a fait jusqu'à présent: organiser des manifestations de masse, mener de petites rébellions locales et se battre pour remporter les élections afin de réduire le pouvoir des républicains, même si nous n'avons guère confiance dans les démocrates.

Dans les manifestations de masse, dans les petites rébellions locales et dans les élections, le peuple américain se dresse contre Trump. Il continue d'imposer son programme politique et de militariser notre société, d'ignorer notre Constitution et nos lois, et nous continuons à le combattre. Nous aurons besoin d'actions militantes plus perturbatrices, de désobéissance civile et de grèves à grande échelle pour le vaincre, et il y a une chance que nous y parvenions. Néanmoins, nous sommes confrontés à la menace que l'autoritarisme de Trump se transforme en fascisme pur et simple, et si cela se produit, la résistance devra également changer.

Dan La Botz est membre du comité de rédaction de la revue *New Politics* (New York). Il a publié de nombreux ouvrages dont *Le nouveau populisme américain : résistances et alternatives à Trump*, Paris, Syllepse, 2018.

De la rue à la maison : le mouvement « Femme, vie, liberté » ?

Entretien avec Shima Tadrissi

61

Trois ans après le soulèvement de Jina, le slogan « Femme, vie, liberté » continue de façonner la société iranienne. Shima Tadrissi met en lumière le rôle méconnu des « femmes ordinaires » dont les actes de résistance quotidiens ont fait passer le mouvement de la rue aux foyers, en faisant une force sociale durable.

Trois ans se sont écoulés depuis le début du mouvement « Femme, vie, liberté », déclenché par le féminicide d'État de Jina (Mahsa) Amini, une Kurde de 21 ans, qui est devenu l'un des soulèvements les plus influents de l'histoire moderne de l'Iran. Il ne s'agissait pas seulement d'une protestation contre le port obligatoire du voile, mais d'une confrontation directe avec un système patriarcal et répressif qui cherchait à contrôler l'esprit, le corps et la vie des femmes, et de tous les citoyens. Dès les premiers jours, les femmes et les hommes de toutes les villes et villages se sont soulevés, dans les rues et dans leurs foyers, démontrant que la lutte pour la liberté de choix vestimentaire n'était plus marginale, mais au cœur même des revendications pour la liberté et l'égalité en Iran.

Malgré les centaines de mortes, la répression généralisée, les arrestations massives et la crise économique écrasante, le mouvement reste vivant, pas nécessairement sous la forme de manifestations de rue, mais dans les transformations culturelles, mentales et sociales chez les femmes. D'innombrables récits provenant de familles, de petits cercles et de la vie quotidienne révèlent comment il s'est immiscé dans les foyers et les relations quotidiennes, devenant partie intégrante de la mémoire collective vivante de la société dans son ensemble.

Dans ce contexte, il y avait – et il y a toujours – des femmes dont les noms n'apparaî-

tront peut-être jamais dans les médias ou les histoires officielles. Pourtant, ce sont elles qui, discrètement et dans le cadre de leur vie quotidienne, ont porté le poids principal de la résistance. Ces « femmes ordinaires », par de petits gestes, des actes de défi individuels et des changements quotidiens, ont ouvert la voie vers la liberté et l'égalité.

Cet entretien a été réalisé à l'occasion du troisième anniversaire de « Femme, vie, liberté » offre l'occasion de réfléchir à la manière dont la présence massive des femmes dans les rues, défiant le port obligatoire du hijab, est devenue une force sociale durable, et pourquoi il est essentiel d'enregistrer les voix moins entendues des femmes pour comprendre ce mouvement.

Vous menez des recherches approfondies dans le domaine des droits des femmes. Pouvez-vous nous présenter votre travail ?

Mes recherches portent sur le rôle des femmes ordinaires dans le mouvement féministe iranien. J'étudie des femmes qui ne sont peut-être pas très connues dans les réseaux militants, mais qui, dans leur vie quotidienne et au sein de la société, ont joué un rôle crucial dans la formation et l'avancement du mouvement.

Qu'est-ce qui vous a poussée à lancer ce projet ?

Cette recherche a débuté avec un projet militant que j'ai lancé en 2018. À l'époque, j'ai partagé sur mes comptes de réseaux sociaux de courtes histoires sur des femmes qui avaient résisté aux barrières liées au genre et réussi à créer de petites initiatives économiques. J'avais plusieurs motivations.



Tout d'abord, je pense que l'indépendance économique est vitale pour les femmes, et j'ai pensé que raconter ces histoires pourrait inspirer d'autres personnes, car ces modèles étaient beaucoup plus faciles à identifier que des célébrités ou des personnalités connues.

La deuxième raison venait de mon propre parcours. Je suis originaire de Langarud, dans la province de Gilan. Lorsque j'ai déménagé à Téhéran et rejoint des groupes de femmes, j'ai réalisé que les femmes en dehors des cercles militants connus étaient beaucoup moins visibles dans les médias, surtout à une époque où les réseaux sociaux n'étaient pas encore très répandus. C'est pourquoi j'ai lancé ce projet militant, qui a été bien accueilli à l'époque.

Bien que j'aie dû mettre fin à ce projet en raison de pressions sécuritaires, je n'ai pas arrêté mon travail. Je me suis tournée vers le métro de Téhéran pour étudier la résistance quotidienne des femmes vendeuses de rue. J'ai interviewé environ 111 vendeuses afin de comprendre comment, jour après jour, elles affrontaient le pouvoir, qu'il s'agisse de

la police ou des responsables du métro, tout en parvenant à subvenir à leurs besoins.

À partir de là, j'ai réalisé que je devais m'intéresser plus sérieusement au rôle des femmes ordinaires dans le mouvement féministe iranien. À peu près à la même époque, j'ai été acceptée dans le programme d'études sur le genre de l'université Kadir Has à Istanbul, juste au moment où le meurtre de Jina et le mouvement «Femme, vie, liberté» ont commencé. Beaucoup de mes ami·es non iraniennes m'ont demandé : où étaient toutes ces femmes iraniennes courageuses auparavant ? Ma réponse était simple : les femmes iraniennes se battaient depuis des années, mais ce n'est qu'à travers le mouvement Jina que leurs luttes sont devenues visibles à l'échelle mondiale. C'est à ce moment-là que j'ai su que j'étais sur la bonne voie et que je devais mener des recherches plus approfondies sur ces récits moins connus.

À Kadir Has, cependant, je n'ai pas trouvé de directeur/directrice de thèse en accord avec le sujet de ma thèse, et j'ai donc dû faire un choix : soit changer de sujet, soit changer d'université. La question était trop importante pour que je l'abandonne. J'estimais que retracer l'histoire des luttes des femmes iraniennes était le moins que je puisse faire. J'ai finalement pris contact avec un·e professeur·e de l'université de Kiel, en Allemagne, qui a accepté de me diriger. C'est ainsi que je suis devenue étudiante dans cette université.

Comment évaluez-vous le rôle des femmes ordinaires dans la lutte pour la liberté et l'égalité en Iran, et son impact sur le mouvement plus large en faveur de la démocratie ?

Avant de répondre, je tiens à préciser ce que j'entends par «femmes ordinaires». Je désigne ici les femmes qui ne s'identifient pas nécessairement comme féministes ou militantes, mais qui, dans leur vie quotidienne et face aux barrières sociales et de genre, ont agi de manière à façonner progressivement la voie vers la liberté et l'égalité en Iran. Tout en respectant pleinement les militantes connues et leurs combats, je pense qu'une grande partie du mouvement des femmes en Iran repose sur les épaules de ces femmes ordinaires.

La base théorique de mon travail s'appuie sur le concept de «non-mouvement» d'Asef Bayat, qui est essentiel pour comprendre

les luttes sociales au Moyen-Orient. Dans l'un de ses livres, Bayat pose la question suivante : comment les personnes ordinaires changent-elles le Moyen-Orient ? Ma question est la même, mais elle se concentre sur les femmes en Iran : comment les femmes ordinaires changent-elles l'Iran ?

En lisant l'histoire depuis la révolution constitutionnelle jusqu'à nos jours, je pense non seulement aux femmes dont les récits sont consignés, mais aussi à celles dont les voix restent absentes. En observant la vie des femmes qui m'entourent – mes grands-mères, leurs récits et leurs luttes –, cette question devient encore plus pressante : où sont les récits des femmes que nous ne connaissons pas, et où sont-ils consignés dans l'histoire de l'Iran ?

Bien que ces femmes soient moins visibles dans la mémoire officielle et les récits historiques, elles ont joué un rôle central dans l'avancement du mouvement des femmes et, par conséquent, du mouvement démocratique en Iran. Par de petits gestes quotidiens, leur résistance aux restrictions et leurs efforts pour changer leur propre condition, elles ont progressivement mais résolument changé le cours de la société.

Parfois, cette résistance a débouché sur des soulèvements collectifs et une participation directe à des moments historiques : pendant la révolution constitutionnelle, le mouvement de nationalisation du pétrole, la révolution de 1979, le mouvement vert et enfin dans « Femme, vie, liberté », où, pour la première fois, la question des femmes est devenue l'axe central.

Dans tous les épisodes précédents, les femmes ont été mises de côté une fois le tournant historique passé. Mais lors du soulèvement de Jina, pour la première fois, les questions relatives aux femmes sont devenues le cœur des manifestations, et le restent encore aujourd'hui. Même si les manifestations de rue se sont calmées, les luttes des femmes se poursuivent, maintenant le mouvement en vie.

Cela montre que les femmes ordinaires ont résisté non seulement individuellement dans leur vie quotidienne, mais aussi collectivement à des moments historiques critiques, façonnant profondément les transformations politiques et sociales de l'Iran.

Quel rôle voyez-vous pour les « femmes ordinaires » dans le mouvement « Femme, Vie, Liberté » ?

Je dis souvent à mes ami·es qu'entre une militante féministe connue et les femmes qui la suivent et sont influencées par elle, je suis plus curieuse à propos de ces dernières. Je veux savoir comment ces femmes gèrent la discrimination sexuelle à la maison et dans la rue. « Femme, vie, liberté » n'était pas seulement un soulèvement contre le gouvernement, c'était aussi une révolte contre un ordre patriarcal qui cherche à contrôler le corps et la vie des femmes.

Jusqu'à présent, dans le cadre de ma thèse, j'ai interrogé plus de 60 femmes qui ont participé au mouvement, et les entretiens se poursuivent. L'une de mes principales questions était de leur demander de raconter leurs expériences de chaque mobilisation majeure depuis le Mouvement vert. Même celles qui étaient enfants à l'époque en gardaient des souvenirs même vagues : elles avaient accompagné leurs parents aux manifestations ou surpris des conversations à la maison. Ces récits montrent que le rôle des femmes ne s'est pas limité au soulèvement de Jina ; leur présence est également perceptible dans les vagues de protestation antérieures.

La différence avec « Femme, vie, liberté », c'est que, pour la première fois, les questions relatives aux femmes sont devenues le thème central. L'un des thèmes les plus importants était le hijab. La plupart des femmes que j'ai interviewées, à l'exception de celles qui portaient le hijab mais soutenaient tout de même le mouvement, avaient eu des expériences directes avec la police des mœurs, le harcèlement de rue ou les restrictions familiales concernant le voile. Avant le soulèvement de Jina, les femmes iraniennes semblaient mener ce combat seules. Aujourd'hui, les projecteurs se sont tournés vers elles et le monde entier observe leur lutte.

Pouvez-vous nous dire comment vous menez votre dernier projet ?

Pour ma thèse sur le rôle des femmes ordinaires dans le mouvement féministe iranien, j'ai reçu une bourse de deux ans de la Fondation Gerda Henkel en Allemagne. Cette fondation soutient la recherche en sciences

humaines historiques et a financé de nombreux projets à travers le monde au cours des dernières décennies. Son soutien m'a donné l'opportunité inestimable de poursuivre mes études avec davantage de ressources et au sein d'un réseau international plus large de chercheurs et de chercheuses.

Shima Tadrissi est chercheuse spécialisée dans les droits des femmes et les droits du travail

Propos recueillis par Nasim Roshanai

Source : en farsi, [radiozamaneh](#).

Traduction : DE.

À propos de Zamaneh Media

Zamaneh Media est un média indépendant en langue persane basé à Amsterdam, aux Pays-Bas. Notre mission est fondée sur la liberté d'expression, qui guide notre quête démocratique visant à permettre l'accès à des expériences, des informations et des actualités non censurées issues des réalités dans lesquelles elles se produisent. Axée principalement sur l'Iran, sa région et sa diaspora, notre équipe est unie par cette mission et cherche à amplifier les voix et les sujets moins explorés.

Radio Zamaneh

Née d'une initiative menée par des journalistes iranien·nes et Free Press Unlimited à la suite d'une motion au Parlement néerlandais, Radio Zamaneh a été créée en 2005 et enregistrée en tant qu'organisation à but non lucratif en 2006 afin de soutenir le développement de la pluralité des médias en Iran (et dans d'autres pays persanophones). Depuis lors, Radio Zamaneh fonctionne comme une plateforme médiatique indépendante qui informe et sensibilise le public à une multitude de sujets en Iran et dans les pays voisins, en adoptant un point de vue impartial. Espace dédié aux voix alternatives absentes des médias grand public, Radio Zamaneh met l'accent sur des sujets liés aux droits humains, aux droits du travail, à la communauté LGBTIQ+, aux femmes et aux minorités ethniques telles que les Kurdes et les Baloutches. Radio Zamaneh, qui était une station de

radio jusqu'en 2017, a depuis poursuivi son activité sous la forme d'un média en ligne destiné aux persanophones à l'intérieur et à l'extérieur de l'Iran.

Daadkhast

Daadkhast est reconnue comme la première plateforme numérique sécurisée de pétitions en Iran. Créée en 2019, Daadkhast a pour objectif de donner aux citoyen·nes iranien·nes les moyens d'agir en leur offrant un espace où elles et ils peuvent transformer leurs griefs, petits ou grands, en un appel collectif à l'action. La plateforme encourage les citoyen·nes à s'engager dans un dialogue constructif sur la justice et la responsabilité par le biais de la pratique de la pétition. Daadkhast promeut la pétition comme une pratique essentielle pour sensibiliser les citoyen·nes à leurs droits et faire progresser la compréhension de la justice.

Tribune Zamaneh

Équivalent citoyen de Radio Zamaneh, Tribune Zamaneh (créé en 2013) prolonge les valeurs de Radio Zamaneh en encourageant les citoyen·nes lambda à partager des points de vue ignorés par les médias traditionnels. À travers la collecte et la discussion de contenus issus de la base, Tribune Zamaneh cherche à développer une compréhension inclusive de l'Iran sur un large éventail de sujets.

Notre organisation

Zamaneh Media est composé d'un réseau de plus de 30 journalistes, professionnel·les des médias et autres collaborateurs/collaboratrices réparti·es à travers le monde.

Pour lire la charte éditoriale de Radio Zamaneh, cliquez [ici](#).

Masculinité toxique, antiféminisme et menaces sur la démocratie

Raphael Rashid

65

La Corée du Sud offre un aperçu effrayant de ce qui pourrait être l'avenir des questions de genre dans un capitalisme avancé. Bien qu'elle soit en tête du classement mondial en matière de formation universitaire des femmes, cette société hyperconnectée affiche le plus grand écart salarial entre les sexes de l'OCDE, tandis que la misogynie numérique se développe sans contrôle. Les conséquences en sont dévastatrices : du féminicide de la station Gangnam en 2016 au récent scandale de l'esclavage sexuel numérique « *nth room* », la haine en ligne se traduit régulièrement par des actes de violence dans le monde réel.

Cette masculinité toxique ne surgit pas de manière isolée. Alors que l'économie néolibérale détruit les privilèges masculins traditionnels (emploi stable, avantages liés au service militaire, hiérarchie sociale), les jeunes hommes frustrés redirigent leur colère non pas vers la responsabilité du système capitaliste, mais vers les femmes et les féministes. Des influenceurs antiféministes comme Bae In-gyu exploitent cette rage et se constituent une audience massive en promouvant la misogynie extrême comme une forme de résistance politique. Les ramifications politiques sont évidentes. L'ancien président Yoon Suk-yeol a utilisé l'antiféminisme comme arme pour s'assurer le pouvoir, en supprimant les programmes destinés aux femmes et en retirant la « parité hommes-femmes » de la politique gouvernementale. La proclamation récente de la loi martiale et la destitution qui a suivi montrent que les attaques contre les droits des femmes sont souvent le signal d'attaques plus générales contre la démocratie.

Pour les féministes écosocialistes du monde entier, la Corée du Sud est à la fois un avertis-

sement et une chance : comprendre comment le capitalisme alimente les guerres entre les sexes tout en renforçant la solidarité entre les mouvements pour une véritable libération.

A. N.

« Les hommes ne savent pas pourquoi ils sont devenus malheureux » : la guerre des sexes toxique qui divise la Corée du Sud

La masculinité toxique est un phénomène mondial, mais nulle part ailleurs elle n'est plus virulente que dans cette société hypermoderne et connectée. Que peuvent apprendre les autres pays de ce « point zéro » de la misogynie ?

Un soir de novembre 2023, dans la ville sud-coréenne de Jinju¹, une femme nommée On Ji-goo était en train de travailler de nuit dans une supérette lorsqu'un jeune homme a fait irruption et s'est mis à faire tomber agressivement des articles des rayonnages. Lorsqu'elle lui a demandé de faire attention, il s'est tourné vers elle et lui a dit : « Je suis furieux, alors ne me touche pas. »

La situation a dégénéré. Lorsque On a essayé d'appeler à l'aide, il lui a pris son téléphone et l'a jeté dans le micro-ondes du magasin. Elle a essayé de l'en empêcher, mais il l'a attrapée par le col et les bras, la traînant sur plusieurs mètres et la projetant contre les étagères. Ce fut le début d'une violente

1. Jinju est une ville de moins de 350 000 habitants située dans la province du Gyeongsang du Sud, à quatre heures de Séoul en train à grande vitesse.



agression. Tout au long de celle-ci, il a répété qu'il «ne frappait jamais les femmes», mais que les féministes «méritaient d'être battues».

Lorsqu'un client plus âgé a tenté d'intervenir, l'agresseur s'en est également pris à lui, lui lançant: «Pourquoi ne soutenez-vous pas un autre homme?» Lorsque la police est arrivée, il a déclaré faire partie d'un groupe de défense des droits des hommes et a demandé à des agents masculins de le menotter. Il a ensuite admis avoir pris On pour cible à cause de ses cheveux courts. «Avant cela, je n'avais qu'une compréhension très basique du féminisme, celle que toute femme peut naturellement avoir», explique On, une écrivaine en devenir qui utilise un pseudonyme.

Nous nous rencontrons par un après-midi ensoleillé dans un café de Jinju, où elle vit toujours, à quelques pâtés de maisons du magasin. C'est une ville provinciale endormie de moins de 350 000 habitants, à quatre heures de Séoul en train à grande vitesse. Le visage de On est caché derrière un masque et un bonnet enfoncé sur la tête. Ayant dû supporter les questions inquisitrices des médias locaux après son agression, elle met un certain temps à baisser sa garde. «Je ne comprenais pas vraiment la discrimination dont sont victimes les femmes, ou plutôt je l'avais acceptée comme normale», dit-elle.

L'agression la laisse avec une perte auditive permanente et un traumatisme grave. L'auteur a été condamné à trois ans de prison. Dans un jugement qui a fait date, la cour d'appel a reconnu la misogynie comme le moteur de l'agression, la première fois qu'un

tribunal sud-coréen reconnaissait une telle haine comme motif criminel.

L'histoire de On n'est pas unique dans un pays où les inégalités systématiques et la misogynie virulente en ligne ont plongé principalement la génération Z et les milléniaux dans une bataille acharnée entre les sexes. Alors que des luttes similaires sur le genre et le féminisme se déroulent à travers le monde, des États-Unis à l'Europe, la Corée du Sud est devenue le lieu de référence de la guerre des sexes, sa population hautement connectée et familiarisée avec le numérique amplifiant cette tendance à un rythme sans précédent.

Inégalités hyperconnectées

Dans la culture masculine, on ne peut pas dire ce que l'on pense à ses supérieurs. Alors, vers qui cette frustration se dirige-t-elle? Vers les femmes

À première vue, la Corée du Sud semble être une société hypermoderne, caractérisée par sa contribution positive à la culture pop mondiale, ses technologies de pointe et ses paysages urbains impeccables. Mais sous cette façade se cache un fossé entre les sexes qui semble appartenir à une autre époque. Parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques², la Corée du Sud occupe la première place en matière d'accès des femmes à l'enseignement supérieur, mais affiche

2. L'OCDE est un groupe de 38 pays, pour la plupart riches, qui collaborent dans le domaine de la politique économique.

néanmoins le plus grand écart salarial entre les sexes. Les femmes restent largement exclues des postes de direction, et la Corée du Sud se classe systématiquement dernière en matière d'égalité des sexes sur le lieu de travail. Alors que le pays est à la pointe de la connectivité Internet et de l'innovation high-tech, ces mêmes espaces numériques sont devenus le terreau de certaines des communautés antiféministes les plus toxiques, transformant la haine virtuelle en violence réelle.

La manifestation la plus effroyable de ce phénomène s'est produite en 2016, lorsqu'une femme de 23 ans a été brutalement assassinée dans des toilettes publiques près de la gare de Gangnam³, au cœur du quartier des affaires et des divertissements de Séoul. Le meurtrier, qui avait attendu pendant des heures une victime féminine au hasard, a déclaré à la police qu'il avait agi ainsi parce que «les femmes m'ont toujours ignoré». Cette affaire a marqué un tournant, déclenchant des manifestations massives, mais le harcèlement numérique des femmes s'est poursuivi. En 2018, il s'était tellement normalisé qu'il était courant de voir dans les toilettes publiques des panneaux indiquant qu'elles avaient été contrôlées pour vérifier l'absence de caméras cachées, et des milliers de femmes ont protesté contre l'épidémie de caméras espionnes et de «pornographie vengeresse». La crise s'est aggravée en 2020 avec la célèbre affaire «*nth room*⁴» d'esclavage sexuel numérique, dans laquelle les utilisateurs d'un réseau de salons de discussion Telegram ont fait chanter des femmes et des mineures pour les obliger à réaliser des contenus sexuellement explicites chez elles. En 2024, une nouvelle menace est apparue : la pornographie de type «*deepfake*» ciblant les écolières, dont les auteurs, souvent eux-mêmes mineurs, utilisaient la technologie de l'IA pour superposer des visages de femmes sur des contenus sexuellement explicites et diffuser les images via des chaînes Telegram,

dont certaines comptaient des centaines de milliers de membres.

Fertile terrain numérique

Ces crimes numériques ne sont pas issus du néant. Dans les recoins les plus sombres de l'Internet sud-coréen, des jeunes hommes se rassemblent anonymement pour partager leur rage. Alors que l'Occident a 4chan et Reddit, la Corée du Sud a Ilbe⁵ – «le meilleur de la journée» – qui, à son point culminant au milieu des années 2010, figurait parmi les dix sites les plus visités du pays. L'influence de ce forum dépasse largement le domaine numérique. Ses utilisateurs ont été les premiers à utiliser des termes dépréciatifs tels que *kimchi-nyeo* («fille *kimchi*», souvent traduit par « salope *kimchi*») pour se moquer des femmes qu'ils considèrent comme des croqueuses de diamants matérialistes. Ces termes se sont rapidement infiltrés dans le discours dominant, les médias adoptant le suffixe *-nyeo* dans leurs titres pour critiquer toute femme se comportant mal en public.

À mesure que son influence grandissait, Ilbe a commencé à se radicaliser pour s'aligner sur la politique d'extrême droite et orchestrer des actions provocatrices hors ligne. En 2014, un utilisateur d'Ilbe a fait sauter un engin explosif artisanal lors d'un discours d'un activiste progressiste, affirmant que l'orateur était pro-Corée du Nord – une accusation courante de la droite dans un pays où le clivage gauche-droite reste marqué par les divisions de la guerre froide – tandis que d'autres se moquaient des familles des victimes du naufrage du ferry *Sewol* en 2014⁶ en se goinfrant de pizza devant les parents en deuil qui faisaient une grève de la faim pour réclamer une nouvelle législation à la suite de la tragédie.

Si la popularité d'Ilbe a décliné, son héritage perdure dans des communautés en ligne connues sous le nom de *namcho*,

3. Gangnam est le quartier d'affaires et de divertissement huppé de Séoul, rendu célèbre dans le monde entier par la chanson *Gangnam Style* de Psy.

4. L'affaire «*nth room*» concernait un réseau de forums de discussion sur Telegram où des utilisateurs faisaient chanter des femmes et des mineures pour qu'elles produisent du matériel sexuellement explicite en les soumettant à l'esclavage sexuel numérique.

5. Ilbe est l'abréviation de «Ilgan Best» (le meilleur quotidien), un forum en ligne tristement célèbre pour sa misogynie extrême et ses opinions politiques d'extrême droite, qui a atteint son apogée en termes de popularité au milieu des années 2010.

6. La catastrophe du ferry *Sewol* a coûté la vie à 30 personnes, principalement des lycéen·nes, lorsque le ferry a chaviré au large de la côte sud-ouest de la Corée du Sud en avril 2014, ce qui a constitué une tragédie nationale qui a révélé l'incompétence du gouvernement.

abréviation de *namseong chogwa*, qui signifie «excès d'hommes». Ces sphères masculinistes se sont répandues sur les forums et les applications de messagerie, permettant aux jeunes hommes de partager leurs griefs à l'égard du féminisme et de ce qu'ils considèrent comme une discrimination à rebours.

«Si on accède à l'internet libre avant d'avoir été correctement éduqué, notre vision du monde est foutue», explique Kim Min-sung, dans son bureau de Guri, une ville située à l'est de Séoul. Cet activiste de 22 ans, qui était lui-même antiféministe, s'exprime avec une énergie contagieuse, ponctuant ses propos sérieux d'éclats de rire.

Comme beaucoup de garçons coréens, Kim a découvert ces forums dès son plus jeune âge. Il se souvient avoir recherché des contenus innocents, tels que des vidéos amusantes, pour se retrouver progressivement exposé à des contenus misogynes. Il admet avoir répété des discours antiféministes sans les comprendre, simplement parce que c'était ce que faisaient tous ceux qui l'entouraient.

Le revirement de Kim est venu d'une source inattendue: les jeux de rôle fantastiques. Il y a trouvé une communauté majoritairement féminine et progressiste. Au début, dit-il, «je me taisais et je me contentais de jouer à Donjons et Dragons. Mais en les écoutant, on se met naturellement à discuter de manière informelle et on se rend compte que la vision du monde que l'on avait à partir de ces forums en ligne n'était que des exagérations, des caricatures et des fantasmes».

Aujourd'hui, Kim dirige la Korean Game Consumer Society (Société coréenne des consommateurs de jeux vidéo) et lutte contre la même haine en ligne à laquelle il avait autrefois contribué. Il reçoit désormais régulièrement des menaces de mort, ce qu'il trouve étrangement valorisant. Néanmoins, «je ne fais que combattre les symptômes. Je ne pense pas que ce que je fais résolve le cœur du problème. Les hommes ne savent pas pourquoi ils en sont arrivés là, ils ne savent pas pourquoi ils sont devenus malheureux.»

Les racines économiques du ressentiment

Selon la professeure Seungsook Moon, sociologue et experte en études de genre au Vassar College aux États-Unis, la colère qui

explose en ligne reflète des changements sociétaux plus profonds. Elle attribue le mécontentement des jeunes hommes au fait que la Corée du Sud a adopté le néolibéralisme⁷. «Avant la démocratisation⁸, lorsque les régimes militaires dirigeaient la Corée, le gouvernement pouvait créer des emplois stables», explique-t-elle. «Jusqu'à la fin des années 1980, les hommes qui étaient simplement allés à l'université pouvaient trouver un emploi dans de bonnes entreprises. L'économie était en pleine expansion.» Mais au milieu des années 1990, ces hommes ont été licenciés et «lorsque la hiérarchie sociale change, les groupes habitués à des positions plus puissantes ou privilégiées réagissent avec une intense émotion à la perte de leur statut et du respect dont ils jouissaient».

Ce ressentiment est particulièrement vif autour du service militaire, obligatoire pendant dix-huit mois pour les hommes valides, que beaucoup considèrent comme un fardeau injuste dans le contexte économique précaire actuel. Ce grief n'est pas nouveau: en 1999, la Cour constitutionnelle a invalidé le système de bonification pour service militaire, qui accordait des points supplémentaires aux anciens combattants dans les recrutements du secteur public. La Cour a estimé que ce système était discriminatoire envers les femmes et les personnes handicapées, renforçant ainsi le sentiment de nombreux jeunes hommes de perdre leurs privilèges traditionnels sans bénéficier de nouvelles protections.

Le sentiment de victimisation masculine est très répandu: une enquête réalisée en 2021 par Hankook Research a révélé que si seulement 38 % des hommes âgés de 20 à 29 ans estimaient que les femmes étaient victimes d'une grave discrimination dans la société, 79 % pensaient que les hommes l'étaient. 70 % des hommes âgés de 30 à 39 ans se considéraient comme victimes de discrimination fondée sur le genre.

7. Le néolibéralisme désigne les politiques économiques de libre marché qui mettent l'accent sur la déréglementation, la privatisation et la réduction de l'intervention gouvernementale, ce qui conduit souvent à une augmentation des inégalités économiques.

8. La Corée du Sud est passée d'une dictature militaire à la démocratie à la fin des années 1980.

Montée en puissance des influenceurs antiféministes

Dans ce contexte de frustration, de nouvelles voix se sont élevées pour prétendre représenter les intérêts des jeunes hommes. Parmi elles, New Men's Solidarity, dont l'influence est devenue évidente lorsque l'agresseur de On a fièrement déclaré en être membre. Le groupe et son leader, Bae In-gyu – l'équivalent sud-coréen d'Andrew Tate⁹ – accumulent des millions de vues sur YouTube avec des contenus qui attribuent les difficultés des jeunes hommes au féminisme. Bae affirme qu'il s'agit d'une « maladie mentale » et d'un « fléau social », et a suscité l'indignation en déclarant que les victimes du « *nth room* » étaient des « putes ».

La montée en puissance de Bae reflète le passage du mouvement antiféministe coréen de l'anonymat en ligne à l'action dans le monde réel. Raffiné et théâtral, il se présente dans des costumes impeccables, s'adressant à la foule sur des estrades ou du haut de véhicules, mêlant sa rhétorique à la politique d'extrême droite coréenne, farouchement antichinoise, anti-nord-coréenne et anticomuniste. À l'instar de ses homologues occidentaux, il présente les féministes comme une menace existentielle, des « misandres extrémistes » qui « prônent la suprématie féminine » dans le but précis de provoquer des conflits entre les sexes. Se désignant lui-même comme « *hyung* » (grand frère), Bae cultive un lien affectif avec des jeunes hommes désabusés, qu'il rallie à sa cause en leur demandant de financer son action militante par des dons.

Cette approche a inspiré un écosystème plus large de créateurs de contenu antiféministe, tels que le « cybersaboteur » PPKKa, un YouTuber masqué comptant plus d'un million d'abonnés qui a été suspendu de YouTube pour avoir tourné en dérision les inquiétudes des femmes concernant la pornographie *deepfake*. Ensemble, ces personnalités numériques ont développé l'héritage des premiers militants pour les droits des hommes, tels que Sung Jae-gi du groupe Man of Korea, dont le suicide en 2013 – en

se jetant d'un pont pour faire connaître son organisation – a créé une figure martyre pour le mouvement que Bae allait plus tard rebaptiser et radicaliser.

L'instrumentalisation politique

Ces voix antiféministes ont eu une influence déterminante sur la politique du pays. Le 27 mai dernier, quatre candidats en lice pour devenir le prochain président de la Corée du Sud se sont affrontés lors d'un débat télévisé national. Lee Jun-seok, 40 ans, diplômé de Harvard et dirigeant du parti conservateur Reform, une formation relativement peu importante, a posé une question crue à l'un de ses rivaux : « Si quelqu'un dit vouloir enfoncer des baguettes dans les parties génitales d'une femme ou dans un endroit similaire, est-ce de la misogynie ? » La remarque de Lee a provoqué une onde de choc dans tout le pays. Les réseaux sociaux ont explosé d'indignation, des étudiant·es ont fait des conférences de presse pour exiger le retrait de Lee de la course et des associations de femmes ont saisi la justice.

Lee s'est d'abord fait connaître en tant qu'expert, affirmant que la jeune génération « n'avait pas connu les inégalités entre les sexes » et que les politiques telles que les quotas pour les femmes étaient « anachroniques ». De la même manière que pour Jordan Peterson¹⁰ en Occident, les références élitistes et le style éloquent de Lee ont donné une légitimité intellectuelle à des opinions qui étaient jusqu'alors confinées à des forums *namcho* sous couvert d'anonymat.

Son message antiféministe a été repris par l'ancien président Yoon Suk Yeo¹¹, qui a compris à quel point ce discours pouvait mobiliser efficacement les jeunes électeurs masculins. Lors de sa campagne électorale en 2022, cet ancien procureur sans expérience politique préalable a affirmé qu'il n'y avait « aucune discrimination structurelle fondée sur le genre » en Corée du Sud. Dans une démarche qui préfigurait l'attaque de l'administration Trump contre les programmes de

9. Andrew Tate est un influenceur anglo-américain controversé, connu pour ses opinions misogynes extrêmes et sa promotion de la masculinité toxique en ligne.

10. Jordan Peterson est un psychologue et auteur canadien qui est devenu populaire auprès des jeunes hommes pour son opposition au féminisme et aux idées politiques progressistes.

11. Yoon Suk-yeol a été président de la Corée du Sud de mai 2022 jusqu'à sa destitution en décembre 2024.

diversité, d'équité et d'inclusion aux États-Unis, Yoon a promis de supprimer le ministère de l'Égalité des sexes au motif qu'il se focalisait trop sur les droits des femmes et n'était plus nécessaire. Cette stratégie s'est avérée déterminante dans l'une des élections présidentielles les plus serrées de l'histoire de la Corée du Sud, Yoon l'emportant avec seulement 0,73 % d'avance, soit moins de 250 000 voix. Les sondages à la sortie des urnes ont révélé un fossé considérable entre les sexes parmi les jeunes électeurs : près de 59 % des hommes dans la vingtaine ont soutenu Yoon, tandis que 58 % des femmes du même âge ont soutenu son adversaire progressiste.

Sous la présidence de Yoon, les budgets consacrés aux programmes de prévention de la violence à l'égard des femmes ont été réduits et les mots «égalité des sexes» ont été supprimés des politiques gouvernementales et des programmes scolaires. Dans la nuit du 3 décembre 2024, Yoon a fait une déclaration stupéfiante : il a décrété la loi martiale pour lutter contre les «forces anti-étatiques» et a accusé le parlement, contrôlé par l'opposition, d'être un «repaire de criminels». En quelques heures, les troupes ont encerclé l'Assemblée nationale et on a vu des élus sauter par-dessus les grilles et bousculer les soldats pour organiser un vote d'urgence. Le décret a été abrogé six heures seulement après son entrée en vigueur.

S'ensuivirent plusieurs mois de manifestations massives réclamant la destitution de Yoon, menées en grande partie par des jeunes femmes. Dans le vieux palais de Gyeongbokgung à Séoul¹², Jeong Yeong Eun, de l'Association des femmes de Séoul, a organisé les rassemblements féministes «Yoon Suk Yeol out», au cours desquels les participantes ont tour à tour dénoncé les atteintes du gouvernement aux droits des femmes. «Lorsqu'il a déclaré la loi martiale, cela s'inscrivait dans la continuité de la manière dont son administration avait sapé la démocratie et exclu la voix des femmes», m'avait-elle confié à l'époque. Ces manifestations se sont poursuivies tout au long de l'hiver rigoureux de Séoul. «Les gens présentent les choses

comme si les femmes venaient d'apparaître pour la première fois», a déclaré Jeong. «Nous avons toujours été présentes dans les mouvements de protestation précédents. Nous sommes déterminées à ne pas laisser nos apports être effacés et à faire entendre notre voix.»

En avril, la Cour constitutionnelle sud-coréenne a confirmé à l'unanimité la destitution de Yoon, estimant que sa proclamation de la loi martiale constituait une «grave trahison de la confiance du peuple». Les élections anticipées qui ont suivi en juin 2025 ont vu Lee Jae Myung¹³ du Parti démocrate remporter la victoire avec 49,4 % des voix.

Mais c'est Lee Jun-seok qui allait être le symbole de la profondeur du fossé entre les sexes en Corée du Sud. Ses remarques sur les baguettes lui ont peut-être coûté des voix, mais elles ont renforcé son attrait auprès de ses principaux partisans. Bien qu'il n'ait obtenu que 8,34 % des voix au niveau national, les résultats des sondages à la sortie des urnes ont révélé une autre fracture profonde entre les sexes et les âges : près d'un homme sur quatre ayant entre 20 et 29 ans a voté pour lui, ainsi que 17,7 % des hommes âgés de 30 à 39 ans. Méprisants à l'égard des candidats traditionnels, ils se sont ralliés à une figure qui incarnait leur ressentiment à l'égard du féminisme, du service militaire et de ce qu'ils percevaient comme une discrimination à rebours. Même le nouveau président Lee Jae Myung a semblé se rallier à cette cause en juillet lorsqu'il a demandé à son cabinet d'étudier la «discrimination masculine» et d'élaborer des contre-mesures.

Des tendances mondiales, des extrêmes coréens

Cette fracture politique entre les sexes n'est pas propre à ce pays : elle s'inscrit dans une tendance mondiale qui voit les jeunes femmes pencher vers la gauche tandis que les jeunes hommes dérivent vers la droite. Cependant, nulle part ailleurs le «fossé idéologique» n'est aussi extrême qu'en Corée du Sud, où la fracture est exacerbée par la collision entre les pressions économiques et l'évolution des valeurs, selon la politologue

12. Le palais Gyeongbokgung est un palais royal du 14^e siècle situé dans le centre de Séoul, l'un des sites historiques les plus importants de Corée du Sud.

13. Lee Jae-myung est un homme politique progressiste qui dirige le Parti démocratique de Corée, le principal parti d'opposition.

Min Hee Go de l'université féminine Ewha¹⁴ à Séoul. «Il s'agit de savoir qui obtient la plus grande part du gâteau, qu'il s'agisse de ressources matérielles, de perspectives d'emploi ou même de bons partenaires», explique-t-elle. «La concurrence est très rude, en particulier dans un environnement où les jeunes doivent rivaliser comme jamais auparavant.»

Les élections de cette année ont également envoyé un signal d'alarme concernant l'avenir de la participation des femmes à la vie politique sud-coréenne. Pour la première fois en 18 ans, aucun des six candidats à la présidence n'était une femme.

Alors que la guerre des sexes s'intensifie, même les antisogynistes ont parfois adopté des tactiques toxiques. Ce qui a commencé comme un «miroir» – renverser la rhétorique misogyne pour cibler les hommes – s'est transformé en formes de résistance de plus en plus extrêmes. Ainsi, tandis que les forums masculins se moquaient du corps des femmes, les féministes de Megalia¹⁵ – une communauté en ligne apparue en 2015 – ont tourné en dérision la taille du pénis. Lorsque les femmes ont été qualifiées de «salopes au *kimchi*», les megaliennes ont inventé des termes pour désigner les hommes, tels que *hannam-chung* («insecte masculin coréen»). Bien que Megalia ait désormais fermé ses portes, elle est devenue un bouc émissaire commode pour ceux qui cherchent à délégitimer l'activisme féministe.

Au cours de l'année écoulée, l'attention mondiale s'est tournée vers le mouvement marginal «4B¹⁶», qui prône le retrait complet d'un système qu'il considère comme irrémédiablement patriarcal. Ses adeptes rejettent les rencontres amoureuses, le mariage, la maternité et toute relation romantique avec un homme.

Ces réactions radicales ont contribué à alimenter une opposition plus large au

14. L'université féminine Ewha est la plus prestigieuse université féminine de Corée du Sud, fondée en 1886.

15. Megalia était une communauté féministe radicale en ligne active de 2015 à 2017, dont le nom est tiré d'un roman de Charlotte Perkins Gilman.

16. Le mouvement «4B» encourage les femmes à rejeter quatre pratiques : les rendez-vous avec les hommes (*biyeonae*), le mariage avec les hommes (*bihon*), l'accouchement (*bichulsan*) et les relations sexuelles avec les hommes (*bisekseu*).



féminisme. Même les hommes et les femmes qui soutiennent l'égalité des sexes prennent désormais souvent leurs distances par rapport à ce terme, qui tend à être assimilé à une injure. Aujourd'hui, le simple fait d'être accusé de sympathies féministes peut pousser les entreprises à présenter des excuses publiques.

En 2023, une animation apparemment anodine dans une publicité pour le jeu MapleStory a déclenché une tempête. Elle montrait le geste d'une main passant d'un poing à un cœur, mais les joueurs masculins ont affirmé que cette figure pouvait être interprétée comme un signe féministe se moquant du petit appareil génital masculin. En quelques heures, les forums en ligne se sont enflammés. Le studio a publié des excuses et des utilisateurs anonymes ont passé au crible les comptes de réseaux sociaux des employées féminines, à la recherche de preuves de sympathies féministes. Lorsqu'ils ont découvert une artiste féminine qui correspondait à leur image de l'ennemie, ils ont exigé son licenciement immédiat.

La société, initialement prête à se plier à leur demande, n'a changé d'avis qu'après l'intervention de la Korean Game Consumer Society, qui a convaincu la direction de rester ferme face à cette bande de cyber-agresseurs. L'ironie de la situation, c'est que par la suite, il s'est avéré que l'animation avait été conçue par un artiste masculin d'une quarantaine d'années. Malgré cela, l'artiste féminine a subi un «doxing» en ligne et a été victime de harcèlement et d'insultes à caractère sexuel.

Établir des passerelles

Un certain nombre de militant·es travaillent discrètement pour s'attaquer aux causes profondes de la fracture entre les sexes en Corée du Sud. Dans son bureau confortable, aux allures de chalet, situé près du marché Mangwon de Séoul¹⁷, Lee Han se prépare à parcourir le pays pour animer des débats dans les classes sur la violence sexiste. Il s'agit d'un équilibre délicat à trouver, car les écoles lui demandent souvent d'éviter d'aborder tout sujet jugé controversé. Mais

Lee et son groupe, «Féminisme avec lui», insistent sur le fait que le dialogue est la seule voie à suivre : «Nous devons nous exprimer et partager ce que nous avons appris.» Ce qui a commencé en 2017 comme un petit club de lecture féministe s'est rapidement transformé en quelque chose de plus ambitieux. Aujourd'hui, avec huit membres actifs, ils organisent des discussions, participent à des rassemblements politiques et s'efforcent de créer des espaces de dialogue véritable sur le genre.

L'approche de Lee est modelée par son propre parcours dans l'armée : «C'était horrible. On ne peut même pas mettre les mains dans ses poches, écouter de la musique, boire ou fumer tranquillement. Se voir privé de ses libertés est traumatisant et effrayant.» Aujourd'hui, il enseigne également l'égalité des sexes aux responsables militaires et aux officiers supérieurs, et fait valoir que les hommes qui canalisent leur ressentiment sur les femmes se trompent de cible. «Qui a créé ce système ? Les hommes, pas les féministes. Les responsables politiques masculins et les institutions se sont dit : les hommes sont forts, les femmes sont faibles, donc n'envoyez pas de femmes à l'armée», explique-t-il. Malgré les pressions en faveur d'une réforme, le ministère de la Défense affirme qu'il n'a pas l'intention d'introduire la conscription féminine.

Les initiatives visant à résoudre ces problèmes se heurtent à une résistance farouche, en particulier de la part du puissant lobby chrétien conservateur sud-coréen, qui a réussi à bloquer la législation antidiscrimination pendant près de deux décennies. «On m'a empêché de prendre la parole dans les écoles parce qu'ils se plaignaient que je faisais la promotion du féminisme», explique Lee. Pourtant, lui et ses collègues restent déterminés. Bien qu'ils soient peu nombreux, leur travail donne l'espoir qu'un dialogue est possible. «Les jeunes hommes ne peuvent pas exprimer leurs peurs et leurs angoisses», explique Lee. «Dans la culture masculine, en particulier en Corée, où la hiérarchie est si importante en raison des valeurs confucéennes¹⁸, vous ne pouvez pas vous exprimer

17. Le marché Mangwon est un marché traditionnel situé dans le quartier Mapo de Séoul, connu pour son caractère convivial et ses petits commerces.

18. Le confucianisme est un système philosophique et éthique qui met l'accent sur la hiérarchie, le respect de l'autorité et l'harmonie sociale, et qui a une grande influence sur la société coréenne.

face à vos supérieurs. Alors, où va cette frustration ? Elle est dirigée vers les femmes, qui sont une cible plus facile.» En créant des espaces sûrs où les hommes peuvent discuter ouvertement de ces questions, des groupes comme le sien visent à rediriger cette colère vers un changement constructif.

Regarder vers l'avenir

De retour à Jinju, On est toujours en convalescence après l'agression. Elle a récemment passé un mois à l'hôpital pour soigner son traumatisme. Après une année dominée par les procédures judiciaires, elle souhaite simplement retrouver une vie normale : «Je veux trouver du travail, inviter ma famille à manger et acheter des jouets pour mon chat.»

Elle a été émue par le nombre de personnes qui se sont mobilisées pour sa cause. Quand la pétition demandant que son agresseur soit puni a atteint 50 000 signatures en moins d'un mois, elle a créé un compte sur les réseaux sociaux pour remercier les personnes qui lui ont envoyé des messages de soutien. Petit à petit, elle a commencé à publier des informations actualisées sur son procès, ce qui a amené tellement de personnes à venir l'assister que certaines ont dû rester debout. Elle continue de partager des informations sur des affaires similaires, ce qu'elle considère comme un petit geste de solidarité envers les autres victimes.

«Je n'aurais pas survécu à cette année sans les personnes qui m'ont soutenue», dit-elle. Pour On, la solution ne consiste pas à se disputer pour savoir qui souffre le plus de discrimination. «Nous devons nous concentrer sur la manière de résoudre ces conflits et de créer une société plus saine pour tout le monde», dit-elle.

Raphael Rashid est un journaliste indépendant installé à Séoul-based freelance. Il est l'auteur de *The Korea We Refuse to See*.

Source : *The Guardian*, 21 septembre 2025.

Traduit pour Europe solidaire sans frontières par Pierre Vandevoorde.

En complément

- ▶ «Des jeunes femmes mènent la "révolution du bâton lumineux" pour renverser le président antiféministe de la Corée du Sud»
- ▶ «La Corée du Sud subit une crise de crimes sexuels numériques»
- «Les femmes de Corée du Sud font grève contre leur statut actuel de "machines à bébés"»
- ▶ «Des féministes protestent contre une vague d'antiféminisme qui déferle depuis peu sur la Corée du Sud»
- ▶ «Le Mouvement des femmes sud-coréen : "Nous ne sommes pas des fleurs, nous sommes un incendie!"»
- ▶ «La Corée du Sud vit une bataille épique entre le féminisme et une misogynie profondément ancrée»



Un spectre inquiétant hante le monde : peut-on le nommer sans le comprendre ?

Stéfanie Prezioso

Il y a plusieurs décennies, l'historien Tim Mason tirait la sonnette d'alarme. Dans un article intitulé «Whatever happened to fascism» (Qu'est-il arrivé au fascisme ?), il déplore ce qu'il appelait «la disparition des théories ou des concepts exigeants du fascisme dans la recherche et les écrits». Réévaluant la relation entre le fascisme italien et le national-socialisme, il exhortait les chercheurs à ne pas confondre les deux mouvements, mais plutôt à identifier leurs similitudes et leurs différences «spécifiques» et à en établir les raisons, tout en conservant ce qu'il appelait «un agnosticisme strict» quant à la singularité radicale de chacun des deux régimes¹.

Comment nommer les nouvelles extrêmes droites ?

À première vue, les débats d'il y a près de quarante ans peuvent sembler éloignés du climat politique actuel. Pourtant, les questions soulevées par Mason trouvent un écho puissant dans le contexte actuel. Alors que l'extrême droite progresse à travers le monde, il est devenu urgent d'analyser cette résurgence avec rigueur intellectuelle et profondeur historique.

Le spectre du fascisme semble à nouveau hanter le monde : de l'Amérique latine à l'Inde, des USA à la Russie, en passant par l'Europe. L'influence et l'emprise des partis d'extrême droite ne cessent de croître et l'élection de Donald Trump donne un nouveau souffle à leur grammaire politique, tout

en renforçant leur présence là où ils ne sont pas encore aux affaires ; en France, en Allemagne et au Portugal, elles sont aux portes du pouvoir.

Passée la sidération, il reste l'impératif d'intervenir, d'alerter, de mobiliser les forces sociales nécessaires à contrer leur agenda politique ; mais comment ? Comprendre les raisons de cet apparent «retour du fascisme» ne va en effet pas de soi. D'ailleurs, s'agit-il bien de cela ? L'utilisation du terme «fascisme» pour décrire les phénomènes contemporains fait l'objet de nombreux débats. Pour certains son usage est essentiel parce qu'il offrirait un cadre prédictif ; mais, on le sait, si l'histoire éclaire le présent, elle ne peut en aucun cas prédire l'avenir.

L'inflation actuelle des déclinaisons du mot ne cesse d'interroger. Fascisme (tardif, préventif, de la fin des temps, fossile, trumpiste...) «néo, post, para, semi, micro, techno-fascisme» : les qualificatifs ne manquent pas pour tenter de cerner cet ennemi qui avance imperturbablement². Cette avalanche conceptuelle cache cependant difficilement la désorientation de l'analyste face à une situation qui, si elle rappelle, par bien des aspects, les heures sombres du 20^e siècle, n'en reste pas moins radicalement nouvelle. Comme l'écrivait l'historien Eric J. Hobsbawm, «quand les hommes sont face à une chose à laquelle le passé ne les

1. Tim Mason, «Whatever happened to "fascism"», dans Jane Caplan (éd.), *Nazism, Fascism and the Working Class. Essays by Tim Mason*, Cambridge, University Cambridge Press, 1995, p. 323, 329.

2. Voir notamment parmi les articles les plus intéressants parus récemment, Naomi Klein, Astra Taylor, «The rise of end times fascism», *The Guardian*, 13 avril 2025 ; voir aussi Frédéric Lordon, «Fascisme, définition» *Le Monde diplomatique*, 19 février 2025 ; Timothy Erik Ström, «Capital and Cybernetics», *New Left Review*, n° 135, mai-juin 2022.

a nullement préparés, ils tâtonnent à la recherche de mots pour nommer l'inconnu, même lorsqu'ils ne peuvent ni le définir ni le comprendre³. L'analogie aurait prétendument l'avantage de permettre d'analyser l'inconnu en partant d'un terrain connu, tout en offrant un cadre à la mobilisation nécessaire des forces de résistance.

Lutter, oui. Mais contre qui et contre quoi ?

Or, c'est précisément sur la détermination de l'ennemi que le débat trébuche. Lutter oui, mais contre qui et contre quoi ? L'injonction à regarder le danger dans les yeux semble passer par la sommation à utiliser le terme de fascisme, faute de quoi on apparaît au mieux comme de doux rêveurs, au pire comme d'incurables sceptiques. Et pourtant, l'usage du mot ne nous rive-t-il pas aux lectures du passé et ne nous empêche-t-il pas d'analyser avec rigueur les phénomènes politiques actuels pour y répondre avec le plus d'efficacité ? Quant à prendre la mesure du danger, comme le souligne l'historien Daniel Bessner, « les choses peuvent être effrayantes – elles le sont – sans être fascistes. En fait, elles pourraient même être plus effrayantes encore⁴ ».

Dans les années 1920 et 1930, l'écrasante majorité de ceux qui ont donné une définition du fascisme n'en avaient pas saisi la nouveauté ; c'est précisément cela qu'il s'agit d'éviter aujourd'hui. Plutôt que d'avancer une réponse toute faite, ne faut-il pas commencer par poser le problème⁵ ? La question de la persistance et/ou retour du fascisme se présente à intervalles réguliers sur la scène politique, cela a été en particulier le cas en Italie au cours de ces trente dernières années. Depuis les récentes élections étatsuniennes et le retour de Donald Trump à la tête du gouvernement, c'est aux USA que le problème se pose avec le plus d'acuité. Et le débat fait rage, alors que le président semble avoir

élargi considérablement ses prérogatives, mettant en cause les fondements mêmes de la Constitution des États-Unis.

Les livres dénonçant la (nouvelle) menace fasciste occupent les étals des libraires et les publications ne cessent de croître⁶. La place centrale occupée par le fascisme dans l'histoire du 20^e siècle et dans son « territoire mental » explique en partie cette omniprésence. Tout aussi important est le désir de replacer dans son contexte historique la résurgence de l'extrême droite au cours du 21^e siècle⁷. Les historiens sont enjoins de répondre, en tant qu'« experts », si tel dirigeant mondial ou tel mouvement peut être oui ou non désigné comme fasciste. Mais tous butent très vite sur la définition. Le terme « fascisme » reste sans doute le plus vague du lexique politologique. Il demeure, écrivait l'historien Emilio Gentile, un objet mystérieux, « qui se dérobe à tout essai de définition historique claire et rationnelle nonobstant les dizaines de milliers de pages qui ont été et continuent à être consacrés à ce phénomène⁸ ». Pourtant, trop souvent, cette mise en garde sert d'alibi pour proposer une nouvelle définition.

Depuis son apparition sur la scène politique à la fin de la Première Guerre mondiale, ce nouveau phénomène fusionnant société de masse et autoritarisme a donné lieu à des interprétations diverses, caractérisées par le fait qu'elles s'arrêtent sur tel ou tel aspect constitutif ou pensé comme tel, qu'il soit historique, politique, économique, social ou même moral. En fait, la plupart des définitions contiennent *une part de vérité*, mais toutes relèguent nécessairement au second plan les éléments qui ne correspondent pas à une situation donnée. Si je devais en fournir une « formule de poche », je dirais que le fascisme est un mouvement politique de droite extrême qui trouve sa pleine expression en Italie et en Allemagne dans les années 1920, 1930 et 1940, violemment antimarxiste, raciste, antisémite, impérialiste, fondé sur la

3. Eric J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes. Histoire du court vingtième siècle*, Paris, Versailles, 1994, p. 380.

4. Daniel Bessner, « Trump, un fasciste ? », 21 avril 2025 (version originale, « This Is America », *Jacobin*, 27 mars 2025).

5. Alberto Toscano, *Fascisme tardif : généalogies des extrêmes droites contemporaines*, Paris, Éditions La Tempête, 2025.

6. Parmi les best-sellers, Paul Mason, *How to stop Fascism : History, Ideology, Resistance*, Londres, Allen Lane, 2022 ; Jason Stanley, *How Fascism Works. The Politics of US and Them*, Penguin, Random House, New York, 2018.

7. Enzo Traverso, « The Spectre of Fascism is haunting Europe as it marks V E Day », *Jacobin*, 8 mai 2025.

8. Emilio Gentile, *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, Paris, Gallimard, 2004, p. 9.

destruction des droits et des libertés démocratiques, le rejet de l'égalité, la stigmatisation des plus faibles et l'offensive contre les femmes.

Les analogies avec le fascisme historique

Au début du 20^e siècle, le fascisme ne peut se déployer que lorsque le mouvement ouvrier ne représente plus une menace imminente. Il ne peut se concevoir sans les crises politique, sociale et économique qui frappent les sociétés européennes dans les années 1920 et 1930. Mouvement autonome, «parti organisé pour ses propres objectifs, visant la conquête du pouvoir pour ses propres fins», il est éversif, c'est-à-dire révolutionnaire et restaurationniste à la fois, expression moderne du rejet de la démocratie et des Lumières.

Il ne peut triompher sans l'action combinée de la violence paramilitaire et de la répression d'État; sans le développement d'un véritable mouvement de masse. Il ne peut conquérir les esprits sans cette fusion inédite d'éléments apparemment disparates de conservatisme et de modernité, ce que rend bien la formule de Joseph Goebbels du

«romantisme d'acier». Il utilise la violence, la terreur, mais aussi l'embrigadement pour imposer une nouvelle hiérarchie entre les êtres humains.

Il y a des éléments de continuité historique évidents entre les extrêmes droites actuelles et le fascisme, mais le fascisme historique avait des éléments de continuité évidents avec la droite réactionnaire nationaliste du 19^e siècle. Les droites radicales contemporaines partagent avec le fascisme historique le nationalisme, le racisme, l'impérialisme, l'homo/lesbophobie, le virilisme, l'autoritarisme, l'antimarxisme – compris comme le refus des conflits de classe au nom de l'unité de la nation et du peuple –. Elles entendent détruire les droits et les libertés fondamentales et, plus largement, les mouvements sociaux qu'elles ne contrôlent pas directement. Elles mènent une offensive contre les droits des femmes et désignent des boucs émissaires (les juifs, les musulmans).

Tous ce qui ne correspond pas à leur vision de la nation, qu'il s'agisse des minorités ou des adversaires politiques, sont stigmatisés, criminalisés et utilisés comme leviers de mobilisation électorale; c'est le cas aujourd'hui, tout particulièrement, des migrant-es et des musulman-es, avec le fantasme du «grand remplacement». Ce rejet de l'autre s'accompagne d'un discours identitaire excluant, qui vise à légitimer des politiques autoritaires en prétendant défendre une nation «menacée». Dans ce sens, les stratégies discursives et électorales de figures comme Donald Trump, Giorgia Meloni, Victor Orban ou Javier Milei s'apparentent à celles utilisées par Mussolini ou Hitler.

Le fascisme historique et les mouvements d'extrême droite actuels émergent dans des contextes similaires de crise économique et sociale de longue durée, de remise en question des formes de représentation, y compris de la légitimité des partis politiques traditionnels, de perte de repères et de crise culturelle et morale, dont la remise en question de la rationalité scientifique n'est qu'un aspect.

Nous ne vivons pourtant pas dans la même époque...

Aujourd'hui, le contexte est cependant bien différent et la crise sociale et politique



n'est pas la même. Le fascisme historique s'est constitué au lendemain de la Première Guerre mondiale et après la révolution d'Octobre, alors que l'URSS représentait un horizon d'attente pour des millions de salarié·es. Rien de comparable actuellement.

Le fascisme historique prônait un système totalitaire soit, selon la définition qu'en a donnée la philosophe Hannah Arendt une fusion inédite d'embrigadement et de terreur. L'extrême droite actuelle est ultralibérale sur le plan intérieur et entend renforcer massivement les fonctions répressives de l'État. Javier Milei et Elon Musk brandissent une tronçonneuse comme symbole de la destruction de la «bureaucratie», en réalité des assurances sociales et des services publics, aussi faibles soient-ils, en radicalisant le néolibéralisme des décennies précédentes, qui avait présenté l'État comme un obstacle au développement économique ; on se souvient du discours de Ronald Reagan affirmant en 1981 que «l'État n'est pas la solution, mais le problème».

Le fascisme historique s'appuyait sur des mouvements de masse, organisés autour d'une idéologie et structurés par des groupes paramilitaires (comme les SA en Allemagne ou les Chemises noires en Italie) qui comptaient des centaines de milliers de membres en uniforme. Leur objectif était notamment de détruire les syndicats, les partis et les associations ouvrières, forte alors de millions d'adhérent·es et de centaines de milliers de militant·es défendant un horizon socialiste. Aujourd'hui, cette organisation du monde du travail n'existe plus à la même échelle et les extrêmes droites actuelles ne s'appuient plus sur des mouvements de masse comparables.

S'il existe bien des groupes d'extrême droite actifs et violents, leurs effectifs sont sans comparaison avec ceux de l'entre-deux-guerres et ils ne sont pas centralisés, du moins pour le moment, comme la force armée spécifique de l'un ou de l'autre de ces partis. L'influence de ces derniers se manifeste d'ailleurs essentiellement à l'occasion des élections. Elle est essentiellement électorale.

Il est vrai que le 6 janvier 2021, l'assaut du Capitole par les partisans de Donald Trump a fait craindre une tentative de coup d'État. Cet événement a même été comparé au putsch manqué d'Adolf Hitler en 1923. Aujourd'hui,



certains avertissent que l'Immigration and Customs Enforcement (ICE) pourrait servir de force armée organisée à la disposition de Trump. En Inde, le Premier ministre Narendra Modi s'appuie sur le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), une organisation paramilitaire de rue aux racines idéologiques profondes. Et en Italie, les attaques violentes perpétrées par des membres du groupe néofasciste Forza Nuova, notamment le saccage du siège du syndicat CGIL en octobre 2021, laissent entrevoir des possibilités inquiétantes de mobilisations futures.

Toutefois, si l'on veut parler de fascisme aujourd'hui, il s'agit d'un fascisme largement vidé de son mouvement de masse, mais qui, comme l'écrit Alberto Toscano, conserve l'idée de la renaissance nationale et de la promotion de ses classes productives, travailleurs et patrons au coude à coude⁹. Au début du 20^e siècle, la référence au fascisme renvoyait à un nouveau phénomène politique dont il s'agissait de cerner les contours, les potentialités de transformation, les

9. Alberto Toscano, *Fascisme tardif*, op. cit.

possibilités de traduction dans d'autres réalités nationales. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde¹⁰

Ce qui rend les choses encore plus troubles est le fait que ce que l'on pourrait appeler le «ventre» de certains de ces mouvements est constitué précisément par des personnes qui se rattachent ouvertement au nazisme et au fascisme (symboles, gestes, habillements, etc.). Les récentes manifestations néofascistes à Paris ou à Milan n'en sont que la pointe avancée. Si elles pouvaient, il y a quelques années, être reléguées à un phénomène marginal, une vague réminiscence nostalgique, elles acquièrent à l'heure actuelle un tout autre sens, dont il s'agit de prendre la mesure. Non pas tant pour ce que ces manifestations nous disent de celles et ceux qui les mènent, mais de ce qu'elles nous apprennent sur le rapport que nos sociétés entretiennent avec le passé.

Umberto Eco soutenait il y a trente ans : «Ce serait tellement confortable, pour nous, si quelqu'un se présentait sur la scène mondiale et disait : "Je veux ouvrir à nouveau Auschwitz, je veux que les Chemises noires défilent encore sur les places italiennes". Hélas ! la vie n'est pas si simple¹¹ ». Aujourd'hui ces manifestations n'apparaissent plus seulement comme la face grimaçante du «masque fasciste de l'Europe¹²», pour le dire avec la politiste Nadia Urbinati, mais aussi (et surtout !), comme le fruit d'une trentaine d'années d'effacement du passé, de banalisation de l'horreur et d'équivalence proclamée entre celles et ceux qui ont lutté pour les droits démocratiques, les libertés, l'égalité, l'émancipation, largement ignorants de la réalité sordide de l'URSS stalinienne, et celles et ceux qui ont incarné l'exact opposé de ces valeurs.

Il n'y a plus de témoins lumineux de ce passé, pour reprendre l'image de Pier Paolo

Pasolini, les lucioles ont disparu¹³. La fluidité des références a transformé l'histoire en une sorte de mare qui «contient tout et son contraire¹⁴». Ainsi, ceux qui pensent en Occident qu'agiter le danger fasciste est le meilleur instrument de mobilisation se trouvent de plus en plus souvent confrontés à une population indifférente, ou au pire conditionnée par les modes de pensées et le vocabulaire de l'extrême droite. Du «Hello Dictator» lancé par Jean-Claude Junker, alors président de la Commission européenne, à l'adresse de Viktor Orbán, à la banalisation des racines politiques de Giorgia Meloni, dont elle ne se cache d'ailleurs pas, le radical renversement des valeurs, du moins proclamées, sur lesquelles reposaient les sociétés occidentales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ne peut être plus ouvertement assumé.

Aujourd'hui, ce camp politique s'efforce d'assurer son hégémonie culturelle par le révisionnisme historique, l'anti-intellectualisme, la désinformation et la censure. Pour ce faire, il s'appuie sur un vaste réseau de communication – comprenant des sites web, des réseaux sociaux, des podcasts, des chaînes de télévision, des journaux et des groupes de réflexion – tout en menant ce que l'on pourrait appeler une «campagne algorithmique permanente¹⁵», une nouvelle forme de pouvoir omniprésente qui façonne efficacement la vie quotidienne d'autant plus efficacement qu'elle s'adresse à une société profondément atomisée.

Il s'agit aujourd'hui pour ce bord politique de gagner la guerre pour l'hégémonie culturelle à grand renfort de révisionnisme historique, d'anti-intellectualisme, de *fake news* et de censure en s'appuyant sur un réseau de communication (sites web, réseaux sociaux, podcasts, chaînes de télévision, presse, *think tank*), au pouvoir tout à fait inédit, qui contrôle la vie des gens d'autant mieux qu'il s'adresse à une société totalement atomisée.

10. Bertold Brecht, *La résistible ascension d'Arturo Ui*, 1941.

11. Umberto Eco, *Il fascismo eterno*, Milan, La nave di Teseo, 2017, p. 24.

12. Nadia Urbinati, «La maschera fascista dell'Europa», *La Repubblica*, 17 octobre 2017.

13. P. P. Pasolini, *Scritti corsari*, Milan, Garzanti 1975. (*Corriere della Sera*, 1^{er} février 1975)

14. Zygmunt Bauman, *Culture in a Liquid Modern World*, Polity, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, p. 21.

15. Richard Seymour, *Disaster Nationalism: The Downfall of Liberal Civilization*, Londres, Verso, 2024, p. 187.

Un terme qui suscite plus de chaleur que de lumière

Le philosophe et historien italien Enzo Traverso soutient que le concept de fascisme est à la fois indispensable et inadéquat, tout en soulignant, après Reinhart Koselleck, qu'il existe une tension entre les faits historiques et leur transcription linguistique¹⁶. Depuis les années 1930, le fascisme est devenu un synonyme de toutes les formes de réaction obscurantiste, de conservatisme et d'autoritarisme, même en l'absence de ses « traits distinctifs ».

Des auteurs élargissent l'usage du concept en deçà et au-delà du fascisme historique. Il s'agit dans ce cas « plutôt d'un ensemble plus général d'habitudes culturelles, d'instincts et de pulsions sombres qui se sont manifestés et pourraient se manifester à nouveau dans les contextes historiques et nationaux les plus divers, même en l'absence d'un mouvement ou d'un régime fasciste¹⁷ ». Le concept de fascisme devient dans cette optique une abstraction incapable de rendre compte de phénomènes concrets, inscrits dans leur temps, notamment dans des périodes d'accélération et de « tournant brusque ».

Ainsi, l'historien Robert Paxton réitérait récemment dans une interview au *New York Times* que l'utilisation du terme suscitait plus de chaleurs que de lumières, parce que « le mot fascisme a été rabaissé au rang d'épithète, ce qui en fait un outil de moins en moins utile pour analyser les mouvements politiques de notre époque¹⁸ ».

Les conditions économiques changent souvent plus rapidement que la conscience humaine justifiant la conservation de formes morales dont les bases matérielles n'existent plus. Dans ce cadre, se demander si Trump, Milei, Orban, Putin, Meloni et Le Pen sont fascistes n'amène pas grand-chose à la compréhension des conditions politiques, économiques et sociales, du terrain, du milieu

sur lequel ils ont pu et peuvent encore se développer : un 21^e siècle marqué par l'impuissance politique, tant des gouvernements que des parlements, à infléchir tant soit peu, les politiques décidées soi-disant « par les marchés », en réalité, pour servir les intérêts d'une coterie de super-riches qui règne sans partage sur les principaux pôles du pouvoir planétaire : les États-Unis, l'Union européenne, la Chine, le Japon, la Russie.

Au Sud, ces politiques débouchent sur la guerre sans fin, les destructions massives et la misère endémique. Au Nord, elles nourrissent des programmes d'austérité toujours plus durs, une augmentation brutale des inégalités, l'accélération de la destruction de l'État-providence ou de ce qu'il en reste, justifiant la montée d'un autoritarisme qui tend vers un abandon des conquêtes démocratiques et l'instauration d'un climat de violence.

Le dernier rapport du Civil Liberties Union for Europe (CLUE) place le gouvernement de Giorgia Meloni parmi ceux qui « minent systématiquement et intentionnellement l'État de droit¹⁹ » en s'en prenant au pouvoir judiciaire, aux libertés et aux droits démocratiques (liberté de la presse et des médias, droit de manifester, droit de grève) auxquels s'ajoutent les « violations graves et systématiques des droits humains », sans parler de la tendance plus manifeste à la concentration du pouvoir aux mains de l'exécutif.

Quant aux USA, pour ne prendre que ces deux exemples, les cent premiers jours du deuxième gouvernement de Donald Trump ne laissent que peu de doutes sur l'étranglement en cours des libertés démocratiques : expulsions massives de migrant·es, licenciements massifs dans la fonction publique, attaques contre les lois sur le droit de vote²⁰, censure et coupes budgétaires dans la recherche, militarisation des villes américaines... Aujourd'hui Donald Trump se sert du meurtre de Charles Kirk comme prétexte pour mener une répression plus large contre la gauche américaine.

16. Enzo Traverso, *Les nouveaux visages du fascisme*, Paris, Textuel, 2017.

17. Alessio Gagliardi, Matteo Pasetti, « Fascism in the public sphere of post-fascist Italy », *Journal of Modern Italian Studies*, n° 29 : 3, 2024, p. 247 ; voir notamment Jason Stanley, *How Fascism works*, op. cit.

18. Elisabeth Zerofsky, « Is it Fascism ? A leading historian changes his mind », *New York Times*, 23 octobre 2024

19. *Liberties Rule of Law Report 2025*.

20. Jim Saksa, « The GOP Is Attacking the VRA From All Angles – and Could Soon Make it All But Useless », 10 septembre.

Comprendre les mutations en cours du capitalisme

La croissance de la vague réactionnaire et autoritaire mondiale actuelle ne vient pas de nulle part. Elle a été marquée par une radicalisation des politiques et des discours néolibéraux après la crise de 2008, une augmentation brutale des inégalités, l'accélération de la destruction des vestiges de l'État-providence et le rejet de millions de salarié·es dans la précarité.

L'insécurité, la peur, la souffrance, la frustration, l'aliénation, l'impossibilité de se projeter vers l'avenir ont nourri «le ressentiment de classe sans conscience de classe²¹». Cette inégalité n'a fait que s'accroître ces dernières années. Selon le dernier rapport *Takers Not Makers*, la fortune des milliardaires a augmenté trois fois plus vite en 2024 qu'en 2023, tandis que les 1 % les plus riches ont accumulé collectivement plus de 33 900 milliards de dollars d'actifs depuis 2015²². À l'autre extrémité du spectre, 3,6 milliards de personnes, soit 44 % de l'humanité, vivent aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté défini par la Banque mondiale.

Aujourd'hui, cependant, le «nationalisme du désastre», dont parle l'essayiste Richard Seymour²³, a franchi une étape supplémentaire vers la catastrophe sociale et climatique, qu'il nie avec vigueur: «Les attaques furieuses de Trump contre toutes les structures destinées à protéger le public contre les maladies, écrivent à ce propos Naomi Klein et Astra Taylor: les aliments dangereux et les catastrophes [créent] une multitude de nouvelles opportunités de privatisation et de profit pour les oligarques qui alimentent cette destruction rapide de l'État social et de ses lois²⁴».

La nécessité de comprendre ces bouleversements politiques et économiques globaux a donné et donne lieu à une série de débats et d'études sur les transformations en cours du capitalisme et leurs impacts politiques,

sociaux, écologiques, dont la *New Left Review* s'est fait récemment l'écho. David Riley et Robert Brenner parlent ainsi d'un nouveau «capitalisme politique», caractérisé par une pénétration des sphères du pouvoir à la dynamique autoritaire par de grands groupes privés, qui leur permet aujourd'hui d'obtenir des surprofits considérables dans une période de croissance économique ralentie²⁵.

La présence à l'investiture de Donald Trump des patrons de Meta, Amazon, Google, de ceux que l'économiste Cédric Durand nomme les «seigneurs technoféodaux» en constitue la pointe émergée²⁶. Si l'autoritarisme peut également représenter, en partie, une expropriation politique de la bourgeoisie, alors nous devons également analyser les failles, les faiblesses et les divisions au sein de la bourgeoisie, comme l'a récemment démontré l'interview du milliardaire Ray Dalio, gestionnaire de fonds spéculatifs, accordée au *Financial Times*²⁷.

Face au désastre qui s'annonce s'ouvre un champ de recherches nouveau et important sur le tournant de période que nous sommes en train de vivre. Sortir de l'obsession du débat sur le «fascisme» (cet «autre» dont la simple évocation paraît garantir la moralité et la légitimité des partis et des systèmes existants), tout en analysant «historiquement» (mot banni par l'administration Trump) comment nous en sommes arrivés là. Voilà le défi qui nous attend. Et nous avons du pain sur la planche.

Stéphanie Prezioso est professeure d'histoire contemporaine à l'Université de Lausanne. Elle est l'auteure de *Découvrir l'antifascisme*, Paris, Éditions sociales, 2023.

Source : Marx 21. Avec l'aimable autorisation de l'auteure.

21. Wendy Brown, *Défaire le Demos. Le néolibéralisme, une révolution furtive*, Paris, Amsterdam, 2018

22. *Takers, not makers. The unjust poverty and unearned wealth of colonialism*.

23. Richard Seymour, *Disaster Nationalism*, op. cit.

24. Naomi Klein, Astra Taylor, «The rise of end times fascism» art. cité.

25. David Riley, Robert Brenner, «Le capitalisme politique et ses conséquences aux États-Unis», 14 avril 2025 (version originale David Riley, Robert Brenner, «Seven Theses on American Politics», *New Left Review*, n° 138, novembre-décembre 2022).

26. Cédric Durand, *Techno-féodalisme : critique de l'économie numérique*, Paris, La Découverte, 2023.

27. James Fontanella-Khan, «US Sliding towards 1930s Style Autocracy Warns Ray Dalio», *Financial Times*, 2 septembre 2025.

Les femmes africaines sont là, encore une fois !

Groupe de femmes et de genre et partenaires africains

Nous, femmes et filles africaines, gardiennes de la terre, nourricières de la vie, gardiennes de nos communautés et gardiennes du savoir, sommes réunies ici aujourd'hui, pour la deuxième fois, afin d'affirmer notre engagement collectif et résolu à protéger notre continent, nos pays, nos communautés et notre planète contre les effets dévastateurs de la crise climatique. Nous sommes réunies ici pour démontrer notre pouvoir et notre leadership et revendiquer la place qui nous revient dans les processus décisionnels.

Collectivement, nous refusons d'être confinées à l'intérieur des frontières coloniales, et nous sommes ici en tant qu'Africaines pour affirmer et embrasser les idéaux du panafricanisme. Nous sommes unies dans la diversité de nos identités, représentant les femmes des collines et des montagnes, celles de la savane et des îles, les femmes des communautés agricoles et pastorales, du gouvernement et de la société civile, ainsi que les universitaires, englobant les jeunes, les personnes âgées et celles ayant des capacités différentes. Nous reconnaissons que les structures sociales patriarcales, les modèles économiques exploitants et les structures politiques existantes, avec leur héritage colonial, nous affectent de manière disproportionnée, soulignant l'urgence de faire entendre chaque voix et de reconnaître et amplifier chaque lutte. C'est précisément pour cela que nous sommes ici.

Dans cet espace, en ce jour, nous envoyons un message clair et retentissant à nos gouvernements africains, à l'Union africaine et à leurs institutions alliées: la voix des femmes africaines ne doit *jamais* être reléguée au second plan. Nous refusons d'être utilisées comme des symboles, invitées pour

embellir les panels ou utilisées pour remplir des quotas d'inclusivité. Les femmes africaines constituent la majorité de la population de ce continent; par conséquent, les débats, les discussions, les décisions et les actions sur le climat doivent être menés par nous, pour nous et avec nous, et non dictés par les entreprises ou les soi-disant partenaires impérialistes développés et leurs agences. L'exclusion et la marginalisation systématiques des voix des femmes africaines et de leur programme sur leur propre territoire par leurs propres institutions sont inacceptables. Nous sommes ici, organisées en marge de ce sommet pour la deuxième fois, afin de manifester nos préoccupations et de demander des comptes au Nord global et aux pollueurs climatiques. Les femmes africaines les surveillent de près.

Le seul rôle qu'ils devraient avoir dans le Sommet africain sur le climat ici à Addis-Abeba est de s'engager à assumer leurs responsabilités, à fournir leur juste part de financement sous forme de subventions et à s'abstenir de promouvoir des programmes destructeurs basés sur le marché au nom des solutions climatiques.

Pour celles et ceux qui doutent encore de la réalité ou de la gravité de la crise climatique, nous sommes ici pour partager des témoignages sur la manière dont elle affecte aujourd'hui les femmes africaines, nos sociétés, nos moyens de subsistance, notre bien-être et nos économies. Elle affecte notre santé, nos cultures, notre patrimoine et nos traditions. Les difficultés rencontrées par les jeunes femmes des petites communautés insulaires, les petites agricultrices confrontées à des conditions météorologiques imprévisibles, les femmes handicapées face aux

urgences climatiques ou les femmes vivant dans des communautés urbaines pauvres sont des témoignages frappants des impacts, des pertes et des dommages subis aujourd'hui sur ce continent. Les voix de ces communautés doivent être au centre de l'ordre du jour du sommet sur le climat.

À celles et ceux qui pensent que les femmes africaines ne sont que des victimes impuissantes attendant d'être secourues par des missionnaires blancs, nous sommes ici pour affirmer et revendiquer nos réalités complexes. Oui, nous sommes parmi les plus touchées par la crise climatique, mais nous sommes aussi les créatrices de solutions climatiques réelles, durables et équitables entre les sexes. Aujourd'hui, nous amplifions ces solutions, grâce à nos connaissances en matière de préservation des systèmes semenciers, de la biodiversité et des nutriments du sol pour une agriculture urbaine régénérative, ainsi qu'à des entreprises d'énergie renouvelable dirigées par des femmes. Les filles africaines utilisent les technologies modernes pour sensibiliser à la crise climatique et promouvoir le recyclage. Nous sommes également ici pour proposer des analyses bien conçues et fondées sur des données factuelles, ainsi qu'une présentation de l'état de la crise climatique en Afrique, accompagnées de solutions politiques pratiques et ambitieuses conçues pour faire face à la crise climatique et à ses défis interdépendants.

Alors que nous sommes réunies ici, nos revendications collectives sont claires :

À nos gouvernements africains

- Engagez-vous à placer le leadership des femmes africaines au cœur des actions climatiques. L'Afrique est le continent où les femmes sont les moins représentées dans les processus politiques mondiaux liés au changement climatique. Les gouvernements africains doivent soutenir de manière intentionnelle la participation et l'engagement des femmes dans tous les aspects de la politique climatique, de la conception à la mise en œuvre et au suivi, et veiller à ce qu'ils soient adaptés à leur expérience et à leur réalité quotidienne.
- S'engager à promouvoir l'adoption d'un plan d'action solide et ambitieux en faveur de l'égalité des sexes lors de la COP 30 à Belém. Veiller à ce que les négociateurs et négociatrices africaines chargées des questions de genre bénéficient d'un soutien total, de ressources suffisantes et des moyens nécessaires pour s'engager de manière significative et jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration et l'adoption du nouveau plan d'action en faveur de l'égalité des sexes qui guidera les mesures climatiques sensibles au genre pour les neuf prochaines années.
- Rester fermes et uni-es pour exiger la mise en place d'un financement



climatique sous forme de subventions et de fonds publics, guidé par les principes de responsabilités collectives mais différenciées (CBDR), en alimentant le Fonds pour les pertes et dommages afin de couvrir les pertes et dommages économiques et non économiques, et en renforçant l'engagement à reconstituer le fonds d'adaptation à l'échelle et à la vitesse nécessaires pour soutenir les programmes d'adaptation sensibles au genre dans les pays et les communautés de la majorité mondiale.

- À Belém, continuer à faire preuve d'un leadership fort dans les négociations sur l'adaptation afin de garantir que l'objectif mondial en matière d'adaptation soit assorti d'indicateurs solides et mesurables permettant de suivre les progrès réels. Ceux-ci doivent inclure des indicateurs spécifiques au genre afin de favoriser une planification, une conception, une mise en œuvre et un suivi de l'adaptation inclusifs et sensibles au genre. En parallèle, travailler en collaboration avec des partenaires afin de faire progresser et de mettre en place un mécanisme de transition juste qui défende l'équité, la justice et la résilience.

- Promouvoir des solutions climatiques équitables entre les sexes et menées par l'Afrique en soutenant l'ingéniosité des jeunes, des femmes et des communautés africaines qui apportent déjà des réponses pratiques, abordables et évolutives à la crise climatique. Leur fournir les ressources et les environnements politiques propices à l'innovation, tout en préservant leurs systèmes de connaissances et leurs droits de propriété intellectuelle.

- Dans le même temps, rejeter fermement les solutions technologiques imposées de l'extérieur qui risquent d'entraîner une mauvaise adaptation et de détourner les ressources des priorités africaines.

- Rejeter les fausses solutions mises en place sur notre territoire dans le but de générer des profits privés et de légitimer le manque d'ambition des pays du Nord en matière de réduction des émissions. Le zéro net n'est pas un zéro réel, et les marchés du carbone et la géo-ingénierie

sont de fausses solutions qui nuisent à notre territoire et à nos populations.

- Impliquer activement et systématiquement les citoyen·nes et les communautés africaines dans les programmes de sensibilisation au changement climatique et les actions climatiques afin de garantir l'appropriation par les communautés des actions climatiques, en particulier dans les domaines de l'adaptation, de la transition juste et de la réduction des risques de catastrophe.

Aux pays du Nord et aux pollueurs

- Réduisez vos émissions en éliminant progressivement les combustibles fossiles *dès maintenant*.

- Fournissez votre juste part de subventions et de financements publics, et *non* des prêts et des financements privés basés sur le marché.

- Abandonnez la mentalité de l'ère coloniale. Les espaces multilatéraux doivent adopter les idéaux du leadership collectif et mettre fin à la domination ouverte et cachée des pays du Nord. Les gouvernements africains et les autres gouvernements du Sud ont le droit à un pouvoir décisionnel égal dans le processus multilatéral.

Nous, femmes africaines, nous engageons à utiliser notre pouvoir pour nous libérer, nous et nos communautés, de l'exploitation des systèmes économiques et sociaux existants qui ont contribué aux crises auxquelles nous sommes actuellement confrontées. Que nos voix soient entendues et que notre pouvoir soit un phare d'espoir pour un avenir durable et juste pour tous et toutes.

Déclaration adoptée lors du 2^e Sommet africain sur le climat, Journée du genre, Addis-Abeba, 7 septembre 2025.

Pour télécharger la déclaration en anglais, cliquer [ici](#)

Traduit par DE.

Appel des trois peuples de Mindanao contre la corruption

Nous, les trois peuples de Mindanao, Lumad, Moro et migrants colons¹, nous tenons aux côtés de la jeunesse et des peuples qui, partout en Asie et dans le monde, condamnent le pillage systématique des deniers public (corruption), qui privent celles et ceux qui vivent de leur travail, les paysan·nes, les pêcheur·es, et les pauvres, de leur nourriture, de la paix, de la sécurité climatique et de leur avenir.

La corruption, ce n'est pas seulement le détournement de fonds publics, c'est aussi une forme de violence. C'est le déni de notre droit à vivre dans la dignité. Dans nos communautés, cela se traduit par des programmes de contrôle des inondations qui ne voient jamais le jour, des systèmes de drainage inachevés et des milliards perdus en pots-de-vin, tandis que les familles pataugent dans des eaux qui leur arrivent à la taille et voient leurs récoltes pourrir, leurs maisons et leurs moyens de subsistance disparaître. Des vies sont ensevelies et emportées, comme on l'a vu lors des récentes catastrophes aux Philippines et au Pakistan.

Le remaniement ministériel philippin de mai 2025 était censé annoncer un changement, mais quelques mois plus tard, des contrats portant sur des installations de contrôle des inondations d'une valeur de 545 milliards de pesos philippins ont fait l'objet d'enquêtes judiciaires en raison de projets fantômes, des constructions non conformes aux normes et de signatures de contrats en faveur du même groupe d'entrepreneurs.

Les gouvernants forment des commissions, suspendent des projets et promettent des enquêtes, mais le simple remplacement de fonctionnaires ne peut démanteler la corruption profondément ancrée dans les systèmes de pouvoir, de budgétisation, de passation de marchés et de contrôle.

À Mindanao et dans toutes les Philippines, la corruption aggrave les catastrophes :

- Les programmes de lutte contre les inondations, d'aide aux écoles, de soutien à l'agriculture et de soutien aux moyens de subsistance disparaissent dans les poches des bureaucrates, des entreprises de construction et des représentants du gouvernement.
- Les plus pauvres, en particulier les agriculteurs, les pêcheurs, les Lumad, les Moro et les colons, en subissent les pires conséquences : pertes de récoltes, maisons endommagées, famine, déplacements et aggravation des conflits.

Notre lutte contre la corruption est indissociable de notre combat pour avoir de quoi manger, pour la paix sur nos terres et pour la justice climatique. De Mindanao au Népal, en passant par l'Indonésie et le Timor oriental, les jeunes et les communautés résistent à la corruption qui prive les populations des services de base, détruit les forêts et les mers et sape la souveraineté et le développement.

Nous voulons plus que des aménagements et des démissions, nous exigeons que des comptes soient rendus, et un changement pour de vrai, dans les faits, et radical :

Transparence réelle et contrôle

- Des audits complets dans toutes les institutions, tous les services et tous les projets

1. Il s'agit de « migrants internes », généralement des paysan·nes chrétien·nes, venus du nord et du centre de l'archipel philippin, à l'initiative du régime Marcos, pour s'établir à Mindanao.

gouvernementaux avec des données accessibles, une surveillance indépendante et que tous les représentants des autorités, les entrepreneurs et les institutions, soient comptables de leurs actes.

- Mise en place d'une commission indépendante sous contrôle parlementaire pour l'évaluation des programmes d'équipement.

Publicité des déclarations de patrimoine,

- De passif et de valeur nette (SALN) ainsi que des informations bancaires de tous les responsables gouvernementaux.

Récupération des biens publics

- Récupération des fonds volés, des biens luxueux et des richesses pillées, et réaffectation à la santé, à l'éducation, au logement, aux secours en cas de catastrophe et au développement rural.
- Que les officiels liés au gouvernement, les entrepreneurs et les politiciens corrompus aient à rendre compte de leurs actes et puissent faire l'objet de poursuites.

Programmes transparents qui correspondent aux besoins des gens

- Les programmes de lutte contre les inondations, d'adaptation au changement climatique, d'agriculture et de pêche doivent être au service des communautés et non d'intérêts politiques.
- Toutes les offres, tous les contrats, tous les prix et toutes les allocations doivent être entièrement transparents et accessibles en ligne afin que la population puisse les contrôler.

Agriculture, pêche et moyens de subsistance des communautés rurales

- Enquêter et demander des comptes aux responsables du ministère de l'agriculture (DA) impliqués dans des affaires de corruption, notamment des irrégularités dans les programmes de pêche et des réserves d'importation qui ont profité à des dirigeants du Congrès.
- Veiller à ce que les communautés rurales, les agriculteur.es, les pêcheur.es et les peuples autochtones bénéficient équitablement des ressources agricoles

et halieutiques et des retombées économiques.

- Protéger la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance en empêchant le détournement des ressources à des fins privées ou politiques.

En finir avec la corruption dans BARRM; et mise en place effective de l'accord de paix

- Rétablir la confiance en veillant à ce que les services sociaux, les projets de développement et les ressources promis parviennent efficacement aux communautés.
- Enquêter sur les allégations de corruption au sein des institutions, des services et dans la mise en œuvre du processus de paix.

En finir avec les dynasties politiques et les systèmes basés sur la corruption

- Abolir les fonds destinés à l'achat de voix, les fonds secrets des services de renseignement et les allocations budgétaires opaques.
- Adopter une loi antidynastie et refuser à toutes les entreprises ayant des liens familiaux avec des politiciens de remporter des contrats dans le cadre de projets gouvernementaux.

Protection de l'environnement, arrêt des agressions qui visent à empêcher le développement

- Protéger les terres, les eaux et les écosystèmes afin d'éviter que les catastrophes climatiques ne soient aggravées par une mauvaise gestion ou la corruption.
- Enquêter sérieusement et mettre fin aux meurtres et aux atrocités commis contre les peuples autochtones et les peuples autochtones non moros dans la BARRM, et respect de leur droit à se diriger de façon autonome.

Investir dans les services sociaux et les communautés résilientes

- Donner la priorité à la santé, à l'éducation, à l'agriculture durable et aux infrastructures résistantes aux catastrophes pour toutes les communautés.

Renforcer le pouvoir des citoyen·nes

- Soutenir les actions, les enquêtes et les mécanismes qui dénoncent la corruption et permettent au public d'exiger des comptes.
- Adopter une loi significative sur la liberté d'information afin de renforcer la surveillance citoyenne et la confiance dans les institutions publiques.

De Mindanao au Népal, en passant par l'Indonésie, le Timor-Leste et au-delà, nos luttes sont les mêmes.

Non à la corruption, non au pillage. Non à de nouveaux désastres aggravés par la négligence et la corruption ! Oui à la souveraineté alimentaire, à la justice, à la paix et à des communautés capables de faire face aux catastrophes climatiques !

Unissons-nous ! Nous sommes la solution ! Agissez maintenant pour un vrai changement !

Participez aux mouvements de lutte contre la corruption et exigez que les personnes impliquées rendent des comptes !

Les mouvements signataires

Kilusang Maralita Sa Kanayunan (KILOSKA); Ranao Women and Children Resource Center Inc (Centre de ressources pour les femmes et les enfants de Ranao) (RWCRC); Lanao Alliance of Human Rights Advocates (Alliance des défenseurs des droits humains de Lanao) (LAHRA); Alyansa ng mga Mamamayan para sa Karapatang Pantao (AMKP); Sumpay Mindanao (SUMPAY); Timuay Justice and Governance (Justice et gouvernance Timuay) (TJG); Tri-People' Organization against Disasters (Organisation des trois peuples contre les catastrophes) (TRIPOD) Foundation, Inc.; Multi-Stakeholders Initiative for Humanitarian Actions against Disasters (Initiative multipartite pour les actions humanitaires contre les catastrophes) (MIHANDS); Mindanao Tri-People Women Resource Center (MTWRC) (Centre de ressources pour les femmes des trois peuples de Mindanao) (MTWRC); LABAN Kababaihan !

Source : [Europe solidaire sans frontières](#).



La Chine sous pression : mobilisations populaires et fractures systémiques

Andrea Ferrario

Les manifestations qui ont traversé la Chine entre mai et début juin 2025 mettent en lumière des tensions profondes et une dynamique d'instabilité croissante dans le tissu social du pays.

Une société sous pression : le tableau général des mobilisations

L'analyse des épisodes de mobilisation sociale enregistrés en Chine entre la fin du mois de mai et le début du mois de juin 2025 fait apparaître des tensions systémiques qui traversent l'ensemble du pays. Loin d'être des phénomènes isolés, ces événements mettent en évidence des fractures profondes dans la situation sociale actuelle du pays, où les difficultés économiques se mêlent à des problèmes structurels de nature politique et à des violations croissantes des droits fondamentaux.

La période considérée, qui culmine symboliquement avec le 36^e anniversaire de la répression de Tiananmen le 4 juin 1989, présente une concentration extraordinaire de protestations qui, en un peu plus d'une semaine, ont investi avec intensité différents secteurs de la société : de l'industrie manufacturière à la construction, de l'éducation aux soins de santé, et même le système pénitentiaire. Cette succession rapide de mobilisations transversales montre que les causes des troubles ne peuvent être attribuées à des problèmes sectoriels spécifiques, mais plutôt à des dynamiques systémiques plus profondes évoluant simultanément.

Les huit journées «échantillons» analysées en détail - du 26 mai au 3 juin - révèlent également une répartition géographique couvrant l'ensemble du pays, de la province industrielle de Guangdong aux

régions du nord-est, soulignant ainsi que le phénomène n'est pas limité à certaines zones économiques, mais représente une manifestation généralisée des fractures du tissu social chinois contemporain.

Le phénomène des arriérés de salaires : dimensions et caractéristiques

Les arriérés de salaires apparaissent comme le dénominateur commun de la grande majorité des protestations documentées. Selon les données du *China Labour Bulletin*, pas moins de 88 % des incidents de protestation collective en 2024 étaient liés au non-paiement, soulignant la façon dont ce problème est devenu endémique dans l'économie chinoise. L'organisation note que «les arriérés de salaires représentent 76 % des événements sur la carte des grèves depuis 2011», ce qui indique une persistance du phénomène sur une décennie.

Le cas de la manifestation des travailleurs de Yunda Express à Chengdu illustre la complexité de ces dynamiques et la manière dont les conflits se développent et, parfois, sont résolus. Le conflit, qui a duré du 30 mai au 2 juin, est né non seulement de questions salariales, mais aussi de la décision unilatérale de l'entreprise de délocaliser le centre de distribution dans la ville de Ziyang, dans le comté de Lezhi, sans offrir de compensation ou d'alternatives de travail aux employés en échange de la délocalisation. Les travailleurs ont bloqué l'entrée du centre de distribution pour empêcher les véhicules d'entrer et de sortir, paralysant ainsi les activités de l'entreprise.

La chronique de la manifestation révèle l'escalade des tensions : dans la nuit du

31 mai, la police a tenté de disperser les manifestants par la force et, selon les témoignages des travailleurs, certains employés ont été battus au cours de l'intervention. Après des jours de résistance et de négociations serrées, l'entreprise a finalement accepté, le 2 juin, d'indemniser les employés selon une formule mathématique précise : salaire moyen plus 6 000 yuans multipliés par les années de service. Cette résolution montre qu'une pression collective soutenue peut encore obtenir, bien qu'en de rares occasions, des résultats concrets dans le contexte chinois, malgré l'environnement répressif.

Le secteur manufacturier a connu de nombreux troubles reflétant les difficultés économiques structurelles de l'économie chinoise. Par exemple, à Ningbo, dans le Zhejiang, les travailleurs de Rockmoway Clothing se sont mobilisés pendant deux jours consécutifs (les 2 et 3 juin) pour protester contre la décision de l'entreprise de retenir arbitrairement 40 % de leurs salaires. De même, plusieurs usines ont connu des grèves prolongées en raison d'arriérés de salaires, comme sur les chantiers de BASF à Donghai, dans le Guangdong, où les ouvriers du bâtiment se sont croisés les bras le 2 juin pour protester contre le non-paiement de leurs salaires.

La géographie des protestations dans l'industrie manufacturière montre une concentration particulière dans la province de Guangdong, le «moteur» de l'économie chinoise, qui avait enregistré 37 cas en avril 2025, de loin le nombre le plus élevé de toutes les régions. Cette concentration reflète la pression croissante exercée sur les industries orientées vers l'exportation dans une province qui représente le cœur manufacturier de la Chine.

carte

L'impact de la guerre commerciale et les transformations du travail industriel

L'escalade des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine a eu des effets directs et mesurables sur la condition des travailleurs. L'expansion des droits de douane américains, qui visent également les biens produits par des entreprises chinoises dans des pays tiers, a amplifié les incertitudes et exacerbé la crise à laquelle sont confrontés les travailleurs. Les données montrent que le

secteur manufacturier a connu une augmentation significative des troubles, passant de 25 cas en mars 2025 à 39 en avril suivant, ce qui reflète les pressions croissantes exercées sur les industries orientées vers l'exportation.

Les manifestations se sont étendues géographiquement «de la province de Guangdong, dans le sud-ouest de la Chine, où se trouvent de nombreuses entreprises manufacturières, à Tongliao, dans la province de Jilin, dans le Nord-Est», mettant en évidence une répartition nationale du phénomène. Comme le note Workers' Solidarity, «cela reflète également le fait que les problèmes du système économique chinois s'étendent aussi aux activités internationales», les travailleurs chinois employés dans des projets à l'étranger ayant fait grève en Arabie saoudite et à Oman le 29 mai pour réclamer leurs salaires.

Les protestations dans les usines Foxconn, l'un des plus grands fabricants au monde qui fournit des iPhones à Apple, sont particulièrement significatives. À l'usine de Hengyang, les travailleurs se sont mis en grève pour protester contre la réduction des subventions et des heures supplémentaires, tandis qu'à l'usine de Taiyuan, ils ont protesté contre les projets de transfert des installations de production de Taiyuan à Jincheng, à trois heures



de route. Lors des manifestations de rue, les travailleurs ont crié : « Nous voulons que nos droits soient respectés ».

BYD, le principal constructeur chinois de voitures électriques, a également été confronté à d'importants troubles. Le 28 mars, plus de 1 000 travailleurs de l'usine de Wuxi se sont mis en grève pour protester contre les baisses de salaire, la fin des primes d'anniversaire et d'autres réductions d'avantages. Quelques jours plus tard, les travailleurs de l'usine de Chengdu ont également manifesté pour réclamer la sécurité de l'emploi, la transparence des délocalisations et des compensations équitables.

Parmi les différents secteurs, l'industrie de l'habillement et de la chaussure a été particulièrement touchée par la crise, ses travailleurs ayant souvent souffert du non-paiement des salaires. Ces industries sont souvent petites et concentrées dans la même région, de sorte que le non-paiement des salaires ou la suspension de l'activité en raison de la baisse de la rentabilité se produisent souvent dans des endroits proches au même moment. Parmi les grèves dans l'industrie manufacturière en 2024, le secteur de l'habillement arrive en deuxième position (90 cas) après le secteur de l'électricité et de l'électronique (109 cas).

L'affaire « Brother 800 » : symbole du désespoir systémique

Le 20 mai 2025, l'incendie de l'usine textile de la Sichuan Jinyu Textile Company dans le comté de Pingshan a acquis une résonance symbolique qui dépasse largement la dimension locale de l'événement. Wen, un ouvrier de 27 ans, a mis le feu à son lieu de travail après avoir été privé des salaires qui lui étaient dus pour un montant total de 5 370 yuans, contrairement aux 800 yuans initialement rapportés par les médias et plus tard démentis par la police.

La reconstitution des faits révèle la complexité de la dynamique qui a conduit à ce geste extrême. Wen avait présenté sa démission le 30 avril et, conformément à l'article 9 des dispositions provisoires sur le paiement des salaires, il était censé recevoir tous les arriérés de salaire immédiatement après la cessation d'emploi. Lorsqu'il a terminé les procédures de démission le 15 mai, l'usine lui devait 5 370 yuans (environ 760 dollars). Wen a demandé un paiement immédiat,

mais le service financier a refusé, invoquant des procédures d'approbation internes. Après avoir à nouveau demandé le paiement à son supérieur, sans succès, Wen a développé ce que le rapport de police appelle des « pensées de vengeance ».

L'incendie a causé des dommages économiques estimés à des dizaines de millions de yuans et a conduit à l'arrestation de l'auteur, mais l'histoire est devenue virale sur les médias sociaux chinois avec le hashtag « Brother 800 ». L'écart entre les 800 yuans initialement déclarés et les 5 370 yuans réellement dus a alimenté les débats sur les médias sociaux, où de nombreux utilisateurs ont exprimé leur solidarité avec Wen, le considérant comme un « héros désespéré » plutôt que comme un criminel.

Ce cas met en évidence l'inefficacité structurelle des mécanismes de protection juridique. Comme l'observe ironiquement un témoin, « lorsque les personnes à qui l'on devait des salaires ont demandé une aide juridique, les juges ont disparu et le personnel du département du travail s'est également éclipsé. Mais lorsque Wen a mis le feu à l'usine, la police est immédiatement arrivée et les magistrats sont réapparus ». Cette critique souligne que le système réagit rapidement aux violations de l'ordre public, mais



reste inerte face aux violations systématiques des droits des travailleurs.

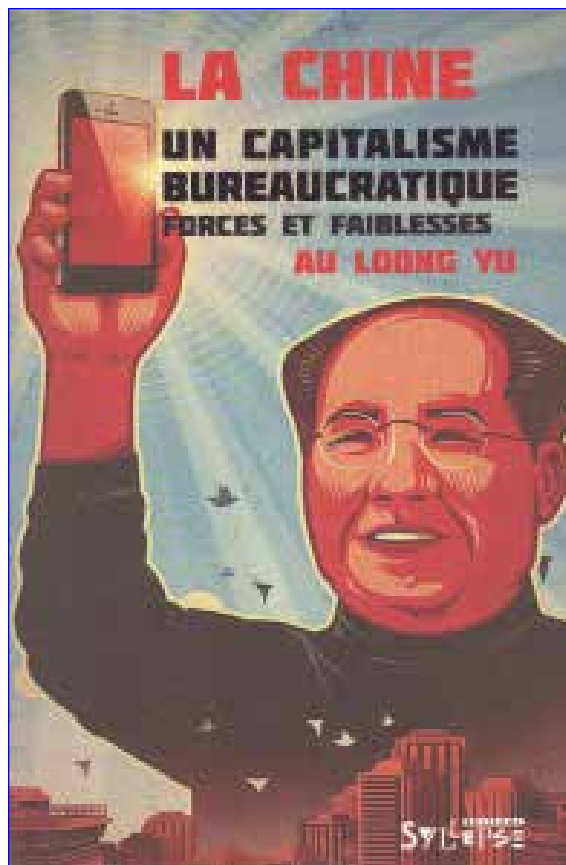
La description de la situation familiale de Wen - pauvreté, mère malade, besoin urgent d'argent - illustre la façon dont les difficultés économiques individuelles sont liées à l'absence de filets de sécurité sociale adéquats. Le *China Labour Bulletin* souligne que l'incident représente «une rupture dans les systèmes juridiques et institutionnels conçus pour soutenir les travailleurs», mettant en évidence l'inadéquation des structures syndicales existantes qui sont «restées silencieuses» tout au long de l'affaire.

La réaction du public reflète une frustration généralisée à l'égard de ces failles systémiques. En ligne, un commentaire viral demandait : «Pourquoi un homme en serait-il réduit à incendier une usine pour 800 yuans ? Cela signifie qu'il était littéralement affamé.» D'autres ont dénoncé le double standard : les travailleurs qui protestent sont qualifiés de fauteurs de troubles, tandis que les employeurs qui retiennent les salaires sont tolérés par les autorités.

La crise de la construction et de l'immobilier : une spirale descendante

Le secteur de la construction représentait 54,48 % de toutes les protestations collectives en avril 2025, un chiffre qui reflète la crise persistante du marché immobilier chinois. Cette concentration dans le secteur de la construction montre que la crise immobilière, qui a commencé par l'affaire Evergrande en 2021 et s'est propagée à l'ensemble du secteur ainsi qu'à l'économie en général, continue d'avoir des effets dévastateurs sur les conditions de travail.

Les projets inachevés sont une source particulière de tensions sociales, car ils concernent non seulement les travailleurs du secteur, mais aussi les citoyens qui ont investi leurs économies dans le logement. Par exemple, à Xianyang, Shaanxi, le 30 mai, des propriétaires de bâtiments inachevés du projet Sunac Shiguang Chenyue ont manifesté devant le centre de pétition local, accusant le gouvernement d'avoir détourné des fonds de construction, ce qui a entraîné plusieurs arrestations par la police. Toujours à Qingdao, Shandong, des centaines de propriétaires du projet immobilier inachevé Heda



Xingfucheng ont organisé une manifestation collective dans le district de Chengyang le 31 mai, bloquant la circulation et forçant l'accès au site de construction, plusieurs propriétaires ayant subi des violences de la part de la police.

Ces épisodes montrent que la crise immobilière ne concerne pas seulement les opérateurs du secteur, mais s'étend aux citoyens de la classe dite moyenne qui ont investi leurs économies dans l'achat d'un logement, créant ainsi une base sociale plus large de mécontentement potentiel. La convergence de la crise économique et des attentes sociales déçues est un élément particulièrement déstabilisant pour la stabilité sociale.

L'extension des manifestations au secteur public : enseignants, médecins et travailleurs de la santé

Les autorités sont particulièrement préoccupées par l'extension des manifestations au secteur public, traditionnellement considéré comme plus stable et fidèle au système. Dans la province de Shandong, les enseignants contractuels n'ont pas reçu de salaire depuis six mois. Un enseignant d'école primaire a déclaré : «Notre salaire mensuel n'est

que d'environ 3 000 yuans (un peu plus de 400 dollars) et, depuis six mois, nous vivons avec de l'argent emprunté».

Un autre enseignant de Shanxi a signalé que son école exigeait la restitution des primes de fin d'année versées au personnel depuis 2021, ainsi qu'une partie de la rémunération perçue pour les activités extrascolaires. Ces mesures ont provoqué un mécontentement généralisé sur le site, comme en témoignent les messages publiés sur le réseau social Xiaohongshu (RedNote).

Les travailleurs de la santé sont confrontés à des problèmes similaires. Une infirmière d'un hôpital public de la province de Gansu, dans le nord-ouest du pays, a déclaré que son salaire mensuel n'était que de 1 300 yuans (moins de 200 USD) et que sa prime de rendement n'avait pas été versée depuis quatre mois. À Fuzhou, dans la province de Jiangxi, des médecins et des infirmières de l'hôpital Dongxin n° 6 se sont rassemblés devant le bâtiment du gouvernement municipal de Fuzhou le 7 avril, pour réclamer le paiement des salaires liés à la performance qui n'ont pas été versés depuis sept mois.

Comme l'observe Zhang, un enseignant retraité de l'université de Guizhou :

Dans le passé, ce sont les travailleurs migrants et les ouvriers qui réclamaient des salaires, mais aujourd'hui, les enseignants, les médecins et les éboueurs se joignent également à la lutte. Cela montre que la «structure stable» de la Chine commence à s'effilochoir.

Cette observation rend compte d'un changement qualitatif fondamental : l'extension du mécontentement social à des catégories traditionnellement privilégiées du secteur public indique une crise de légitimité qui va au-delà des difficultés économiques conjoncturelles.

Violations des droits de l'homme dans le système pénitentiaire : témoignage de Liu Xijie

Le système judiciaire et pénitentiaire a fait l'objet de plaintes particulièrement sérieuses qui ont mis en lumière des abus systématiques. Liu Xijie, originaire de Bozhou dans l'Anhui et détenu de 2011 à 2024 à la prison n° 1 de Fushun dans le Liaoning, a trouvé le courage de dénoncer publiquement et

nominalement les abus systématiques de la police pénitentiaire ces jours-ci, en donnant les noms précis des officiers accusés.

Selon son témoignage détaillé, aux alentours de février 2022, plus de 200 prisonniers ont été soumis à des sévices de degrés divers, notamment des tortures électriques à l'aide de matraques électriques, des insultes et des coups pour des infractions mineures telles que des réponses non conformes, des postures inappropriées ou un pliage incorrect des couvertures. Les témoignages décrivent de manière particulièrement effrayante comment certains agents pénitentiaires auraient trouvé du plaisir dans les mauvais traitements, piétinant des personnes âgées, introduisant des matraques dans la bouche des détenus, électrocutant des prisonniers au point de provoquer une incontinence fécale.

Le cas le plus grave concerne Fan Hongyu, un prisonnier décédé le 19 février 2022 à la suite de tortures répétées pour n'avoir pas mémorisé le règlement de la prison. Ce témoignage, rendu public à un moment de tension sociale particulière, met en lumière la façon dont le système répressif utilise des méthodes qui violent systématiquement les droits humains fondamentaux, contribuant au climat général d'oppression qui alimente le mécontentement social.

Episodes de protestation étudiante : le cas de Xuchang et la mémoire de Tiananmen

L'analyse des mouvements étudiants révèle des dynamiques particulièrement significatives. Le 3 juin à Changning, dans la province du Hunan, des centaines de lycéens de l'école Shangyu ont organisé une manifestation spontanée sur le campus pour évacuer le stress des examens d'entrée à l'université. L'événement, d'abord pacifique et caractérisé par des cris libérateurs, a rapidement pris une connotation politique lorsque l'école a alerté les autorités sur l'enthousiasme excessif manifesté par les jeunes.

Lorsque la police est intervenue et a arrêté trois organisateurs présumés, la situation a rapidement dégénéré : les étudiants ont formé un mur humain pour empêcher les voitures de police de partir, en criant des slogans tels que «retirons-nous de l'école, rendons l'argent» et en exigeant la libération

des camarades arrêtés. Malgré la détermination affichée, les policiers ont réussi à briser le cordon d'étudiants par la force, emmenant les trois jeunes hommes sous le regard impuissant de leurs camarades.

Cet épisode est particulièrement sensible compte tenu de sa proximité temporelle avec l'anniversaire du 4 juin 1989, une date qui continue de représenter un moment extrêmement sensible pour les autorités chinoises. Dans le cas du collège n° 6 de Xuchang, dans le Henan, où une élève s'est suicidée prétendument à cause des brimades de son professeur, des milliers d'élèves et de citoyens ont manifesté devant l'école, pénétrant dans le campus et endommageant des bureaux avant que la police n'intervienne. Wu Jianzhong, secrétaire général de la Taiwan Strategy Association, note que l'incident s'étant produit à proximité d'une date sensible comme le 4 juin, les autorités ont réagi avec une extrême prudence, craignant qu'il ne déclenche des troubles sociaux et ne se propage rapidement, comme un incendie.

Contrôle social et répression : l'anniversaire de Tiananmen

Dans le cadre du 36^e anniversaire de Tiananmen, les autorités ont mis en œuvre des mesures de contrôle sans précédent à l'encontre du groupe des «mères de Tiananmen». Pour la première fois dans l'histoire du groupe, toute communication avec le monde extérieur a été coupée, les téléphones portables et les appareils photo étant interdits lors de la commémoration au cimetière de Wan'an à Haidian.

Le 31 mai, les Mères de Tiananmen ont publié une lettre ouverte signée par 108 parents de victimes, commémorant les membres décédés au cours de l'année écoulée et réitérant leurs demandes : enquête impartiale sur l'événement, publication des noms des morts, indemnisation des familles et punition des coupables. Zhang Xianling, 87 ans, s'est ému dans une vidéo il y a quelques jours :

Depuis 36 ans, nous n'avons cessé de chercher le dialogue avec les autorités, mais nous n'avons été que mis sous contrôle et réprimés.



Cette escalade du contrôle met en évidence la sensibilité particulière des autorités à toute forme de mémoire collective liée aux événements de 1989, suggérant une vulnérabilité perçue du régime aux liens potentiels entre les protestations contemporaines et les précédents historiques de mobilisation sociale.

Censure numérique et contrôle de l'information

La gestion de l'information sur les incidents de protestation révèle des stratégies sophistiquées pour contrôler le discours public. Dans le cas de l'incident du collège Xuchang n° 6, les autorités ont rapidement supprimé tous les contenus publiés sur les médias sociaux, et le fil de discussion sur le collège Xuchang n° 6 sur le site Weibo a disparu. Lorsque les élèves ont réalisé que leurs messages n'étaient pas autorisés à circuler, ils n'ont eu d'autre choix que d'exprimer leur frustration contre l'école elle-même, ce qui a fini par dégénérer en une confrontation ouverte.

Dans le même temps, le cyberspace chinois a montré des réactions anormales. Début juin, dans le jeu de Tencent «Golden Spatula Wars», tous les avatars des utilisateurs de WeChat ont été uniformément remplacés par des pingouins verts et ne pouvaient être changés, ce qui a suscité une grande attention de la part des joueurs. Un internaute s'est plaint sur Platform X : «Les

pingouins étaient à l'origine un symbole de divertissement, mais ils sont maintenant devenus un masque de censure.»

En outre, comme chaque année autour du 4 juin, les plateformes de médias sociaux chinoises bloquent des mots-clés tels que «square», «tank», «8964», et le contenu correspondant est immédiatement supprimé, tandis que les comptes qui les ont publiés risquent d'être interdits. Le 4 juin, l'avocat des droits de l'homme Pu Zhiqiang a été sommé par la police de supprimer son discours commémoratif sur la plateforme X.

Dynamique de la résistance effective: le cas de Dongguan

Malgré le contrôle autoritaire, plusieurs épisodes montrent que la mobilisation sociale conserve une capacité à influencer les décisions des autorités locales lorsqu'elle atteint des dimensions significatives et formule des demandes économiques concrètes. Le cas de Dongguan est un exemple emblématique de mobilisation spontanée et réussie des travailleurs.

Le 2 juin, des centaines de travailleurs migrants vivant dans le village de Yangyong, dans la ville de Dalang, se sont opposés à

l'introduction d'un système de péage qu'ils considèrent comme économiquement insoutenable. Leur action collective, qui a débuté vers 18 heures par le blocage des barrières de péage, s'est étendue à plusieurs centaines de personnes criant des slogans tels que «enlevez les barrières».

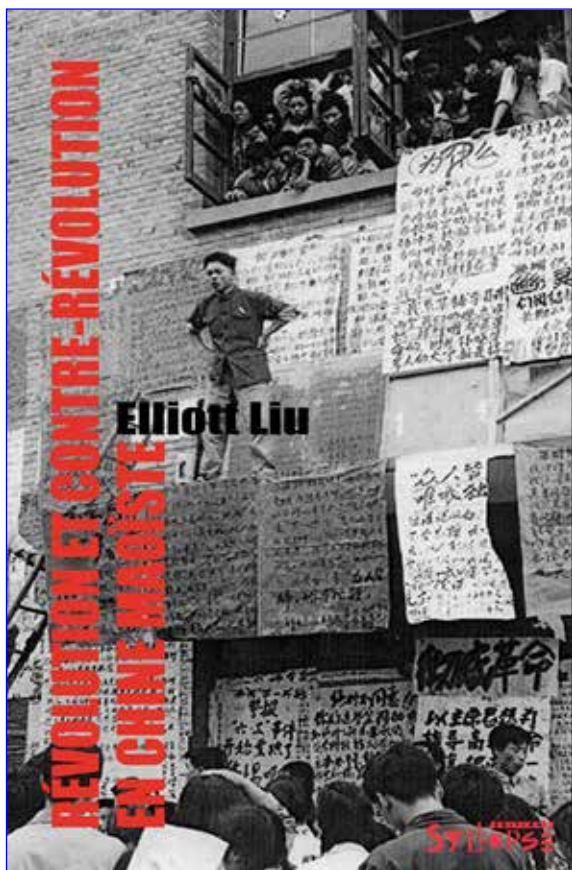
Sous la pression soutenue des manifestants, la police de stabilité sociale a dû céder vers 22 heures, envoyant des travailleurs pour retirer tous les équipements de péage. La politique fiscale, mise en œuvre la veille, a été déclarée nulle et non avenue, mettant en évidence le fait que les difficultés économiques poussent les classes populaires à des formes de résistance de plus en plus organisées et efficaces.

Évolution des stratégies de protestation et de l'organisation sociale

L'analyse révèle une évolution dans la manière dont les manifestations sont organisées, reflétant l'adaptation des mouvements sociaux à l'environnement technologique et répressif contemporain. Dans le cas des étudiants de Xuchang, l'utilisation des téléphones portables et de l'internet a permis une connexion et une agrégation rapides, soulignant comment les technologies numériques peuvent agir comme des multiplicateurs d'action collective en dépit des contrôles gouvernementaux.

Zeng Jianyuan, directeur exécutif de l'Association académique démocratique chinoise à Taïwan, note que «dans le climat actuel de gouvernance répressive et de purges politiques en Chine, seules les questions apolitiques peuvent légitimer des formes de rassemblement collectif à grande échelle». Toutefois, il ajoute que «le Parti communiste chinois perçoit clairement que ce tumulte n'est pas seulement un geste de soutien à une école ou à un incident isolé, mais qu'il reflète également deux problèmes plus profonds».

Le premier problème, selon Zeng, est que «sous l'administration de Xi Jinping, la société chinoise connaît une vague de détresse émotionnelle collective, et beaucoup cherchent un exutoire». Le second, est que «l'incident de Xuchang révèle un relâchement du contrôle social par les autorités locales: les étudiants ont pu se coordonner



et se rassembler rapidement grâce aux téléphones portables et à l'internet, signe de l'échec des mécanismes locaux de maintien de la stabilité».

Il est clair que les manifestations les plus récentes ne peuvent pas être interprétées comme de simples réactions spontanées à des injustices spécifiques, mais représentent plutôt des manifestations d'un «malaise émotionnel collectif» plus large qui cherche des canaux d'expression à travers des questions apparemment apolitiques.

Crise de légitimité des autorités locales

Les protestations documentées mettent en évidence une crise de légitimité croissante des autorités locales, incapables d'assurer une médiation efficace entre les pressions économiques centrales et les besoins sociaux locaux. L'imposition arbitraire de taxes au niveau local est un excellent exemple de cette dynamique.

Dans le cas du village de Pingtang, dans la ville de Gushan, province de Zhejiang, le comité du village a publié un avis annonçant qu'à partir du 10 mai, des «frais de gestion sanitaire» et des «frais de stationnement» seraient prélevés sur tous les résidents permanents et les travailleurs du village : 80 yuans par an pour les adultes, 40 yuans pour les enfants et 500 yuans pour les voitures et les tricycles. L'avis indiquait également que ceux qui ne paieraient pas à temps seraient «mis sous contrôle» à partir du 1^{er} juin, et que chaque personne devrait payer un supplément de 100 à 200 yuans, que leurs véhicules seraient verrouillés et que ceux qui forceraient les serrures seraient «traités comme des auteurs d'actes de vandalisme contre des biens publics».

Li, un locataire du village, a déclaré que «cette taxe n'a jamais été convenue avec les villageois et n'a jamais fait l'objet d'une réunion publique. Je suis un locataire extérieur et je n'ai jamais entendu parler d'une réunion du village approuvant cette taxe». Certains villageois ont critiqué la décision du comité du village, la qualifiant d'«extorsion éhontée». Un autre villageois, Zhang Shun (pseudonyme), a déclaré :

Ma famille compte cinq personnes et nous devons payer 400 yuans par an. Nous ne

pouvons absolument pas nous le permettre. Est-ce encore un pays dirigé par le Parti communiste ?

Jia Lingmin, une militante, a souligné que le comité du village est une organisation populaire autonome et que toutes les redevances doivent obtenir un «permis de redevance», faute de quoi elles sont illégales.

Cet épisode illustre la façon dont les gouvernements locaux, sous la pression des difficultés fiscales, ont recours à des mesures de plus en plus désespérées et illégales pour lever des fonds, ce qui érode encore plus leur légitimité aux yeux de la population. Comme l'observe Zhang, un enseignant retraité de l'université de Guizhou :

Le niveau élevé de la dette locale et le durcissement des politiques centrales ont fortement affecté la gestion fiscale locale. Les victimes les plus directes sont les travailleurs permanents et contractuels.

Transformations du tissu social chinois

Tang Gang, un universitaire du Sichuan, propose une analyse particulièrement perspicace des transformations sociales en cours, notant que la société chinoise évolue «d'une



société traditionnelle où il était possible de faire des compromis, de se tolérer mutuellement et de coexister, à une société marquée par de rudes conflits, où les positions sont irréconciliables et où la coexistence devient impossible». Cette transformation, qu'il attribue aux changements survenus au cours des dix dernières années sous la direction de Xi Jinping, suggère une détérioration qualitative des relations sociales qui transcende les questions économiques spécifiques.

Xue, chercheur en relations du travail à Guizhou, identifie plusieurs facteurs qui contribuent à l'escalade des conflits entre travailleurs et patrons.

Tout d'abord, dans certaines entreprises, les dirigeants syndicaux sont directement nommés par les patrons, ce qui empêche le syndicat de représenter véritablement les intérêts des travailleurs. Cela entrave la défense des droits des salariés et alimente les tensions. Deuxièmement, la relation entre le capital et le travail est fortement orientée vers le marché, mais il n'y a pas de répartition équitable des revenus. De plus, dans de nombreuses usines, l'opacité prévaut dans la gestion des questions concernant les travailleurs, ce qui exacerbe encore les contradictions.

L'analyse de M. Xue montre que les problèmes ne sont pas simplement économiques, mais qu'ils reflètent des déficiences structurelles dans le système de relations industrielles de la Chine. L'absence de syndicats indépendants et représentatifs prive les travailleurs de canaux efficaces de résolution des conflits, ce qui les oblige à recourir à des formes de protestation de plus en plus directes et parfois extrêmes.

Vers des scénarios d'instabilité croissante

L'accumulation des tensions documentées au cours de la période fin mai-début juin 2025 indique à elle seule que la Chine d'aujourd'hui est confrontée à des défis sociaux de nature systémique qui ne peuvent être résolus par les seuls mécanismes répressifs traditionnellement employés par le régime. La transversalité sectorielle des protestations, l'extension géographique nationale des phénomènes et l'implication de catégories traditionnellement stables telles que les enseignants et les travailleurs de la

santé montrent que les difficultés actuelles ne sont pas des fluctuations conjoncturelles mais plutôt des manifestations de contradictions structurelles plus profondes.

La capacité limitée des autorités locales à répondre efficacement aux demandes populaires, combinée au désespoir économique croissant de larges pans de la population, crée des conditions potentiellement explosives. Comme l'a montré l'affaire «Brother 800», lorsque les voies légales de résolution des conflits s'avèrent inefficaces, les citoyens peuvent recourir à des formes de protestation de plus en plus extrêmes et destructrices.

L'intensification des mesures répressives, visible dans l'isolement des Mères de Tiananmen et la censure rapide des épisodes de protestation, indique une perception de vulnérabilité de la part du régime qui pourrait paradoxalement alimenter de nouvelles tensions. La stratégie de contrôle de l'information, bien qu'efficace à court terme, risque d'alimenter la frustration et la radicalisation lorsque les citoyens découvriront l'impossibilité de communiquer leurs revendications par les canaux institutionnels.

Les autorités chinoises semblent se trouver dans une position de plus en plus difficile, obligées de trouver un équilibre entre les exigences du contrôle social et la nécessité de maintenir la stabilité économique. L'expérience de la courte période analysée suggère que cette tension atteint des seuils critiques, avec des implications qui pourraient s'étendre bien au-delà des frontières de l'épisode ou du secteur concerné.

Andrea Ferrario a été rédacteur du magazine *Guerre&Pace* et rédacteur en chef de la *Notizie Est*, spécialisée dans la région des Balkans. Il publie sur le site *Crisi Globale*, dont il est co-rédacteur en chef et un blog sur *Substack.com*

Sources : Yesterday, Radio Free Asia, *China Labour Bulletin*, *AsiaNews*, *Workers' Solidarity*. Article publié sur le [blog d'Andrea Ferrario](#), 5 juin 2025. Traduction Pierre Vandevorde et Pierre Rousset pour [Europe solidaires sans frontières](#).

[Cliquer ici pour lire d'autres textes sur la Chine.](#)

Chine : quand le système de sécurité se dévore lui-même

Andrea Ferrario

Le ministère chinois de la sécurité d'État contrôle 800 000 agents et opère dans les domaines de l'économie et des infrastructures. Mais surveiller l'élite elle-même engendre des contradictions insoutenables.

La réunion du bureau politique du Parti communiste chinois, qui s'est tenue en juin 2025, est passée presque inaperçue dans les médias internationaux, mais elle a marqué une fracture souterraine dans le système politique chinois. Le communiqué officiel a omis deux formules qui accompagnaient depuis des années tous les documents du Parti communiste, celles selon laquelle Xi Jinping était le «noyau» de la direction et les références explicites à la «pensée de Xi Jinping».

Dans un système où chaque virgule est pesée, l'absence parle autant que la présence

Ces écarts par rapport au rite s'inscrivent dans un ensemble plus large de disparitions de la scène publique qui, au cours des mois précédents, avaient alimenté toutes sortes de conjectures. En juillet, Xi était devenu le premier dirigeant chinois à ne pas participer au sommet des BRICS, remplacé par le Premier ministre Li Qiang. Lors des conférences militaires de septembre et octobre de l'année précédente, c'est le général Zhang Youxia qui avait présidé, sans qu'aucune allusion ne soit faite au commandant suprême Xi. Lors des négociations commerciales cruciales avec les États-Unis à Genève et à Londres, le vice-Premier ministre He Lifeng avait mené les discussions sans jamais mentionner Xi ou son idéologie. Même le Quotidien du Peuple, temple de la propagande d'État, avait publié le 10 juin un article en

première page sur les nouvelles politiques sociales sans mentionner le dirigeant. Pour un système fondé sur le culte de la personnalité, ces absences avaient pris le poids de déclarations politiques.

Les observateurs sont divisés sur des interprétations diamétralement opposées. Certains y voient un Xi affaibli, contraint de céder du terrain aux factions qu'il a réprimées pendant des années : les vétérans de la Ligue de la jeunesse communiste liés à l'ancien président Hu Jintao, les «petits princes» (fils de hauts fonctionnaires qui ont converti les relations politiques familiales en fortunes économiques) avec des intérêts économiques à l'étranger, les hauts responsables militaires qui conservent des réseaux de pouvoir autonomes.

D'autres y voient plutôt le choix de déléguer stratégiquement, le calcul d'un leader qui conserve le contrôle par d'autres moyens tout en donnant l'impression de se retirer. La clé pour déchiffrer cette énigme réside dans ce qui se passe parallèlement à ces absences : alors que Xi semble relâcher son emprise dans les domaines traditionnels de l'économie et de la diplomatie, l'appareil sécuritaire de l'État étend massivement ses pouvoirs. Chen Yixin, ministre de la sécurité d'État, assume des fonctions sans précédent dans l'histoire de la République populaire. Chen Wenqing, chef de la commission des affaires politiques et juridiques, s'aventure dans des domaines économiques traditionnellement fermés aux hommes de sécurité.

La question qui agite les cercles du pouvoir chinois ne concerne pas tant le déclin de Xi que la nature de sa mutation. L'été 2023 avait vu circuler pour la première fois des rumeurs concrètes de dissidence au sommet.

Selon le journal japonais *Nikkei*, lors de la session d'été à Beidaihe, trois anciens membres du Parti auraient ouvertement critiqué Xi : Chi Haotian, ancien ministre de la Défense, Zeng Qinghong, ancien vice-président et faiseur de rois qui avait contribué à l'ascension de Xi lui-même, et Zhang Dejiang, ancien président du comité permanent de l'Assemblée populaire nationale. Si cela se confirme, cet épisode marquerait la première fissure publique dans le consensus monolithique construit depuis plus d'une décennie. Mais la véritable crise à laquelle Xi est confronté est structurelle, enracinée dans une contradiction qu'il a lui-même alimentée. Il a concentré plus de pouvoir que n'importe quel dirigeant depuis Mao, en abolissant les limites des mandats et en vidant les organes collégiaux de leur substance. Ce faisant, il a détruit les mécanismes informels de succession qui garantissaient la stabilité du régime.

Aujourd'hui âgé de 72 ans et alors que sa santé fait l'objet de spéculations récurrentes, le système qu'il a façonné à son image n'apporte aucune réponse à la question élémentaire de savoir ce qui se passera après lui.

Le gardien du régime

Le paradoxe le plus flagrant de la Chine contemporaine est incarné par la figure de Chen Yixin. L'homme qui dirige l'agence la plus secrète du pays est devenu une figure publique, presque médiatique. Le ministère de la sécurité d'État (MSS), qui a opéré dans l'ombre totale pendant des décennies, dispose aujourd'hui d'un compte WeChat suivi par des millions d'abonnés, sur lequel il publie des vidéos éducatives sur la menace de l'espionnage étranger et des bandes dessinées sur les risques pour la sécurité nationale. Chen lui-même apparaît régulièrement dans des conférences, prononce des discours publics et dirige des délégations en Asie du Sud-Est. Cette transformation radicale révèle une métamorphose plus profonde : le MSS n'est plus simplement une agence de contre-espionnage, il est devenu un super appareil de contrôle total qui pénètre des domaines traditionnellement étrangers au travail de renseignement. Le parcours personnel de Chen en dit long. Il a travaillé aux côtés de Xi entre 2002 et 2007, lorsque le futur dirigeant était secrétaire provincial du Parti dans la province du Zhejiang. De 2018



à 2022, il a dirigé la commission des affaires politiques et juridiques, orchestrant une campagne de «rectification et d'éducation» de l'appareil de sécurité qu'il a lui-même comparée aux purges menées par Mao en 1942. Lorsqu'il est nommé ministre de la sécurité d'État en juillet 2022, il devient le premier chef des services de renseignement à siéger au bureau politique depuis l'époque du Grand Timonier. Selon les estimations du FBI rapportées par la presse américaine, il dirigerait aujourd'hui 800 000 agent·es, soit dix fois plus que le personnel du KGB à son apogée pendant la guerre froide.

La transformation du fonctionnement du MSS trouve ses racines dans des réformes organisationnelles antérieures à l'arrivée de Chen, mais qu'il a menées à bien. Né en 1983 de la fusion du département du contre-espionnage du ministère de la sécurité publique et du département central d'enquête du Parti, le MSS a fonctionné pendant des décennies avec une structure décentralisée. Les bureaux locaux répondaient à une double chaîne de commandement qui, verticalement, remontait aux supérieurs du système de sécurité de l'État et, horizontalement, aux comités du Parti au niveau provincial et municipal. Cette «double direction» créait des espaces d'autonomie, permettait aux potentats locaux de bloquer les opérations indésirables, engendrait des dysfonctionnements et des poches de corruption. Les réformes de 2016 et 2017 ont rompu cet équilibre en instaurant une «direction verticale» qui transfère tout le contrôle à Pékin. Les comités locaux du Parti ont perdu le pouvoir de nommer les chefs des bureaux provinciaux, de fixer leurs budgets et d'interférer dans leurs opérations. Le MSS central contrôle désormais le personnel, le financement et tous les aspects opérationnels grâce à une chaîne de commandement directe qui contourne complètement les autorités territoriales. Cette centralisation ne sert pas seulement à améliorer l'efficacité, elle transforme également le MSS en «yeux et oreilles» du centre contre toute forme d'autonomie locale, précisément dans les territoires où les petits princes et les fils des vétérans ont construit leurs bases de pouvoir.

L'expansion horizontale du MSS vers des secteurs d'activité de nature économique représente la véritable révolution. En janvier

de cette année, le ministère a acquis le pouvoir de superviser les projets de construction de bâtiments gouvernementaux, d'installations militaires et de structures de l'industrie de la défense. Tout nouveau projet ou toute rénovation nécessite désormais l'autorisation du MSS. Les agents effectuent des inspections sur le terrain et ont le pouvoir d'infliger des sanctions. Pour qui connaît la structure de l'économie politique chinoise, la signification est claire : le MSS pénètre dans des secteurs où les enfants des vétérans et les petits princes ont traditionnellement géré des contrats de plusieurs milliards, tels que l'énergie, les télécommunications, les transports et les infrastructures critiques. Dans le même temps, l'agence intensifie la pression sur les sociétés de conseil étrangères. La loi sur le contre-espionnage, révisée la même année, élargit la définition de l'espionnage pour inclure les activités économiques considérées comme préjudiciables à la sécurité nationale. Les comptes WeChat du MSS publient régulièrement des avertissements sur les risques liés aux services de conseil étrangers qui servent de couverture à la collecte de renseignements. Cela a un effet dissuasif sur les investisseurs étrangers, mais touche tout autant les entrepreneurs nationaux et leurs réseaux internationaux. Le cas du fils de Liu He, le vice-Premier ministre qui a négocié l'accord commercial avec la première administration Trump, illustre à quel point le système est aveugle. Liu Tianran, c'est le nom du fils, a fait l'objet d'une enquête pour corruption financière liée à la tentative d'introduction en Bourse d'Ant Group. Sa société d'investissement, Skycus Capital, avait levé des fonds auprès de la Banque de développement de Chine, de China Mobile et de géants technologiques tels que Tencent. Le fait que même les familles des négociateurs clés soient surveillées par le MSS montre qu'aucun réseau de pouvoir n'est plus à l'abri.

La dimension transnationale du nouveau MSS complète le tableau. Entre 2016 et 2022, les forces de sécurité chinoises ont établi 102 «commissariats à l'étranger» dans 53 pays. Officiellement, ils servent à fournir des services administratifs aux citoyens chinois qui vivent à l'étranger, mais des enquêtes menées aux Pays-Bas et aux États-Unis ont démontré leur implication dans des opérations de coercition à l'encontre de

dissident·es. Les groupes de pirates informatiques affiliés au MSS ont atteint un niveau de perfectionnement qui alarme les agences de renseignement occidentales. En avril 2025, ils ont exploité une vulnérabilité dans Share-Point Server pour porter atteinte à 400 serveurs et 148 organisations à travers le monde, y compris des laboratoires nucléaires américains tels que la National Nuclear Security Administration et le Fermi National Accelerator Laboratory. Les groupes impliqués, suivis par les sociétés de cybersécurité du nom de Linen Typhoon et Violet Typhoon, ont agi sous mandat des bureaux de sécurité provinciaux, en particulier celui de la province du Hubei. Le réseau de surveillance interne qui soutient ces opérations est tout aussi impressionnant et s'appuie sur sept cents millions de caméras installées en Chine, soit 70 % du total mondial. Le projet Sharp Eyes promet «une couverture totale, un réseau total, une disponibilité totale, un contrôle total». Les réglementations sur la sécurité des données promulguées en novembre 2024 établissent un cadre de supervision qui s'applique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières nationales. Toutes les données considérées comme «importantes» doivent être cataloguées, protégées et communiquées au MSS.

En janvier dernier, la nouvelle de la construction d'un nouveau centre de commandement à Pékin a été révélée. Le complexe s'étend sur 1 500 acres (607 hectares), soit dix fois la taille du Pentagone. Il intègre des bunkers souterrains conçus pour résister à des attaques nucléaires. La presse occidentale le qualifie de «centre de commandement en temps de guerre», mais la question qui se pose est inévitable : s'agit-il d'une préparation à une guerre contre Taïwan ou à des scénarios de crise interne ? La réponse englobe probablement les deux possibilités. Le MSS de Chen Yixin est une institution hybride, qui fusionne le renseignement extérieur, le contrôle interne et la répression politique en un seul appareil centralisé, intégré verticalement et relevant directement de Xi Jinping.

La surveillance de l'élite

Le discours occidental sur la surveillance en Chine se concentre généralement sur les outils de contrôle de la population. Les

caméras à reconnaissance faciale, le système de crédit social, la censure d'Internet. Ces éléments existent, mais une analyse qui se limite à cela perd de vue la dynamique plus lourde de sens qui ressort des documents officiels et des affaires judiciaires de ces deux dernières années. Le ministère de la sécurité d'État dirigé par Chen Yixin ne vise pas principalement à discipliner les masses. Sa cible principale est représentée par les réseaux de l'élite qui pourraient constituer des pôles de pouvoir alternatifs à Xi Jinping. La surveillance sert à cartographier, fragmenter et faire chanter les groupes qui ont bâti leur fortune, leur carrière et leur loyauté mutuelle au cours de décennies de réformes économiques. Ce renversement de perspective permet de voir sous un autre angle les purges militaires et les enquêtes sur les princes du monde économique.

Depuis 2023, plus de quarante-cinq officiers de l'Armée populaire de libération ont fait l'objet d'enquêtes pour corruption. Il ne s'agit pas d'une liste aléatoire. Beaucoup d'entre eux étaient considérés comme fidèles à Xi Jinping, des hommes qui avaient bâti leur carrière dans le système militaire de la province du Fujian lorsque Xi y travaillait dans les années 1990, ou des personnalités que le leader lui-même avait personnellement promues à des postes de haut niveau. He Weidong, vice-président de la Commission militaire centrale, a été purgé sans aucune explication claire. Miao Hua, responsable du département du travail politique de la commission, qui contrôlait l'idéologie et les nominations au sein de l'armée, a été expulsé en juin de la même année. Li Shangfu, ministre de la défense, et Li Hanjun, amiral de la marine, ont subi le même sort à des moments différents. Le modèle qui se dessine n'est pas celui d'une lutte entre factions ennemies, mais quelque chose de plus inquiétant. Xi purge ses propres hommes.

Les hypothèses se multiplient

Selon une première lecture, Xi a perdu le contrôle et des factions hostiles au sein de l'appareil militaire imposent des purges pour l'affaiblir. Selon une deuxième interprétation, le ministère de la sécurité d'État aurait découvert des cas réels de corruption ou de déloyauté parmi des personnes que Xi considérait comme fidèles. Mais il existe



une troisième possibilité, plus troublante. Le système de surveillance est devenu si vaste et automatisé que toute personne entrant en contact avec les réseaux économiques des familles des vétérans ou des petits princes est automatiquement signalée, indépendamment de ses loyautés politiques antérieures. Dans ce scénario, la machine de sécurité produit des accusations non pas parce qu'elle découvre de véritables complots, mais parce que ses procédures techniques classent comme suspectes des connexions qui sont inévitables au sein de l'élite chinoise. Chaque général, chaque haut fonctionnaire, chaque dirigeant d'entreprise publique a des parents, d'anciens camarades d'université, des partenaires commerciaux qui sont d'une manière ou d'une autre liés aux circuits du pouvoir économique informel. Lorsque le MSS acquiert le pouvoir de surveiller les projets d'infrastructure, les contrats de défense, les investissements technologiques, le réseau se resserre sur tout le monde, y compris les fidèles.

Le seul «aristocrate rouge» militaire qui semble intouchable est Zhang Youxia (les «aristocrates rouges» sont les descendants des fondateurs de la République populaire, dont la légitimité découle des états de service révolutionnaires de leurs pères). Il a 75 ans, dépassant la limite d'âge que Xi lui-même a imposée aux dirigeants du parti, mais il reste vice-président de la Commission militaire centrale. Son père, Zhang Zongxun, était un vétéran de la guerre civile qui a combattu aux côtés du père de Xi. Ce lien familial historique lui garantit une certaine protection, mais son rôle semble de plus en plus ambigu. À l'automne 2024, il a présidé d'importantes conférences militaires en l'absence de Xi. La commission militaire a été réduite à quatre membres titulaires après les purges. En décembre de la même année, le Quotidien de l'Armée populaire de libération a publié une série d'articles soulignant l'importance du «leadership collectif» par rapport à l'autorité d'une «voix unique», formule que Xi avait utilisée pendant des années pour décrire sa primauté décisionnelle. Ces signaux peuvent être interprétés de manière contradictoire. Zhang pourrait être le dernier pilier de Xi au sein de l'armée, ou bien il pourrait émerger comme un successeur potentiel,

voire un rival, au moment où le chef suprême viendrait à disparaître.

Un paradoxe insoutenable

Xi Jinping a résolu le problème classique de tout régime autoritaire, celui de savoir qui contrôle les contrôleurs, en créant un ministère de la sécurité d'État ultra-centralisé, verticalement intégré et personnellement fidèle. Mais cette solution engendre trois contradictions impossibles à résoudre. La première concerne le conflit entre sécurité et efficacité économique. Les fonctionnaires locaux ont développé une stratégie de survie qu'ils appellent «rester allongé», une expression qui désigne une conformité superficielle accompagnée d'une inaction délibérée. Ils craignent que toute initiative puisse être interprétée comme une erreur, les exposer à des enquêtes et ruiner leur carrière. Cette paralysie se traduit par des retards dans les projets d'infrastructure, où les contrôles de sécurité s'étendent sur des mois. Les investissements privés s'enfuient à l'étranger parce que les entrepreneurs ne savent plus quelles activités risquent d'être classées dans la catégorie des menaces pour la sécurité nationale. Le secteur du capital-risque technologique s'est effondré après que le MSS a mené des opérations de perquisition dans les locaux de sociétés de conseil internationales en 2023. Le Premier ministre Li Qiang a annoncé des politiques favorables aux entreprises, mais les interventions du MSS contredisent systématiquement ces signes d'ouverture. Lors des deux sessions du printemps 2025, l'Assemblée populaire nationale (le «parlement» chinois) n'a pas réussi à faire passer une loi pour favoriser le secteur privé, signe d'un conflit interne au Parti communiste entre ceux qui donnent la priorité à la croissance économique et ceux qui subordonnent tout à la sécurité.

La deuxième contradiction oppose la légitimité révolutionnaire à la technocratie surveillée. Les soi-disant «aristocrates rouges» ne sont pas simplement des arrivistes. Ils ont une légitimité historique, car leurs pères ont fondé la République populaire. Zhang Youxia, Hu Chunhua, les petits princes sont porteurs d'un capital symbolique qui découle du sang versé et des services rendus par leurs pères dans les guerres civiles et les campagnes de construction du socialisme.

Les remplacer par des technocrates soumis à une surveillance permanente érode le consensus interne au Parti. L'université Fudan de Shanghai continue d'être l'incubateur des réseaux alternatifs. Wang Huning, membre du comité permanent du bureau politique et architecte idéologique du régime, y a fait ses études, tout comme Guo Guangchang, fondateur du conglomerat Fosun International. Xi ne peut pas éliminer ce capital intellectuel sans vider le Parti communiste lui-même des compétences qui lui permettent de gouverner une économie qui pèse 18 000 milliards de dollars. De plus, la famille de Xi est impliquée dans ces mêmes trafics économiques que les campagnes anticorruption sont censées combattre. Un rapport des services de renseignement américains publié en janvier 2025 affirme que les proches du dirigeant détiennent des millions de dollars en intérêts commerciaux et en investissements financiers. L'hebdomadaire allemand *Die Zeit* a vérifié ces informations de manière indépendante dans le cadre d'une enquête. Ce double standard sape la crédibilité de l'ensemble de l'opération.

La troisième contradiction, la plus grave, concerne la succession gelée qui engendre une instabilité structurelle. Le système informel par lequel Deng Xiaoping avait garanti des transitions ordonnées, selon lequel chaque dirigeant désigne son successeur de la génération suivante, a été détruit. Hu Chunhua a été évincé. Sun Zhengcai, l'autre candidat désigné par Hu Jintao pour succéder à Xi, est en prison depuis 2018, condamné à la prison à vie pour corruption. Il n'y a pas d'héritier visible et Xi est désormais âgé. Des rumeurs récurrentes sur sa santé alimentent toutes sortes de conjectures. Cai Qi apparaît comme un possible médiateur. Il est le premier fonctionnaire depuis Mao à occuper simultanément trois fonctions essentielles : membre du comité permanent du bureau politique, secrétaire du secrétariat central, directeur du bureau général du comité central. Mais Cai dépend lui aussi de la machine de surveillance qu'il a contribué à mettre en place. Si Xi venait à disparaître, Cai pourrait-il vraiment gouverner de manière indépendante ou finirait-il par être pris en otage par l'appareil de sécurité qu'il utilise aujourd'hui pour maintenir son contrôle ?

Le précédent historique des cycles de Staline et Mao est utile pour comprendre cette dynamique. Les purges engendrent la paranoïa, la paranoïa déclenche de nouvelles purges, le système implose. La disparition de He Weidong en mars 2025 représente l'un de ces moments où l'appareil sécuritaire dévore ses propres partisans. La différence cruciale par rapport aux deux régimes du 20^e siècle réside dans le fait que Staline utilisait le NKVD et Mao les Gardes rouges, des organes extérieurs à l'élite qui frappaient de l'extérieur. Xi, en revanche, effectue ses purges par l'intermédiaire du ministère de la sécurité d'État, qui fait partie de l'élite elle-même. Cela soulève la question ultime. Qui contrôle le MSS? Chen Yixin est personnellement fidèle à Xi, mais après Xi? Un appareil qui compte 800 000 agent-es finit inévitablement par servir ses propres intérêts. Le précédent du KGB soviétique est instructif. L'appareil chargé de la sécurité est devenu un acteur autonome et a contribué à l'effondrement du système en 1991. La centralisation verticale fonctionne à court terme, mais elle est fragile à long terme si le sommet vacille.

La réunion du bureau politique en juin dernier, avec ses écarts et omissions par rapport aux rites et avec l'extension simultanée des pouvoirs du MSS sur les infrastructures,

n'a pas mis en évidence des contradictions. Elle a plutôt révélé une stratégie cohérente. Xi a renoncé à la mise en scène du consensus politique traditionnel parce qu'il a construit une alternative, celle du contrôle permanent par la surveillance, qui englobe également l'élite. Mais cela n'a pas résolu la crise de succession, cela l'a seulement gelée. Un système qui repose sur la discipline de l'élite obtenue en répandant la peur peut durer aussi longtemps que la vie de Xi. Après, le vide au sommet deviendra un gouffre. En novembre dernier, Xi a serré la main de Jack Ma, PDG d'Alibaba, dans un geste public d'ouverture en direction des entrepreneurs du secteur de la technologie. Au même moment, Chen Yixin annonçait les nouvelles compétences du ministère en matière de projets de construction stratégiques. Il ne s'agissait pas d'atteindre un équilibre, mais de prolonger artificiellement la tension. La surveillance universelle, qui inclut les aristocrates rouges, ne crée pas la stabilité, mais ce que certains appellent la «paix du cimetière», un silence qui ne résulte pas du consensus mais de la terreur.

Source : Andrea Ferrario, 20 octobre 2025, [Facebook](#). Traduit pour [Europe solidaires sans frontières](#) par Pierre Vandevoorde



SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ



n° 43 – 17 octobre 2025

